

TRANSNATIONAL

# ASSOCIATIONS

TRANSNATIONALES



Universalité et associations

Cooperatives' Future II

The review of international  
associations and meetings

1980 - n° 1

Revue trimestrielle Jan./Fév.

Le journal des associations et  
des réunions internationales

TRANSNATIONAL

# ASSOCIATIONS

TRANSNATIONALES

## 37th year

**This publication, produced by the UAI, appears with six issues per year.**

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve heedless of the implications.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open both to officers of associations, researchers and specialists of associative questions. The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher

## Revue bimestrielle 1985

Cette publication, éditée par l'UAI, se présente à ses lecteurs sous la forme d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, at service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

## 37<sup>e</sup> année

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS EXECUTIVE COUNCIL COMITE DE DIRECTION	Christian DE LAET (Canada) Secretary, Canadian Plains Research Centre, University of Regina.	UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES
Président : F. A. CASADIO, Directeur, Società italiana per la Organizzazione internazionale (Italie).	Johan GALTUNG (Norway) Vice-recteur de l'Université transnationale, Paris.	
Vice-Président : SA SAXENA (Inde) Auguste VANSTENDAELE (Belgique) Secrétaire général de Cooperation et Solidarité	Vladimir HERCIK (Tchécoslovaquie) Ancien haut fonctionnaire de l'Unesco Nikola A. KOVALSKIY (URSS) Directeur adjoint de l'Institut du mouvement ouvrier international de l'Académie des sciences	REPRESENTATIONS PERMANENTES DE LU AI UAI REPRESENTATIVES
Treasurer General : Paul E. HIERNALUX (Belgique) Président honoraire de la Conférence permanente des Chambres de commerce et d'industrie de La Communauté économique européenne	Marcel MERLE (France) Professeur à l'Université de Paris 1 . Andrew E. RICE (U.S.A.)	New York : Andrew RICE Genève : Cyril RITCHIE
Secretary-General : Robert FENALUX ( Belgique) Ambassadeur honoraire	International Development, Cyril RITCHIE (Ireland)	UNESCO : Vladimir HERCIK
MEMBERS : F. W. G. BAKER (U.K.) Executive Secretary, International Council of Scientific Unions	Albert TEVOEDJRE (Bénin) Secrétaire général de l'Association mondiale de prospective sociale	Paris : Maryvonne STEPHAN

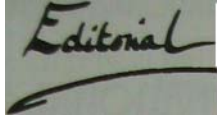


SOMMAIRE

CONTENTS

Rédaction/Editorial  
Robert FENAUx  
Geneviève DEVILLE  
Anthony J.N. JUDGE  
Ghislaine de CONINCK  
Paul GHILS  
Myriam SCHREIBER  
Published by/Publié par :  
Union of International Associations - UAI  
(founded 1910)  
Issn-0029-6059  
Editorial and Administration :  
Rue Washington 40, 1050 Brussels (Belgium) - Tel. (02) 640 18 08 - 640 41 09  
Tx 65080 INAC B  
Editeur responsable : R. Fénaux,  
Rue Washington 40, 1050 Bruxelles (Belgique)  
Tel. (02) 640 18 08 - 640 41 09  
Publicité/Advertising : Union of International Associations, Rue Washington 40, 1050 Brussels - Belgium. Tel. (02)640 18 08 - 640 41 09. Tx 65080 INAC B.  
OUI/OR  
France: Roger Ranson, délégué-Directeur de publicité, 18 avenue du 19 janvier, 92380 Garches Tel. 741 81 80.  
U.K. : Maureen Wingham Media Representations Ltd, 2 High Gate Av. London NGS Rx. Tel. 3489111  
Subscription rate: BP 1.100. or équivalent per year (6 issues) + postage BF 165.  
Abonnement : FB 1.100 ou équivalent, par an (6 numéros) + Frais de port FB 150.  
Method of payment :  
Mode de paiement à utiliser:  
Bruxelles: Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0508283-65 à la Société Générale de Banque, 253, Avenue Louise, 1050 Bruxelles  
London: Account n° 04552334, National Westminster Bank Ltd., 1 Princes Street, Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses,  
Paris : par virement compte n° 545 150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8, Paris 75009  
Copyright - 1984 by Union of International Associations. All rights reserved. No part of this work may be reproduced or copied in any form or by any means - graphic, electronic, or mechanical, including photocopying, recording, taping, or information and retrieval systems - without written permission of the Secretary General, Union of International Associations

Editorial, par Robert FenauX	2
Les Nations Unies et les associations internationales privées au seuil de la Quarantaine, par Eric Suy	4
La session de la S E C en U.R.S.S.	8
Le message de paix de la S E C, par Henri Janne	9
Cooperatives Survey - Dossier coopératives	11
- Introduction, by S.K. Saxena	13
- Co-operatives and the State, by Lord Oram	13
- Perspectives on the Role of Credit Unions in the Social and Economic Development, by Akiva Lewinsky	15
- Co-operativism in Argentina : Present and Future Outlook, by Dante Cracogna	18
- Women in Cooperatives in Developing Countries, by Janice Jiggins	21
- Role of Cooperatives in the Third World in the Year 2000 : One Perspective, by L.J. Fredericks	24
- Japanese agricultural Cooperative Movement and its Direction for Future Development, by Shiro Futagami	26
- Activités pratiques de l'OIT dans le domaine des coopératives	29
Le financement gouvernemental des programmes d'ONG	37
Echos de la vie associative - News on Associative Affairs	41
Geographical Distribution of International Meetings 1984	50
Répartition géographique des réunions internationales 1984	50
Liste des associations internationales auxquelles la loi belge a accordé la personnalité civile	52



# L'UNIVERSALITE ET LES

## World Problems and Human Potential

L'Office des Nations-Unies à Genève a eu l'à-propos de conclure son programme commémoratif du quarantième anniversaire de la Charte de San Francisco, en organisant l'autre mois un colloque de réflexion sur le thème "L'universalité est-elle menacée ?". Deux journées d'études préparées par des mains expertes avec le concours d'associations religieuses à vocation œcuménique.

### Crise de la coopération

Le point d'interrogation du sujet porte sur la crise patente ou latente de la coopération internationale avec ses effets centrifuges accusés par des critiques, des oppositions, voire des défections, et un certain repliement sur des entités régionales et des politiques nationales ou communautaires.

Le Forum mondial des Nations-Unies, avec toutes ses voies spécialisées, est-il mis en question en soi, dans son principe d'universalité ? Cela ne nous paraît pas absolument évident du côté des Etats membres, si l'on ne prend pas des moments d'humeur pour des défis au Système, mais moins encore du côté des peuples qui s'expriment par les forces de la société et de ses cadres associatifs, surtout en pays développés et démocratiques.

En revanche, on semble s'accorder - en sens divers -, pour constater et s'inquiéter des décalages de situations et de politiques, des déphasages de structures et de programmes,

par rapport aux immenses changements opérés dans les faits et les mentalités, d'une génération à l'autre. *réflexion sur la réforme des Nations-Unies* » établie en automne dernier par Maurice Bertrand, du Corps d'inspection de l'Organisation : un rapport pénétrant qui invite à « s'orienter après les deux essais inachevés de la SDN et de l'ONU, vers une organisation mondiale de troisième génération, réellement adaptée aux besoins du monde moderne ». On retrouve son auteur à l'œuvre du Colloque de Genève.

### Thèmes actuels

Les comptes-rendus de ce moment de réflexion sont nourris de rapports et d'avis sur l'évolution des concepts en cours depuis la création de l'ONU, à savoir la notion d'universalité; le rôle du droit international dans la stratégie de la paix de la Charte; la dignité humaine (expression plus floue des droits de l'homme); le droit des peuples, y compris la question des minorités; la relation entre le progrès, la croissance et le développement dans l'idéologie des Nations-Unies, la stratégie internationale du développement; les Nations-Unies et la pauvreté; aussi la contribution interreligieuse à la notion d'universalité.

Nous aurons à revenir sur ces documents de qualité, en philosophie générale et autant qu'ils concernent explicitement ou implicitement le fait associatif et ses réseaux transnationaux, désormais considérés comme acteur du système international et facteur de participation.

### Diversité et régionalité

Dans son introduction à la réflexion du Colloque, M. Eric SUY, secrétaire général adjoint et directeur général de l'Office des Nations-Unies à Genève, a donné d'emblée une réponse raisonnablement optimiste au souci de l'avenir mondial de l'Organisation, en montrant que le texte de la Charte est après tout assez souple pour permettre, par consensus, les interprétations et les adaptations de circonstance conformes aux exigences de notre temps. La Charte a prévu " le développement progressif du droit international et l'instauration d'un nouvel ordre juridique universel tenant compte des intérêts de tous les membres de la Communauté internationale ». « La diversité des thèses et perceptions en présence dans l'enceinte des Nations-Unies est le corollaire normal de son universalité ». Si donc menace il y a, elle ne peut venir que de l'action unilatérale et égoïste des Etats membres dans un monde qui est devenu « un véritable vilage »<sup>(1)</sup>

Quant à l'approche régionale de la coopération internationale et de la stratégie de la Paix, là aussi prévue par la Charte, elle doit être moins considérée comme un danger que comme « un complément de l'universalisme », voire « un pas majeur vers la solution des problèmes de nature globale ».

Mentionnons à ce propos la bonne nouvelle d'un projet acquis de convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des OING qui sera soumis le 24

<sup>(1)</sup> Citations reprises de la note d'information (269) de l'ONU Genève.

# ASSOCIATIONS

L'universalité, concept aux sens divers, est ici entendu au sens onusien de l'organisation mondiale des Etats, des peuples et des problèmes humains que pose un ordre solidaire de paix.

avril prochain à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe: première étape régionale notable d'une démarche historique à laquelle l'UAI a pris la part que l'on sait, aux fins ultérieures d'un statut juridique universel complet (à suivre).

## La participation associative

Dans l'esprit et le suivi du thème de l'universalité, M. Eric SUY a eu l'obligeance de nous adresser un article de sa plume autorisée, où il fait le point sur l'évolution des « relations entre les Nations-Unies et les associations internationales privées ». La gent associative appréciera infra ce plaidoyer pour une promotion de la consultation jusqu'à une pleine participation, jugée d'intérêt commun à des partenaires de l'organisation internationale.

Traitant de l'évolution du « Statut consultatif » au départ de l'art. 71 de la Charte qui a d'abord borné son champ de consultation aux questions économiques et sociales de l'ECOSOC, l'auteur en montre l'extension progressive, à mesure de la prolifération et de la promotion des OING,

Cette coopération OIG-OING s'est étendue, en contact, aux divers organes du Système et aux conférences mondiales de tous genres et, en substance, à des domaines politiques, tels les droits de l'homme, le développement des peuples ou le désarmement, pour atteindre déjà à des degrés de participation allant de la conception à la mise en œuvre suivant un bon procédé de considération mutuelle.

Il serait donc mal fondé de dire que la consultation demeure un vœu

pieux. Admettons plutôt qu'elle soit sélective, par la force des choses. Mais il est certain que la règle est en retard sur les faits, comme souvent. La résolution 1296 (XL IV) doit être révisée, M. SUY en convient, en estimant le temps venu de donner suite aux griefs des conférences d'OING, dont l'ECOSOC et même l'Assemblée générale ont demandé l'examen il y a plusieurs années déjà.

En conclusion de son article, M. SUY tient la contribution des réseaux associatifs pour déterminante dans des domaines essentiels de la coopération au point, selon lui, que la fonction internationale ne saurait plus s'en passer. Du même avis, son collègue Robert Müller a dit au Colloque de Genève, avec son expérience de l'ECOSOC: " les Nations-Unies ont besoin de la communauté universelle et de ses groupes de réflexion ».

## World Problems

Les groupes de réflexion ont souvent noms d'associations à but spirituel, culturel, scientifique, vouées à la recherche et à l'étude de problèmes mondiaux.

Pour sa part, l'UAI s'inscrit dans une longue tradition européenne d'universalité. « Monde » est le beau titre du dernier livre (1935) de Paul Otlet, l'un de nos pères fondateurs, penseur et artisan d'une philosophie et d'une politique des relations humaines qu'il avait abordées par le génie de la documentation.

En 1916, Otlet publiait un ouvrage intitulé « Les problèmes internationaux et la guerre », qui recommandait la création d'une Société des Nations.

Une anticipation couronnant son projet d'universalité internationale (1911). C'est dans la même vision d'universalité que l'UAI a développé ses publications d'Annuaire de l'organisation internationale, et tenté en 1976 l'essai d'une encyclopédie de données et références: " World Problems and Human Potential ». Et voici maintenant l'instant d'une deuxième édition sous presse, décrivant plus de 4.500 problèmes perçus par les entités internationales. Une réalisation considérable qui fait honneur à son maître d'œuvres Anthony J.N. Judge et à son équipe.

## Un exemple transnational

Le mot de la fin de cet éditorial nous vient de la récente session de la Société européenne de culture réunie à Eravan, en URSS pour la première fois. On en trouvera plus loin le message final présenté par notre ami Henri Janne, vice-président du Centre belge de cette association de personnes, typiquement transnationale. Un message d'humanité et de paix, auquel le Roi Baudouin vient de faire indirectement écho en accueillant à Bruxelles le président de la République italienne M. Cossiga et en appelant de ses vœux « un ordre pacifique et juste, accompagné de garanties de sécurité appropriées, qui pourrait aboutir à l'abolition des frontières artificielles entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest ».

Coincidence émouvante quant on sait que la Reine Elisabeth de Belgique était membre de la SEC au temps de son fondateur italien Umberto Campagnolo, apôtre d'une civilisation de l'universel.  
Robert Fénaux

# Où en sont les relations entre les Nations Unies et les associations internationales privées au seuil de la Quarantaine

par Eric Suy (\*)

Jamais depuis le début de leur association les Nations Unies et les associations privées internationales - appelées dans le vocabulaire « onusien » organisations non gouvernementales - n'ont été aussi conscientes de la convergence de leurs objectifs. Jamais l'importance d'unir leurs efforts ne leur est apparue aussi évidente. De part et d'autre, les initiatives se multiplient pour accroître cette collaboration. Est-ce leur entrée dans la quarantaine, avec la maturité que

cela implique, qui permet aux Nations Unies de mieux apprécier le rôle joué par les organisations non gouvernementales ? Est-ce la longue somme des expériences de coopération menées avec différentes instances gouvernementales ou autres qui contribue à faire mieux reconnaître aux ONG le rôle capital joué par les Nations Unies dans l'histoire de la coopération internationale ? Si les réflexions suscitées autour du quarantième anniversaire des Nations

Unies jouent un rôle dans cette prise de conscience, la crise politique et économique mondiale, la remise en question de certains principes fondamentaux de la coopération internationale chers aux ONG et aux Nations Unies ont certainement contribué encore davantage à faire prendre à la coopération ONU-ONG un tournant décisif. Je voudrais ici faire brièvement le point de la question.

## L'évolution du statut consultatif

### a) L'Article 71 de la Charte

L'article 71 de la Charte des Nations Unies qui autorise le Conseil économique et social (ECOSOC) "à prendre toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa compétence" constitue-t-il, comme l'affirmait en 1973 Philippe de Seynes, alors Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, « une des innovations les plus originales et les plus pleines de promesses de la Charte des Nations Unies » ou n'est-ce qu'une fiction, les ONG n'étant "consultées" sur rien par l'ECOSOC, comme l'écrivait récemment Marc Nerfin dans le dossier de jan-

vier/février 1985 de la Fondation internationale pour un autre développement ?

Il faut reconnaître que la pratique de ce statut consultatif a connu des hauts et des bas et ce n'est pas étonnant. En effet, il n'est pas facile de faire collaborer d'une part, une organisation composée de gouvernements souverains et qui n'acceptent pas, comme ils l'ont bien précisé dans la Charte, qu'on s'ingère dans les affaires qui relèvent de leur sacrosainte compétence nationale et d'autre part, des associations ayant leur propre identité militant pour des objectifs spécifiques et défendant fièrement leur indépendance. C'est un défi que les deux partenaires

essaient de relever depuis 40 ans.

Au fil des années, les ONG se sont taillé une place, souvent à la force du poignet, au sein des différents fora du Conseil économique et social et ont développé un réseau de consultations avec le secrétariat dont celui-ci ne saurait se passer. De quelques dizaines qu'elles étaient au début de l'existence des Nations Unies, elles sont passées à 750 en 1985. Les dispositions fixées dans les résolutions successives de l'ECOSOC relatives aux consultations - dont la résolution 1296 (XLIV) de 1968 constitue la dernière version - sont considérées trop

(\*) Secrétaire général adjoint Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève.

restrictives par les uns, insuffisamment exploitées par les autres. Ces dispositions ont pourtant permis à bon nombre d'associations de faire profiter l'ECOSOC et ses organes subsidiaires de leur expertise, d'exprimer le point de vue de leurs membres, d'influencer les décisions du Conseil.

Bien qu'il soit difficile d'évaluer le degré d'influence des ONG sur les activités des Nations Unies, il faut reconnaître que leur contribution a été et continue d'être déterminante dans des domaines tels que les activités opérationnelles de développement et d'assistance humanitaire, l'élaboration des normes internationales, la protection de l'environnement, l'éducation à la paix, la promotion et la protection des droits de l'homme, etc. Que de questions n'auraient jamais été traitées, de problèmes ignorés et combien de situations dramatiques seraient restées cachées sans l'intervention des ONG ? Pour ne citer que quelques exemples : la protection de l'environnement, la discrimination contre les peuples autochtones, le sort des personnes disparues, les effets néfastes d'une utilisation non contrôlée des substituts du lait maternel, la situation des populations les plus défavorisées (quart-monde, enfants de la rue, etc) et tant d'autres.

L'article 71 restreint la participation des ONG aux activités économiques et sociales ce qui les laisse en dehors des activités politiques proprement dites. Pourtant l'Assemblée générale n'a cessé, surtout depuis une dizaine d'années, de faire appel aux ONG dans les domaines les plus divers, depuis la campagne en faveur du désarmement jusqu'à la lutte contre l'Apartheid, en passant par l'établissement d'un nouvel ordre économique international, l'application de la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix, etc. Toutes ces invitations adressées aux ONG par l'Assemblée générale ne se limitent pas seulement à celles qui sont dotées du statut consultatif.

L'Assemblée générale a également invité les ONG à se faire représenter à toute une série de conférences mondiales qui ont traité de sujets aussi divers que la protection de l'environnement, la population, la désertification, l'eau, les nouvelles sources d'énergie, la situation de la femme, etc. Dans bien des cas, des manifestations parallèles ont été organisées par les ONG à l'occasion

de ces conférences. La dernière en date, le FORUM 85 qui s'est tenu en juillet à Nairobi à l'occasion de la Conférence marquant la fin de la Décennie de la femme, a attiré plus de 13 000 participants qui se sont répartis en plus de 100 ateliers par jour sur les sujets les plus divers. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer tout l'impact de ce FORUM, il est indéniable que le mouvement populaire dont il était la manifestation peut jouer un rôle capital dans la mise en œuvre des recommandations adoptées par la Conférence. Et tout indique qu'il le jouera, que ce soit sur le plan national ou international.

#### **b) Eclatement du**

##### **cadre originel**

La diversification des activités des Nations Unies, la création de nouveaux organismes, l'extension du mouvement associatif ainsi que le développement des moyens de communication de masse ont amené un bon nombre de nouvelles associations privées à s'intéresser à l'organisation mondiale. En outre, celle-ci a souvent cherché l'expertise nouvelle et l'appui additionnel dont elle avait besoin auprès d'organisations, nationales ou internationales, n'entretenant aucun lien formel avec elle. Pour bon nombre de ces organisations, le statut consultatif était inaccessible étant donné leur caractère national, tandis que pour les autres la procédure apparaissait trop longue et compliquée ou encore ce statut ne répondait pas à leurs besoins.

Il est un fait que les ONG se sentent de plus en plus à l'étroit dans le cadre fourni par l'Article 71 de la Charte et la résolution 1296 de l'ECOSOC, comme dans un vêtement devenu trop étroit. Non seulement la participation des ONG à statut consultatif aux activités des Nations Unies ne se limite plus aux domaines économique et social mais l'ONU collabore avec un nombre toujours plus grand d'organisations n'entretenant pas de relations formelles avec elle, qu'elles soient nationales ou internationales. Tout cela a contribué à modifier le modèle de relations fixé par l'article 71 de la Charte. Cette évolution est particulièrement visible dans des domaines tels que l'assistance aux réfugiés, le développement rural et communautaire, les soins de santé primaires, l'aide à l'enfance, l'éducation et la mobilisation de l'opinion publique que ce soit en faveur du désarmement, du développement ou

autre. Un vaste réseau de relations s'est tissé entre l'ONU et les ONG dont il est difficile de mesurer l'étendue et les implications. Et c'est là un mouvement irréversible. Il répond à un besoin de part et d'autre et à l'évolution de la coopération internationale.

Depuis quelques années, la Conférence des ONG à statut consultatif avec l'ECOSOC, plus communément appelée CONGO, s'est penchée sur ces développements et a suggéré aux Nations Unies d'élargir leurs possibilités de participation formelle à l'Assemblée générale et à ses Comités. Le Conseil économique et social lui-même a demandé en 1981 à son Comité chargé des ONG «< d'entreprendre une étude de la pratique actuelle en matière d'application de la résolution 1296 du Conseil ». En 1977, l'Assemblée générale elle-même avait déjà demandé à l'ECOSOC, dans le cadre de la restructuration des secteurs économique et social, de prendre des mesures « en vue de la rationalisation et de l'harmonisation des arrangements relatifs aux consultations avec les organisations non gouvernementales par l'ensemble des organismes des Nations Unies et dans le cadre de conférences mondiales spéciales ». Jusqu'ici, peu de suites ont été données à ces résolutions et les propositions de CONGO sont encore au stade des discussions.

Pendant depuis trois ans environ, des efforts sérieux ont été déployés au sein du secrétariat des Nations Unies en vue de rationaliser et d'harmoniser la collaboration avec les ONG. Ainsi les fonctionnaires des différentes organisations du système des Nations Unies à Genève qui sont chargés des relations avec les ONG ou qui travaillent de près avec elles se réunissent périodiquement pour échanger des informations sur la participation des ONG aux travaux des divers secteurs où ils se trouvent, essayer d'évaluer l'apport de toutes ces organisations et examiner ensemble les moyens d'améliorer la coopération entre l'ONU et les ONG. Des rencontres semblables se tiennent au siège des Nations Unies à New-York. Elles permettent à chacun des participants de se faire une meilleure idée de l'influence et du rôle grandissants des associations nationales et internationales au sein du système des Nations Unies et d'amorcer ce processus d'harmonisation et de rationalisation dont parlait l'Assemblée générale, sans pour cela tendre à une uniformisation des relations.

## Les ONG et le sort des peuples dans la crise de la coopération internationale

L'organisation des Nations Unies a subi de profondes mutations depuis 40 ans. Elle a traversé plusieurs crises sérieuses et est, depuis quelques années surtout, l'objet de vives critiques dans certains médias et milieux politiques occidentaux. Bien que certaines de ces critiques soient justifiées - toute administration a besoin de réformes et doit être ouverte à la critique - d'autres par contre ne remettent pas tant en question la structure de l'organisation que les principes mêmes qui sont à son origine et constituent les fondements de la coopération internationale et du multilatéralisme. Et c'est ce qui explique la hâte avec laquelle un grand nombre d'ONG ont pris la défense de l'ONU. Les Nations Unies continuent à représenter pour toutes ces associations le meilleur garant de la coopération internationale, le seul forum où les petites pays puissent se faire entendre, le lieu privilégié des peuples.

Il est extraordinaire et encourageant en effet de voir que l'ONU continue non seulement à exister mais à cristalliser les aspirations de tant d'hommes et de femmes de tous les horizons. De plus en plus d'individus, de groupes, de minorités, de peuples se tournent vers les Nations Unies pour demander de l'assistance, pour chercher une oreille attentive ou simplement de l'information, pour trouver un espace de liberté et un lieu de prise de parole. Il suffit de suivre la

marque des populations autochtones vers les Nations Unies ces dix dernières années pour s'en convaincre. Sous la pression des ONG, l'ONU a décidé de créer, en 1981, un Groupe de travail chargé de se pencher sur les problèmes particuliers des populations autochtones, de recevoir les informations qu'elles ont à transmettre, d'écouter leurs revendications et leurs propositions et de chercher avec elles les moyens de remédier aux injustices dont elles sont victimes un peu partout dans le monde. Le taux de participation des peuples autochtones à ce Groupe de travail croît chaque année. Ils viennent de presque tous les continents. Certains d'entre eux se sont même regroupés en associations régionales ou internationales et ont obtenu le statut consultatif auprès de l'ECOSOC, ce qui leur permet d'intervenir dans les délibérations de la Commission des droits de l'homme.

On a beaucoup écrit sur le Préambule de la Charte et son évocation des « Peuples des Nations Unies ». Les uns considèrent qu'il s'agit là d'une supercherie, car les peuples ont été vite relayés par les gouvernements qui tiennent bien en main l'organisation et en assument le contrôle. D'autres pensent au contraire qu'il s'agit là d'une véritable révolution dans le droit international, puisque pour la première fois les « peuples » sont mentionnés. En effet, l'introduction des « peuples »

dans un document d'une telle importance est significative et est l'expression d'un changement de mentalité provoqué par les conséquences d'une guerre où des peuples entiers ont été victimes, en tant que peuples, d'une politique d'extermination calculée et voulue et c'est dans ce sens que la création de l'ONU marque une volonté de redonner aux peuples leur vraie place.

Au cours de ces quarante dernières années, les associations privées ont souvent eu à rappeler l'existence de ces peuples, dont nous faisons tous et toutes partie. Elles se sont faites leur porte-parole en maintes occasions, transmettant leur expérience, leurs suggestions et préoccupations aux différentes instances de l'organisation mondiale. Elles ont travaillé à promouvoir la coopération internationale par les moyens les plus divers, tant sur le plan technique que sur le plan humanitaire, au sein de l'opinion publique comme dans les instances où s'élaborent les programmes et les politiques. On n'a peut-être pas assez parlé du rôle important joué par les organisations techniques, auprès des commissions régionales entre autres. Leur apport bien que plus discret est inappréciable, que ce soit dans les domaines du transport, de la normalisation, de l'habitat, des statistiques, de l'agriculture ou autres. Leurs efforts, conjugués à ceux de l'ONU, contribuent à améliorer la vie des peuples.

### Perspectives d'avenir de la coopération ONU-ONG

La crise économique et politique mondiale a eu des effets contradictoires. Si elle a intensifié les attitudes de repli sur soi et renforcé l'égoïsme national, elle a obligé les organisations qui travaillent à développer la coopération internationale à rationaliser l'utilisation de leurs ressources et à conjuguer leurs efforts. Cette situation a contribué à rapprocher les Nations Unies et les organisations non gouvernementales. Elles se retrouvent, comme il y a 40 ans, résolues « à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande » et « à recourir (pour cela) aux institutions internationales ».

Malgré les sombres perspectives mondiales, je considère que l'avenir

des relations entre les Nations Unies et tout le réseau d'associations privées est très prometteur. Nous avons franchi une nouvelle étape dans cette collaboration. La notion de « consultation » est en train de prendre une dimension nouvelle. En effet, les ONG contribuent toujours davantage aux activités des Nations Unies, que ce soit en ressources humaines, financières ou autres, demandent à être associées non seulement à l'élaboration des programmes, mais souvent à la formulation même des politiques. Cela ne se manifeste pas uniquement au niveau international mais également au niveau national. Cela s'inscrit dans la logique de la participation. On voit de plus en plus d'organisations non gouvernementales partici-

per à des conférences et réunions de l'ONU au sein même de délégations gouvernementales.

Plusieurs gouvernements accordent également des subsides importants à bon nombre d'ONG pour les aider à mener à bien des projets de développement, ils font aussi appel à elles pour participer à différentes instances consultatives, comités d'experts, etc. De leur côté, ces organisations reconnaissent l'importance d'une instance internationale, de caractère universel, qui alerte les responsables politiques des différents pays aux problèmes du monde, les rende conscients des répercussions de leurs politiques nationales et les remette face à leurs engagements réciproques.



Des aménagements sont sans doute nécessaires dans les mécanismes régissant les relations entre l'ONU et les ONG afin de les adapter à la réalité actuelle. Ils devraient se faire avec le même esprit que celui qui a présidé à l'introduction de l'article 71 de la Charte : faire participer tou-

tes les forces disponibles à la réalisation des objectifs des Nations Unies qui expriment en fait les aspirations profondes de tous les habitants de notre planète. Et dans ce sens, je considère avec Philippe de Seynes que l'article 71 de la Charte est plein de promesses et que nous ne faisons

que commencer à en saisir la portée pour l'avenir de la coopération internationale et du multilatéralisme.  
ERIK SUY  
Secrétaire général adjoint  
Directeur général de  
l'Office des Nations Unies à Genève  
20 décembre 1985.

## In memoriam Robert C. LONATI

*L'UAI vient de perdre un de ses membres les plus distingués et dévoués en la personne de M. Robert C. Lonati, ancien secrétaire général de l'Organisation internationale des organismes officiels de tourisme, devenu secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme par le fait signifiant d'une accession d'une association internationale au statut d'une organisation intergouvernementale.*

*Cette circonstance notable a permis au regretté défunt d'entendre et de pratiquer mieux que quiconque la participation des ONG à l'action internationale.*

*Nous publions ci-dessous l'hommage particulièrement senti rendu par l'OMT à son secrétaire général, et en y joignant l'expression émue de nos regrets et de notre fidèle souvenir.*

Le 31 décembre 1985, dernier jour de son mandat en tant que secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme, son Excellence M. Robert C. Lonati est décédé. Mais Robert C. Lonati était plus qu'un secrétaire général de l'OMT; il était entièrement voué à la cause du tourisme qu'il a servie pendant 33 ans de sa vie. En tant que journaliste, puis comme secrétaire général, d'abord de l'Union internationale des organismes officiels de tourisme et ensuite de l'Organisation mondiale du tourisme, c'est lui qui a contribué à la mise en valeur de l'image du tourisme considéré dans son ensemble comme un puissant facteur de développement en sus de son rôle vital de précurseur de paix et de compréhension entre les peuples et entre les nations. Il a été la principale force responsable de la reconnaissance du tourisme en tant que phénomène socio-économique répondant à l'attrait profond que ressentent les hommes pour le voyage et entraînant un vaste mouvement de personnes à l'intérieur et au-delà des frontières avec des répercussions considérables sur les systèmes économique, social, culturel et écologique de toute société quelle qu'elle soit.

En quête de ces nobles objectifs, Robert C. Lonati n'a reculé devant aucun obstacle, avec le zèle d'un pionnier, n'épargnant aucun effort ni personne dans sa lutte inlassable contre ce qu'il appelait avec mépris les forces du dogmatisme, de la complaisance et du sectarisme.

Bien que sa santé fut précaire pendant les dernières années de sa vie, il décida d'ignorer les conseils de son médecin et passa chaque jour de longues heures dans son bureau, travaillant sans répit et supervisant le fonctionnement complexe qu'est celui d'une organisation intergouvernementale.

On peut dire sans exagération que Robert C. Lonati en était arrivé à une totale identification entre sa personne et l'Organisation qu'il dirigeait et qui était vraiment devenue sa raison d'être. Le fait qu'il soit décédé juste le dernier jour de son mandat en tant que secrétaire général de l'OMT après avoir occupé son poste pendant dix longues années est à ce sujet hautement significatif et prend une valeur symbolique.

Des hommes associés par dessus les frontières

# Quand la S E C siège en U.R.S.S.

Sur l'invitation de son Centre soviétique, la Société européenne de culture a siégé à Erevan du 19 au 22 novembre 1985. Etaient convoqués les représentants du Bureau international et des Centres nationaux, avec les objectifs de rencontrer leurs collègues, de témoigner et de débattre, dans un cercle élargi, de l'engagement de la S.E.C, en faveur du dialogue Est-Ouest, ainsi que de la contribution particulière qu'elle entend apporter par la politique de la culture à l'effort général de paix, enfin d'accomplir les tâches inhérentes à l'activité de l'institution.

## Communiqué et déclaration finale

La S.E.C., a-t-on rappelé, réunit individuellement des hommes et des femmes - penseurs, écrivains, savants, artistes - afin que, toutes différentes que soient leurs origines et divergentes leurs convictions idéologiques, ils rendent explicite leur solidarité naturelle en tant que créateurs ou promoteurs de culture, et agissent de concert selon l'inspiration universelle des valeurs dont ils se réclament. Pareille action, visant à sauvegarder et à améliorer les conditions favorables au développement de la culture représentée en même temps un apport au dépassement des présentes conditions de crise.

Malgré la diversité des participants venus d'une quinzaine de pays d'Europe et d'Amérique, les interventions sur ces questions fondamentales pour la Société ont exprimé une convergence de vues et une communion de sentiments dues à la conscience de la gravité de la situation, qui

8 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 1/1986

porte en elle une menace pour la survie même de l'humanité, à cause de l'augmentation continue de la force destructrice des armements atomiques, et qui entrave la solution des problèmes les plus aigus des pays en voie de développement.

Ainsi ces interventions ont mis en évidence :

- que si le dialogue portant sur ces question, aujourd'hui dramatiques, doit accepter la confrontation même dure, il ne doit jamais être interrompu. Une phrase du fondateur, Umberto Campagnolo, a à ce propos été citée : « Tu dois toujours admettre que les autres hommes peuvent posséder une vérité valable aussi pour toi »... non seulement du point de vue de l'éthique de la liberté, mais encore de la méthode des rapports entre les personnes;
- que la S.E.C, a toujours défendu et continue de défendre l'autonomie

de la politique de la culture, comme contribution spécifique des hommes de culture, eu égard à la politique tout court;

- que la S.E.C, voit depuis l'invention de l'arme absolue et l'apparition d'autres facteurs, dont la conquête de l'espace, l'objectif prioritaire de la politique de la culture dans la recherche d'une « paix qui n'ait pas la guerre pour alternative », d'une paix qui soit autre chose que la non-guerre et qui exige de la part de la société civile, de la part des peuples, une prise de conscience de leurs possibilités et responsabilités dans l'appropriation de la raison de paix;
- que si la S.E.C, élabore des principes d'action sans s'engager en tant que telle dans des actions particulières, elle n'en est pas moins très attentive à l'actualité. Ainsi, la « rencontre de Genève » était dans l'esprit de chacun, comme l'atteste

le télégramme suivant, adressé au Secrétaire général Gorbatchev et au Président Reagan : *Les représentants du Bureau International et des Centres Nationaux de la Société Européenne de Culture réunis à Erevan au moment du sommet de Genève vers lequel le regard du monde entier est tourné avec anxiété et espoir.*

*Souhaitent que la mutuelle volonté de diminuer les périls et les tensions de la situation internationale aboutisse à des résultats significatifs. La société européenne de culture pour sa modeste part entend en tout état de cause poursuivre son action pour rapprocher les hommes et les peuples et en faveur de relations internationales de nature à vider de substances les rivalités destructives. Et chacun des participants a pris acte avec satisfaction des résultats positifs obtenus;*

- la prise en considération, au cours de la réunion, des caractères constructifs du Forum de Budapest sur la coopération culturelle entre les Etats signataires de l'Acte d'Helsinki, auquel de nombreux membres de la S.E.C., ont pris part.

Les rapports d'activité des différents organes de la Société, les programmes et projets pour les prochains mois, dont une initiative « inter-Centres » de recherche sur les mythes européens modernes et la préparation de la XVIII<sup>e</sup> Assemblée générale (fin septembre 1986), les nouvelles adhésions accueillies, ont fourni un ensemble prometteur.



Présidés par le Président de la S.E.C., M. Giuseppe Gallaso, par le Vice-Président soviétique, M. Robert Rojdestvenski et par le Secrétaire international, Mme Michelle Campagnolo-Bouvier, les travaux se sont déroulés dans une atmosphère de confiance et de cordialité. L'hospitalité chaleureuse et généreuse de l'Association arménienne pour l'amitié et les relations culturelles avec l'étranger, brillamment conduite par Mme Nora Hacopian - élue membre du Conseil exécutif de la S.E.C. - y a contribué de façon importante.

*Erevan, le 22 novembre 1985*

P.S. Ont participé aux travaux : MM. et Mmes Boris Bjalik (U.R.S.S.), Maaïke Braat (Pays-Bas), Michelle Campagnolo-Bouvier (Italie), Eric de Montmolin (Suisse), Constantin Despotopoulos (Grèce), Konstantin Dolgov (U.R.S.S.), Marck G. Field (U.S.A.), Claude-Henri Prêches (France), Giuseppe Galasso (Italie), Anda Gheorghiu-Boldur (Roumanie), Arzvin Grigorian (U.R.S.S.), Luigi Gui (Italie), Nora Hacopian (U.R.S.S.), Henri Janne (Belgique), Leopold Lewin (Pologne), Erika Lingner (R.D.A.), Dragan Nedjtkovic (Yougoslavie), Robert Rojdestvenski (U.R.S.S.), Anatoli Rytchagov (U.R.S.S.), Angel Sanchez de la Torre (Espagne), Giovanni Stiffoni (Italie), Jaroslav Stribny (Tchécoslovaquie), Vilim Svecnjak (Yougoslavie).

## LE MESSAGE DE PRIX DE LA S E C proposé a EREVAN

En ce milieu du mois de novembre, à l'heure de la « rencontre de Genève », le thème d'une Paix qui soit la norme permanente des relations internationales, s'impose avec une force particulière. Or il s'agit de la raison d'être de la S.E.C. Il y a donc lieu, au départ, de rappeler les finalités de la S.E.C. Il y a donc lieu de rappeler les finalités de la S.E.C.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 1/1986 9

tés et les caractères spécifiques de notre Société.

« Européenne », elle conçoit géographiquement et culturellement l'Europe comme englobant les pays de l'ancien continent qui ont participé à la Conférence d'Helsinki. Elle

par le Pr. Henri Janne\*

recouvre, en conséquence, l'Europe dite de l'Ouest et l'Europe dite de l'Est. Mais elle se définit comme "ouverte" : elle compte, en effet, des membres américains... Elle se veut

\* Ancien recteur de l'Université libre de Bruxelles, vice-président du Centre belge de la S.E.C.

lieu de rencontre, forum de libres discussions entre ses membres dont l'adhésion est individuelle, et organe de dialogue visant à une meilleure connaissance et à une plus profonde compréhension mutuelles, à une prise de conscience plus exacte des intérêts communs, sans négliger les divergences, et à la promotion de ses objets statutaires : la concertation des hommes de culture et la mobilisation des facteurs culturels de la vie sociale en vue de l'instauration d'un ordre international assurant la Paix, la paix, comme l'a montré Umberto Campagnolo, exprimée par des relations normalement positives entre les nations et non pas seulement par l'absence de guerres entre Etats en relations constamment conflictuelles. Les travaux de la S.E.C. ont démontré qu'un tel ordre ne peut être qu'universel et concerne l'ensemble de l'humanité. Avant tout nos approches pourchassent le mensonge, ne le tolérant pas même par omission ou par concession.

En fait, les développements historiques d'après la deuxième guerre mondiale ont mis en lumière l'importance cruciale du conflit entre les deux plus grandes puissances mondiales et de la rivalité de leurs deux systèmes de société considérés mutuellement comme incompatibles voire exclusifs l'un de l'autre. La SEC a montré par son existence même et par ses travaux que si, en Europe, existent ces deux cultures et ces régimes hétérogènes, il y a entre les deux types sociaux des traits culturels communs spécifiquement européens, de même d'ailleurs que des affinités, très marquées, existent entre l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord... La partie occidentale de l'Europe a donc culturellement, et dans ce sens politiquement, un certain « rôle de situation », qui la constitue objectivement en facteur potentiel de paix quelles que soient ses alliances... Mais ici c'est toute l'Europe de la Culture qui s'exprime comme facteur de compréhension et de coopération dans le contexte universel de l'espèce humaine.

Au moment où la course aux armements prend un caractère menaçant

pour la survie de l'humanité ou, au moins, d'une civilisation humaine, et où les grandes puissances mondiales semblent prendre conscience de la nécessité - avant de dépasser la borne du « non retour » - de tenter de surmonter leurs oppositions par un « dialogue » portant sur une recherche de la sécurité qui recourt à des moyens autres que la course aux armements, la S.E.C. se doit de souligner qu'une culture européenne existe non seulement historiquement mais actuellement.

Celle-ci se caractérise par une tendance à considérer toutes valeurs dans une perspective universelle de ses projets de société, fussent-ils contradictoires. La notion d'universalité au sens européen est fondée sur la participation *solidaire et rationnelle* des hommes et non sur des modes d'appropriation irrationnelle des individus. C'est en cela que la culture européenne est humaniste, créatrice d'historicité et vouée aux mouvances du développement *autonome* de l'espèce humaine. Elle doit en assumer les inévitables conflits et les inévitables erreurs... Elle est tournée vers le futur et prend en charge dans ses aspirations *l'humanité entière* quelles qu'aient été et soient encore aujourd'hui les fautes commises à l'égard des autres peuples. Elle considère que l'homme plus individuellement (Ouest) ou plus collectivement (Est) a la maîtrise de son destin et peut forger l'avenir. Elle a édifié, de l'école maternelle à l'université, un système original de formation de l'homme, très similaire et essentiel pour la vie en société. Elle attribue une priorité aux progrès de la connaissance (à la Science) et a fondé sur ceux-ci la notion fonctionnelle et la réalité (sous forme capitaliste ou socialiste) de *l'unité industrielle de production*, qui s'est répandue à travers le monde avec ses qualités et ses imperfections. Elle comporte la reconnaissance, comme valeur centrale et comme finalité, de formes *organisées* de solidarité.

Cette communauté générale de culture, ce même sens de la vie, doit produire la volonté de vivre ensemble, non l'acceptation du risque de périr ensemble... Elle n'implique pas que les systèmes sociaux cessent de se considérer *comme incompatibles en raison de leur logique propre*, mais cette incompatibilité principielle n'exclut nullement une coopération positive - comme l'a déjà montré l'histoire - dans l'intérêt mutuel et

pour le bien des régions du monde moins développées ou en proie à des problèmes mortels.

Or l'espèce humaine est devenue interdépendante pour le meilleur et pour le pire : l'homme est présent à l'homme, quel que soit son lieu géographique, par le jeu de réseaux serrés de communications, par la potentialité de moyens de transports multipliés et par la conquête de l'espace ainsi que par les impacts universels des armes absolues.

La course aux armements et les entreprises réciproquement hostiles des grandes puissances bloquent la possibilité de résoudre les problèmes aigus de l'humanité, car d'énormes moyens financiers, scientifiques, techniques et humains sont consacrés, au mieux, à des fins stériles, et, au pire, à la destruction massive, alors que convertis dans le cadre d'un *projet international*, ils pourraient assurer, d'une manière concertée, la solution des problèmes de la faim, de la misère, de la sous-production, de la santé et de l'ignorance, par un effort certes gigantesque et difficile mais sans aucun doute positif.

La S.E.C. ne doit pas perdre de vue que l'année 1985 est *l'Année internationale de la Jeunesse*. C'est spécialement à celle-ci qu'elle songe et qu'elle s'adresse. Mais le présent message n'est pas lancé par hasard en ce mois de novembre 1985 car ce peut être le temps où se forge l'espoir d'un monde meilleur et plus sûr... Puissent les responsables de la politique mondiale s'en vouloir les artisans ! Je propose que la S.E.C. assume un message dans le sens que j'ai développé ici.

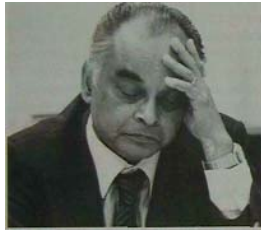
Bien sûr il doit être mis au point et complété pour répondre à toutes nos attentes et à toutes les sensibilités.

---

# INTRODUCTION

by Dr. S.K. Saxena

---



*Dr. S.K. Saxena is the President of S.K. Saxena & Associates, a consultancy firm working in the field of Rural and Cooperative Development and based in Markham, Canada.*

*For 13 years, Dr. Saxena was the Director of the International Cooperative Alliance in London, U.K.; earlier he set up ICA's Regional Office for South East Asia and was the Regional Director from its inception in 1961 until 1968.*

---

The Editor of the magazine has done me the honour of asking to contribute an introduction to this issue of *Transnational Associations* devoted to the Cooperative Movement. The papers included here discuss in one form or another the relationship of the movement with the macro-economic environment prevailing in different countries.

The Cooperative Movement is now about 150 years old; it is spread throughout the world and, in developing countries at least, plays its major role in agriculture. Cooperative societies are active in the fields of credit, marketing, processing and supply of farm inputs. Yet there are reservations from several established organisations to recognize the role of cooperatives- For them, cooperatives are synonymous with failure and are to be given wide berth in schemes of overseas assistance. (Of course, one must mention the positive role of FAO and ILO in this respect).

The Cooperative form of organisation with its duality of social and economic functions is not easy to comprehend in an economic environment in which profit motive is the only criterion of success. A broader yardstick, which recognizes the primacy of need of a social group and the effectivity with which such need is satisfied thus creating in the process a surplus which is then equitably distributed among the stake-holders, does not form part of their thinking. In most developing countries, the governments dominate

the cooperative movement. During my two visits to Bangladesh and Indonesia in the past two years on behalf of a Canadian organisation, the extensive involvement of the Government in the operations of the movement was clearly noticeable. It would in fact be true to say that any unplanned disentanglement of the Government from the activities of the movement would probably lead to the collapse of large parts of the movement. Yet such separation and the creation of largely autonomous movements, in my judgement, are essential. In its present form, the cooperative movement is perceived by the public as an extension of an inefficient bureaucracy often oblivious of the needs of people. Such relationship of dependence inhibits the development of self-reliance, which is the basic motor force of the movement, and distorts its priorities. A psychology of dependence prevails and cooperatives begin to undertake tasks for which they are unready because these tasks are subsidized or even paid for by the Government. Furthermore, a change in government policy results in consequential changes in the activities of the movement. One has only to think of maize procurement by the Provincial Cooperative Unions in Zambia, the disbandment (now restored) of Regional Cooperative Unions in Tanzania, the removal of Board of Cooperative Societies in some states of India consequent on changes of political parties in power, the influence of the Government (in finance, input supplies etc.) on village cooperative societies (KUDs) in Indonesia, to appreciate the overwhelming influence of government over cooperatives.

Because of the deep involvement of governments, the latter's withdrawal from the movement will have to be gradual and will probably involve the following two steps. First : there needs to be an agreement by all parties concerned on a common set of parameters which would define successful cooperative societies from which government control should be withdrawn. In many developing countries, there are audit classifications of cooperatives and these could provide some guidance in this respect. The sifting of the successful from the unsuccessful ones will be done by an impartial Board and those which are successful will need to be given autonomy from excessive government control. Secondly, there is, perhaps, the scope for creating an institution which would include both Government and Movement representatives to take joint decisions on matters of cooperative development. The bi-polarity between the « official » and « non-official » cooperators and the divisive attitudes generated by such dichotomy must be bridged. Considerable discussion and education will be needed before a voluntary, autonomous movement could emerge. Bert Dram's advice is sound : « External help for self-help » is an excellent principle to follow.

Credit is probably the most pervasive component of cooperative activity. Credit, if properly used, has a tremendously liberating influence on the borrower- liberation from the clutches of an extortionate lender (a common enough phenomenon in developing countries), and liberation from poverty to a fuller life. However, if not properly used, credit could bring misery to the borrower and, if there are too many delinquencies, the credit institution itself could be threatened. Hence the reciprocal web of rights and obligations which exists between the borrower and the cooperative must be constantly emphasized. Timely repayment of loans is part of this larger relationship and depends, partly, upon the discipline which underlies this transaction and partly upon effective extension and education work by cooperatives. Unfortunately, many credit cooperatives emphasize the target of loans rather than schemes of deposit mobilization. Akiva Lewinsky makes this point from his extensive experience with Labour Banks.

Credit delinquency, then, continues to be a major problem in most third world countries. In Asia, a number of innovative approaches have been developed under the Asian Survey of Agrarian Reform and Rural Development (a program subsequent to FAO's WCARRD Conference in 1978). Through the formation of groups and exercise of mutual supervision among members, a Group Organizer is made responsible for creating groups of poor and marginal farmers in villages. Credit is then advanced to the groups without collaterals. Bangladesh, Nepal, Philippines, Thailand and Indonesia have been experimenting with this approach and the results are encouraging. These groups, in their present form, are pre-cooperatives, a stage preparatory to their being registered as cooperatives.

Most cooperative movements - probably more so in advanced than in developing countries - are split along consumer-producer lines. It is only recently that the debilitating effect of this division has begun to be recognized although not much has been done to remedy the situation. An interactive, communicative relationship needs to be formed between different branches of the movement; by themselves, no individual wing of the movement can make a noticeable

impact on the national economy. It is interesting to note, as pointed out by Dr. Cracogna, that the Argentinian Cooperative Movement has an inter-cooperative council on which are represented the different branches of the movement. Although the problem of inter-cooperative relationship is too intractable to be solved merely by the creation of an institution, it is clear that continuing inter-action will help to create an understanding and appreciation of the viewpoints of different streams of the movement, of the shared philosophy and the need to further coordinate their work in order to influence the socio-economic climate in which the movement can thrive.

In many respects, the Cooperative Movement falls short of its ideals. Dr. Jiggins draws our attention to one such flaw. « Our membership », she says. « is non-discriminatory; if thinking about the issues stops there, in practice women are likely to continue to have unequal access to services and benefits ». She cites an example of women's unequal access to power and decision-making, for example in Anand which is one of the most successful dairy cooperative enterprises in the developing world. An illustration from Korea shows how through persistence and imaginative leadership, the framework of a successful cooperative was created. These qualities will need encouragement from a supportive environment which is conducive to the participation of women in cooperatives; wider measures are needed such as the education of women and men, and changes in inheritance laws, taxation policies, etc., greater visibility of women's contribution to different activities (according to the Hunger Project, in Africa women contribute 70 % to growing food, 50 % to storage, 100 % to its grinding and processing, 90% to fetching water and 100 % each to child care, cooking and cleaning). The international climate is changing and women are far from passive in the face of hunger and underdevelopment and the suppressed position they have in society. The record of cooperatives in this respect is far from enviable.

Finally, two papers deal with the future direction of cooperative development. Dr. Fredericks sees the primary problem of the Movement in the year 2000 as one of retaining its identity and uniqueness; excessive dependence on the government leading to political patronage in the third world will, he surmises, remain serious obstacles to the growth of the movement. The quality of leadership the movement is able to attract and retain will remain a primary factor in cooperative development. Shiro Futagami, on the other hand, refers to a number of practical challenges the movement in rural areas is likely to face in the future-the need for bettering the quality of rural life thus stemming the out-flow of young vigorous blood to urban areas, better utilization of manpower and rationalization of farm life; in other words, measures to increase the relevance of cooperatives to the changed situation. He suggests several innovative ideas, for example, the establishment of regional farming commodity specific groups; identification of efficient, core farmers to play the leadership role; rationalization of production processes to reduce costs; opening of new markets; coordination of planned production and shipment; creation of new job opportunities; improvement of living conditions; reduction of price fluctuations through better planning and several other measures which will help to mould the macro-economic setting and make it conducive to the development of the movement.

# Co-operatives and the State

by Lord Oram



Lord Oram's political and public career has been mainly in the two fields of development of countries in the - Third World » and the Cooperative Movement both in Britain and overseas. He was a Junior Minister at the Ministry of Overseas Development in the British Government between 1964 and 1969 and Chairman of the British Voluntary Program from 1974-76. Bert Oram was created a Life Peer in 1976 and was Lord-in-Waiting to Her Majesty the Queen from 1976 to 1978. Lord Oram has played a leading role in the British Cooperative Party since the War. From 1978 to 1981, he was the Chairman of the Cooperative Development Agency, an organisation set up by the Parliament to encourage the growth of worker-controlled firms.

There are no absolute principles governing the relationship between co-operative movements and the state. This is partly because the principles governing the organisation of co-operatives are themselves flexible and constantly evolving over time; and partly because « the state » is by no means a uniform concept throughout the world, particularly with regard to economic and commercial affairs.

The latest recruit to the International Co-operative Alliance is the All-China Federation of Supply and Marketing Co-operatives and it serves as a good example of the above assertion that the only feasible approach to the question of co-operative relationship is the pragmatic approach. The Chinese application for membership of the International Co-operative Alliance was tested and approved by the established procedures. Its application did not fall foul of the ICA's principle of voluntary membership. Yet had the same organisation applied for membership some years earlier when it operated merely as the instrument for carrying out the edicts imposed from above by the state, it is most unlikely that it would have been allowed to join the ICA. The Chinese state had meantime changed its character and the nature and the role of the rural co-operatives had likewise changed, although they remain an undoubted instrument of state economic administration. In other words, an eligible co-operative, like the elephant, is easily recognised, but difficult to define.

Without such pragmatism the I.C.A. would not have maintained a meaningful and continuous existence - as it proudly did throughout a period of world history which included two world wars and the establishment of many communist states. Its formulation of co-operative principles has indeed been a supreme exercise of diplomatic drafting which has kept together, as leading and powerful members of the Alliance, on the one hand Centrosoyuz (USSR) whose operations for most of its time have been confined by state edict to the countryside, and on the other hand CLUSA (USA) or the National Corporation Business Association, as it is now called, to which state interference with the private sector of the economy, of which it claims to be part, is anathema.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 1 / 1986 13

Developments in Britain, particularly since the second world war, have been illustrative of certain aspects of the problem of the relationship between the state and co-operative organisations; and a sketch of those developments may help us reach at least some general conclusions on this question.

However we must remember that the British consumer movement is unique in that it has its own Co-operative Party which through its close association with the Labour Party seeks to establish a democratic socialist society. On the other hand Britain's large agricultural co-operative movement eschews politics but, somewhat ironically (and unlike the consumer movement) has received state support on a considerable scale. It is this rather illogical mixture of experience that perhaps makes the British case interesting and instructive.

It was in the immediate post-war period that a sharp debate arose about the role of the co-operative movement within the state. The Co-operative Party had been supportive of the Labour Party in its election victory of 1945 and thus had endorsed the Labour Government's programme of the nationalisation of basic industries. However in a policy statement entitled « *The People's Industry* » the Co-operative Party not only advocated an influential role for both workers and consumers in the nationalised industries but also proposed that co-operative societies of all kinds should be enabled to occupy a major sector of the economy. These propositions aroused controversy both among state socialists in the Labour Party and among those co-operators of the « pure » variety who were lukewarm about politics and who feared that the voluntary principle of co-operation would be impaired. The Co-operative Party however continued to advocate its version of social ownership, achieving only modest acceptance over many years until in the mid-eighties the Labour Party has been persuaded to assign to co-operatives an important role in its economic policies.

In other ways too in recent years there has been an acceptance of co-operatives as instruments of public policy.

This has been in the sphere of agriculture. Agricultural co-operatives have grown quite dramatically in post-war years largely under the leadership of the Central Council of Agricultural and Horticultural Co-operatives. This organisation has had the backing of the state and in particular was responsible for the distribution of grants to agricultural co-operative societies. In 1983 it became even more important as one of the means of carrying out government policy in respect of the marketing of food products. There was established a promotional organisation called Food From Britain. The Central Council was absorbed into this organisation though still keeping its original co-operative character. The Cooperative Development Division of Food from Britain is now a well-buttressed instrument for the encouragement of co-operative organisations of farmers.

Much more modest but nevertheless significant steps have been taken in the last decade in relation to other forms of co-operative activity, particularly workers' co-operatives. In 1979 one of the last acts of the then Labour government was to establish the Co-operative Development Agency. Its function was to encourage the setting up of co-operatives and to advise people wishing to form them. It is empowered to help co-operatives of all kinds but in practice it has concentrated on workers' co-operatives which have had a remarkable growth in numbers since the enactment of the Co-operative Development Agency Act. Subsequently the Conservative government ensured the continuance of the Agency albeit with even more modest funds than it had received earlier, it now appears to be firmly established with the support of all parties in Parliament.

Its relationship with the state was a matter of acute controversy in the months preceding the passing of the 1979 Act. Some sections of the co-operative movement, though eager to accept government money, wanted complete independence from state authority. In the event Parliament established an Agency with a Board appointed by the Minister.

Unlike the farmers' organisation no investment funds have been available for channelling to co-operatives through the Agency. It remains to be seen whether future governments will be prepared to give the Agency a much more positive role and funds for this purpose. Already however under present legislation and from their own funds local authorities have been able to sponsor co-operatives in a more direct way.

Thus it is clear that in Britain an important development has been taking place in the relationship between the state and co-operatives. Whereas earlier the function of the state was little more than the registration of co-operatives under the basic co-operative legislation, namely the Industrial and Provident Societies Acts, a much more positive and interventionist role for the state is now seen to be emerging. This is happening under governments both of socialist and of conservative character. It is happening particularly in the sphere of agriculture but also, on a smaller scale, through legislation affecting housing co-operatives, credit co-operatives and worker-controlled co-operatives.

It is too early to detect any basic principles governing this new development, but there is no doubt that it is occurring and that before many years have passed it may be seen as one of the major features of the economic landscape.

The lessons that can be learned from the British experience are especially relevant to the developing countries. The use of co-operatives particularly in rural development is of major significance in the Third World, particularly in the

dominant agricultural sector of their economies, because they can provide the administrative framework needed to replace the alien administrative framework of the earlier colonial period.

In most cases, especially in countries which were formerly British colonies, there were set up, following independence, government departments whose functions were to register co-operatives, audit their accounts and to some degree to sponsor their formation. But mistakes have been made as the promotional function has become more in evidence. Governments, through their civil service, have tried to do much too much too soon. Too often co-operatives have been imposed from above with decision-making centralised within government co-operative departments. This has eroded the self-reliance of members who tend to regard the co-operative as another arm of the government, hence not their responsibility. This in turn weakens the solidarity of the co-operative and the discipline of its members.

The problem therefore which has emerged is how to reconcile the necessary leadership role of the state with the encouragement of independent decision-making by the co-operatives. What seems to be required is the replacement of the authoritarian government department by an « enabling » government department. The enabling process needs to go far beyond the registration and auditing functions but to stop far short of the imposition of synthetic co-operative structures from above. There is indeed a half-way house between state domination on the one hand and unfettered voluntarism on the other. There are a number of forms of government involvement which can be helpful in enabling the sound functioning of co-operatives without detracting from the essential meaningful participation of co-operative members.

A useful guideline on allocation of responsibilities is the principle that within the co-operatives movement, and as between co-operatives and governments, tasks and decisions should be transferred from lower to higher levels *only* if they can be performed more effectively there; that there should be a clear distinction between government and co-operative fields of economic activity; and that governments should restrict themselves to « external help for self-help ». The basic self-help (co-operative) units should comprise small, local, autonomous, homogeneous, single-purpose groups whose members contribute land, labour or capital and actively participate in democratic decision-making.

At the same time secondary or tertiary co-operatives at regional level should promote integrated development by providing co-operative members with the advantages of scale in the form of land improvement, irrigation, pest control, financial assistance, supply, marketing and accounting services, training, supervision, advice, and quality control. Meanwhile, however, government support is essential to the viability of most co-operatives in the Third World. This support can take the following forms :

- use of co-operatives to funnel credit to remote villages;
- remission or concessions of certain taxes;
- free auditing, registration, supervision and legislation for co-operatives;
- training facilities for co-operative officials;
- state contribution to share capital of co-operatives to strengthen their borrowing capacity;
- grants for co-operative infrastructure;
- concessional loans to co-operatives; and
- granting of exclusive rights to co-operatives in procuring or distributing certain commodities.



---

# Perspectives on the Role of Credit Unions in the Social and Economic Development

by Akiva Lewinsky



*Akiva Lewinsky is the Treasurer of the Jewish Agency in Tel-Aviv, Chairman of the David Horowitz Institute for Developing Countries and member of the Bureau of the Israeli Labour Party. Earlier, he was the Managing Director of Bank Hapooalim in which capacity he vigorously promoted workers' banks in many part of the developing world, especially in Latin America. Mr. Lewinsky's contribution is a lecture he delivered at the 6th International Conference on Thrift and Credit organized by the international Liasion Committee on Cooperative Thrift and Credit in Buenos Aires in 1985.*

In recent years I have given much thought to the matter of Credit. It is my firm belief that the right to Credit is one of man's fundamental rights. Without it, there is no hope for equal chances, and in the last analysis, for equality, justice and human freedom.

But there are no rights without obligations. Credit has to be justified. By taking credit, one also accepts the burden of repayment. The greater the credit, the larger the obligation.

By making credit our business, we take upon ourselves serious responsibilities. Responsibilities for the funds we administer - responsibilities for the ways and purpose of their use.

When we talk about « Credit Cooperatives », do we really talk about « Credit » only ? All of us know that thrift and credit go together, that out of one's savings we satisfy the other's credit needs today. Tomorrow it might be the first one to use the surplus of the second. - Moreover, is it not true that, in modern society, nearly everybody is a customer for credit and savings at the same time. Even the smallest credit cooperative therefore has to balance debit and credit - assets and liabilities.

But cooperative efforts are not just business, they are a human endeavour to answer social necessities and to bring

more people to participation in our national economies.

if there is one important lesson for all of us to learn in these last decades, it is the understanding that a good economy is built on the harmonious orchestration of all its participants - government, labour and capital - and as long as not all are participating, economy is not whole and is vulnerable.

Many credit cooperatives are still small. Even our bigger ones often look small by comparison to modern credit institutions. I never thought that being small was an ideal, What is cooperation if not a joint effort to make small bigger?

But it is not just growth we are looking for, but cooperative growth, which is a little more complex and demanding.

Credit cooperatives were often called the « small people's banks ». The is a mixture of derogatory attitudes and reluctant admiration in this description a belittling of their importance and yet admission of their success.

Let us never forget that, for many, these small cooperatives are their vehicle to freedom from the bondage of usury and their participation in their nation's economy. Wherever I have been privileged to witness this, my spirits were uplifted. I looked upon this achievement as a great human victory

## Cooperatives Survey

and a first step into a better future, knowing well that "he who would go far must first begin".

Cooperative principles are not limited to the intimacy of small beginnings, nor are they restricted to care for the initial and individual needs of the cooperatives' founding members. Credit cooperatives are the nucleus of cooperative banking, needing of roof organization to carry their cooperative efforts beyond these initial needs, for the greater benefit of their members and the nation.

Our conditions differ - living in various stages of development - rural and industrial societies - all of them changing rapidly. We are shaped by different traditions and history. How can we cope with a common cooperative concept?

Yet, the beauty of the cooperative concept is its simplicity. It seems to me that this very simplicity makes common understanding possible.

Israel's pioneers, in the beginnings of the resettlement of our country-facing a nearly impossible task of building their lives and their land, penniless and under the most adverse conditions, used to sing: « *If I am not for myself, who will help me - and if I am only by myself - who am I - and if not now - then when ?* »

What they meant, and did, was to implement the principles of cooperation and create the instruments, which none of them could have created alone - but by joining forces, the impossible became possible. Cooperation is not a technique - it is first of all a human and a social achievement.

Israel's rural settlements have become a saga and an inspiration, and a material success. The story of rural settlement in Israel is until today the story of Cooperative Settlement, of Kibbutzim and Moshavim, of Cooperative Marketing, Cooperative Buying - and Cooperative Credit.

Yet, we found out that not every settlement became a success. For years we had thought that this success depended upon training, water and soil, finance and the availability of sufficient means of production.

Today, we understand that the *most important means of production are the people who live in these cooperative settlements*. People are more important than tractors and money if the cooperative effort has to be successful - if we want to keep the young and the educated with us, and if we want that the saga continues.

There is no real future for the cooperative movement if it does not recognize the need for its ever-growing involvement in education - education for tomorrow.

It is not just a matter of vocational training. Agriculture and industry are moving into new directions. Man is moving towards new challenges.

We have to provide, in coordination with these new needs, skills in problem-solving, analysis, critical and creative thinking, and languages. We have to think about the needs of the individual, not less than about those of the industries and trades, which might employ them, and have to give them values, capacity of thinking, and the understanding of re-

sponsibility. In this computer age, learning to think in logical, organized and systematic manner will prove to be more important than learning computer language.

Let me now come back to the goals of cooperative credit and their social-economic impact:

Credit cooperatives want to provide:

- 1) Personal loans - at reasonable rates of interest.
- 2) Bridge financing for housing, financing for the acquisition of household furniture, and mortgages for housing solutions.
- 3) Financing medical treatment.
- 4) Financing agricultural development, rural cooperation, water cooperatives and water supply.
- 5) Aiding the development of joint marketing and buying.
- 6) Aiding the creation of employment - financing small workshops and industries.
- 7) Financing consumption cooperatives.
- 8) Financing educational and cultural needs.
- 9) Preparing members for tomorrow's technology.

Making all this possible, by attracting savings of all kinds, and the continuous development of savings schemes, putting money to work to meet all these challenges - thus contributing to equal chances and opportunities for all.

Still, too often, too many are unable to use the services of our commercial banks. Whilst big clients easily enjoy cheap credit and trust, man and women of small means become the victims of « money sharks », paying exorbitant rates of interest - unable to put aside some of their hard-earned money for a rainy day. Their savings potential is lost, and instead of contributing to the economy, they become the economy's pariahs.

In rural areas we witness that yesterday's land reforms are overturned since small farming, too, needs credit - and if this credit has to be obtained outside normal banking sources, the newly-owned freehold becomes the principal security. One mishap of nature - lack of rain or crop failure - and the land goes over to the hands of the few who extended such credit. The result: a net loss to the national economy - and a social setback.

Sudden illness, lack of funding for a small investment needed to modernize a workshop - will result in losses of production and much-needed employment, if adequate credit cannot be obtained.

Free schooling becomes a present for the rich - if the poor cannot enjoy the credit needed to give their kids education and vocational training. Their families need even the small income that the young ones can add to their household.

If such credit is not there, they cannot manage. The result: the national economy has lost additional potential and acquired, instead, additional burdens.

Cooperative credit everywhere has to develop sets of priorities. Such priorities will only be realistic and of importance if they will concur with national priorities and needs.

The cooperative movement does not only make people's lives easier - it builds better citizens.

It is said that « *Charity starts at home* » - but his does not necessarily mean that it has to stop there. We have to look beyond our own institutions.

Credit unions are an integral part of the cooperative movement - and every part has to reflect the character of the whole, to become richer and to enrich the movement.

There is much need for a continuous dialogue among our cooperative entities - between cooperatives and trade unions, between the national cooperative movement and the rest of the partners in the national economy. The necessity for such dialogue is so self-evident that it should be easy to achieve - and yet we rarely manage to talk to each other meaningfully.

I am often reminded of the story of the village teacher who tries to explain to his class this problem, and says :

« *What is a monologue ? - One person talking to himself.*

*And what is a dialogue ? - Two persons talking to themselves ».*

Here we have, in a nutshell, the problem of human communication.

In Israel, adverse material conditions and social vision have led to such concerted action. The Israeli trade union movement, faced with the task of creating employment opportunities for its members in a country to be built from scratch

- a task in our case even more urgent than that of the orthodox trade union mission to fight for better wages and improved working conditions - identified itself from the very outset with the cooperative idea. In an unprecedented decision, every union member automatically became a cooperator. Histadrut, the Federation of Trade Unions, itself became a super cooperative under the name of Hevrat Ovdim - the Cooperative Society of Workers in Israel.

As a result, a multitude of cooperatives - in the fields of agricultural and industrial production, transport and services, marketing and buying, consumption and housing, insurance and credit - developed, united under one roof. Based upon limited troupes of members within each undertaking, their common effort for the benefit of the working population thus constitutes their joint contribution to the Nation and to the State.

The Dreamers who, as far back as 1920, envisaged this moral concept of a « *New Society* », growing and building in democratic cooperation, showed a surprising practical sense of realities. They realized that the « *have-nots* » of 1920 needed a bank as their financial instrument, to channel savings and credits for members and their cooperatives, alike, ultimately providing the financial umbrella that would not be withdrawn in days of hardship and adversity.

Yet the goals set for this bank were even more ambitious :

- To become the guardian and trustee for all savings, pension funds and provident funds, continuously developing new savings schemes and savings potential.
- Prudently, to invest the accumulated funds in development projects in agriculture, in industry, in services, in economic and human infrastructure, whenever possible, according priority to cooperative needs.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 1/1986 17

- To ensure a reasonable price for money - for deposits and for credits, alike.

- To open the country's money market to our cooperative economy.

This is how Bank HaPoalim - the workers' bank of Israel - now among the hundred big commercial banks in the free world - came into being, proudly justifying the dreamers of the 1920's.

Is it not true that every credit union and credit cooperative bears within it the seeds of a similar dream ?

Is it not every credit union's purpose to alleviate the burdens of high interest, to enable its members to adjust to the ravages of inflation, to protect them from the dangers of currency instability, and to serve them as their caring banker ? To be more than just another banking institution ? Never forgetting that our task is to serve society, to be efficient and profitable, and yet, to keep values and be guided by them in our decisions ?

As long as we try to fulfill these obligations, we have a right to ask for our government's assistance, always remembering that, in the end, cooperative success will be measured by the importance of our contribution to the national economy.

Not every credit union or credit cooperative might be able, today, to achieve all these goals. We have to have our feet firmly on the ground, but our eyes should be fixed on the stars. That is why efficiency and profitability are so important, and why we have to grow organically in our development.

Henry Dunant, who gave us the vision of the International Red Cross, once said : « *For work of this kind, paid help is not what is wanted* ». Cooperative management cannot just be hired. It has to develop out of its own experience and maintain the democratic structure of cooperative activity.

We face today many economic and social problems to which we were not accustomed. A banker friend of mine once remarked that « *Even the future is not what it used to be* ».

Experts usually derive their expertise from what happened previously, but they, too, do not have all the answers in a situation where, often, imagination has become more important than knowledge.

Today we face the need for a permanent renewal in our cooperative thinking.

There is an African festival known as the Kwanza Festival. This Swahili word means the Festival of the First Fruits. It is celebrated around Christmas-time, during 7 days, on each day of which a candle is lit for one of the following seven principles : Unity, self-determination, collective work and responsibility, cooperative economics, purpose, creativity and faith.

I cannot imagine a better way to express what all of us would like to see. If all of these seven principles will light our way, we shall advance towards a better society, justice, and peace among people and nations.

# Co-operativism in Argentina : Present and Future Outlook

by Dante Cracogna



Dante Cracogna is a Professor at the Faculty of Law and Social Sciences at the University of Buenos Aires. He is the former director of the National Institute of Cooperative Action at the Ministry of Social Welfare, a member of the Commission which drafted the Cooperative Law, member of ICA's Central Committee and President of Intercoop Editores Cooperativa Ltda.

## Origin and Evolution

Argentina is an immigration country, its bulk being made of descendants from Europe who arrived during the second half of the last century. It seems therefore natural that the cooperative movement should have started then. The oldest existing cooperative is a proof of that : an Agricultural Insurance Cooperative established in 1898 at a farming colony of French immigrants. The first successful and enduring experience in the urban medium is a housing, credit and consumer cooperative founded in 1905 in Buenos Aires, inspired by socialist leaders among the very early immigrant industrial proletariat.

This marked the beginning of Argentine Co-operativism. Its development was further highlighted by the creation of second-level organizations in charge of economic and representational activities, both in urban and rural areas. This took place in the 1920's and 30's prompting the movement's growth into more important economic and social enterprises. Nationwide integration culminated in the later 50's and early 60's when representative-aimed third-level organizations called confederations were introduced in agricultural and urban sectors. Finally, both Confederations were linked in 1964 through the Argentine Inter-co-operative Council in order to deal with general-interest issues as well as international relations.

18 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. 1/1986

In 1973 a General Co-operative Act, which has proved adequate to co-operative development needs, was substituted for an earlier 1926 one, both being faithful to the universal principles of co-operativism.

## Present Situation

According to the latest official available statistics, present Argentine Co-operativism may be summed up as follows :

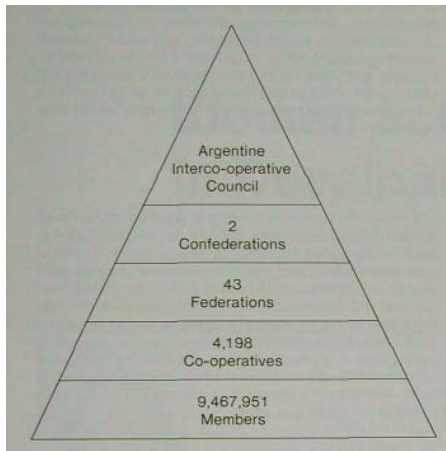
Type	Co-operatives	Members
Farming	1,367	478,938
Consumers	241	1,416,936
Credit	334	2,726,894
Supplies	330	125,155
Insurance	57	2,921,740
Public Utilities	1,145	1,593,349
Worker	401	30,256
Housing and Building	323	174,683
TOTALS	4,198	9,467,951

Source: Co-operative Action Secretariat (1982 data).

Due to high inflation, capital, operations and balance figures will be of a poor representative value and are therefore omitted.

The structure after movement is shown in the following diagram :

Members' total roughly represents 30% of Argentine population (28 million), which consequently makes it the



most important free membership organization in the country.

In reference to balance between sectors it can be pointed out that farming co-operatives have a 50 % share of the commercialization of cereals and oleaginous crops and 20 % of such exports; 25 % of dairy products with 80 % of their exports; and 40 % of cotton. Credit co-operatives, including some 70 banks, have a 10 % share of deposits and loans. Insurance co-operatives represent 25 % of total national insurance. Public-utility co-operatives feed power to 998 out of 1,600 districts getting the service, while a large number of similar areas receive from co-operatives such services as telephones, drinking water, gas, paving and the like. Worker co-operatives provide employment for a sizeable number of several kinds of workers in activities (transport, building, food and engineering industries, etc.) which were set up by the same co-operatives, or taken over by them from failed public or private ventures.

#### Current Challenges

##### Co-operativism and the Country.

After eighty solid years, the degree of development achieved by the Argentine Co-operative Movement - which had undergone various national political, economic and so-

cial ups and downs - allows us to think of a movement which is reasonably efficient and consolidated.

This course of reasoning may be right, though it would be far from conducive to be too overassertive about it. It will be enough to bring what happened during the last military government period ( 1976/83) whose economic policy led to the disappearance of a good number of co-operatives and seriously threatened the survival of entire sectors of the movement.

Thus what has so far been attained in Argentine co-operativism should be noting more - nor less - than a valuable experience demonstrating its capacity to solve different problems of the national community under different surrounding circumstances, but it is by no means a life-insurance granting future existence and development. Admitting such vulnerability - despite consolidated achievements - and acting upon it, is a fundamental consideration for the movement to contemplate. It must stem from the acknowledgement that national political and economic contingencies are likely to have important repercussions on the co-operative movement. The political instability of a nation that has - during the last 50 years - undergone 25 government changes, almost half so many years under military regimes or dictatorships, is capable of becoming a life-threat to the most solid institutions. Moreover, economic policy switches, an inevitable consequence of such political instability, are not the most appropriate framework for encouraging sound development.

In that context, the inflationary problem becomes a most relevant component. Notwithstanding that inflation affects all enterprises, co-operatives, on account of their particular structure, are especially vulnerable to its effects. Under such circumstances then, fierce survival struggle itself takes up considerable energy, to the detriment of growth and expansion.

#### The State and Co-operativism

In the Argentine case, experience preceded legislation on the issue, these organizations having been born from the free and spontaneous initiative of those bent on solving their problems through their own effort and mutual assistance, without any state-granted promotional conditions. However, during the early decades of this century supportive government measures were taken - relative mainly to taxation -, that granted co-operatives consideration according to their non-profit nature. Those regulation were in force until the 1960's and 70's when they passed from gradual to total de-enforcement. Their legal standing nowadays is similar to ordinary commercial enterprises; that state of affairs not being likely to undergo change in the near future, and the movement in consequence being left to promoting its own development without such state support.

Co-operative development was brought about without State dependence, except in a few limited sectors between 1945 and 1955 when government tried to win them over politically by various means. On the contrary, there were times when co-operatives had to try hard to avert the state's encroaching upon them since it sought that they catered to its own ends or to hamper them to the benefit of home or for-

eign competition. Such circumstances turned co-operativism into an independent movement, and free from political tie-ups: though this likewise brought on the fact that at decision-making time, government would not grant it any particular consideration. On the other hand, a shortage of ordinary democratic politics together with co-operativism's natural reticence has made its lobbying practically in-existent.

Under the present circumstances in which our country takes up the democratic way over again, co-operativism is receiving state recognition and encouragement unavailable previously, though because of current difficulties they do not involve significant measures of economic support. Co-operativism nevertheless is determined to seriously commit itself to the democratic system of government for it takes upon itself that only in an atmosphere of respect for freedom and human rights can the movement attain full development. Furthermore, co-operativism is aware of its important role in the construction and consolidation of such democratic system.

### **Key Sectors of Economy**

The co-operative movement includes a wide range of activities but obviously its larger bearing is on the major sectors of national economy. In view of an external debt close to 50 billion dollars and a need for huge development efforts, there are economic sectors in Argentina which are particularly significant. Exports are undoubtedly the first; co-operatives' responsibility is highly relevant there, since they are " in charge of 20 % of grain (cereal and oleaginous) exports, the most important sector for the foreign trade balance. It is evident however that its participation, both in relative and absolute terms, can be increased, thus ensuring an otherwise uncertain foreign trade into favourable balance. National economy increasingly needs co-operative support especially as regards agricultural products which form the main bulk of national exports.

Credit and insurance are other such key sectors in which co-operativism has been active and achieved significant participation by their presence in favour of both users and the national interest. This presence has sometimes to hold its footing not only by competing with transnational businesses, but also by struggling against the very state enterprises which deem themselves to be the only worthwhile choice, thus ignoring both the nature and the role of co-operatives. In such fields growth based on efficiency must go together with adequate clarification before authorities and public opinion in general.

In a country whose serious economic problems bear heavily on the shoulders of the poorer population and whose state is needy and generally inefficient, consumer and public-utility co-operatives become sectors which are not to be ignored in terms of social relevance although they are not dynamic sectors of economy as such.

### **Co-operative and Community Integration**

Argentine co-operativism has reached a valuable degree of integration in its organic and representative structure

(members - primary co-operatives - federations - confederations) but is still in need of further progress in economic integration within each one of - as well as between - its sectors. The task has been embarked upon in recent years through shared activities by farming and consumer co-operatives, farming and pharmaceuticals supplies co-operatives, etc., but the movement is still far from having attained an integration level to allow for the full development of its potentialities. Internationally, attempts at economic co-operation are also scanty, partly due to the country's unfavourable geographic location. Likewise it may be said that integration with other sectors and social movements has not gone far with labour unions for instance, which have no links with co-operatives, however important trade-unionism happens to be in this country.

### **Managerial Lag**

A reason for particular concern is the inadequate development of human resources. Even though a number of initiatives in cooperative education by several first and second-level organizations and university institutes of cooperative studies are important, their results, admittedly, cannot meet present and foreseeable needs of cooperative development. We can even state that, in many cases, the movement itself is not cognisant of the relevance and the necessity of training and of developing human resources for managerial positions. This accounts for the fact that the cooperative movement has not achieved the pace and influence that its potentialities allow it to attain.

### **Conclusions**

Argentine co-operativism is about to be one hundred years old and by this time profound evaluation and self-criticism become necessary order to reach through the year 2000 in a sound course of health and progress. One such evaluation must bear in mind past experience amidst a highly variable context since the country has moved down from a first-ranking level early in this century to a very backward position nowadays and has likewise gone through very different political regimes. But present-time requirements must be particularly considered : it is struggling in a highly painfully developing society, sagging under foreign debt, with runaway inflation and never free from political instability. That is the context in which co-operativism must be active; where its constructive contribution is expected so that its calling for social progress may be made evident.

The country has of late committed itself to the reconstruction of democracy ; there is a goal co-operativism can contribute to. A tough war against inflation has recently been waged : there is another co-operative objective, in spite of the sacrifices it will demand. Production boosting is a must so that wealth can be increased and more fairly distributed with all sectors actively participating while international commitments are simultaneously met: there also the co-operative movement is faced with a challenge to its capacity. In brief, challenges today are the same as before : to contribute to individual and social development together with the respect for the freedom and dignity of each person, while responding to the peculiar and complex circumstances of the present time.

# Women in Cooperatives in Developing Countries

by Janice Jiggins



*Dr. Janice Jiggins is a Ph. D. from the University of Peradeniya in Sri Lanka. She is a free lance consultant and is on the roster of S.K. Saxena & Associates. She has written mainly on women's issues in developing countries and has travelled extensively in several countries of Africa and lectured in the Netherlands where she now lives.*

## **Introduction**

The World Food Council has estimated that less than one-tenth of one per cent of all official development assistance in the last ten years has been offered to women. Yet during these same ten years, there has been growing recognition that women's economic roles in food production, processing, preservation and preparation are central to food strategies; that they play major roles in both petty trading, assembly markets, retailing and wholesaling, and that, with rising percentages of households headed by women, particularly among the poorest rural and urban populations, more and more women are becoming the sole adult providers for themselves and their families. For all these reasons, it is increasingly recognised that women deserve direct access to technical assistance and services. The cooperative movement undoubtedly has an important role to play in bridging the gap between women's need for production services and institutional support, and the level of assistance they presently receive, but cooperative provision to date has not measured up to the challenge.

In 1983, the FAO published a study of women in agricultural

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 1/1986 21

cooperatives (Lamming, 1983). It identified ten major « external » constraints limiting women's access to and participation in coops, such as their legal status, land and property laws, illiteracy, women's time budgets and workloads, and seven constraints which are imposed by the way coops function and organise themselves, such as the details of cooperative law and the ways in which coops offer training and services. It concluded that the removal of restrictive practices and the initiation of affirmative action would require far-reaching changes in attitude and behaviour, not least among cooperative personnel themselves. It also concluded that coops had a role to play not only in reducing the « internal » barriers to women's participation but also in minimising the force of the « external » constraints by creative innovations in cooperative practice and service provision.

## **Organisational Issues**

It is often said our membership-is non-discriminatory: both the husband and wife can be members ». Unfortunately,

ly, if thinking about the issues stops there, in practice women are likely to continue to have unequal access to services and benefits. It is essential that co-operators reflect also on the distribution of power and decision-making within their organisations. For example, in the Anand Dairy Cooperative Federation in India, both men and women can become members of the Primary societies, in recognition of women's central roles as the major operators in dairying. However, men are more often the owners of dairy stock and, as owners, claim the right to speak and hold office and attend training sessions. Further, while women tend to spend their dairy profits on looking after the family and household, men tend to invest their profits in share-acquisition. When it comes to the point of deciding how to distribute profits, there is potential conflict between the women's preference for higher daily milk prices which they can claim as operators and their menfolk's preference for dividends, from which they would benefit as majority share-holders. Partly in response to these organisational difficulties, a growing number of women-only cooperatives are developing.

#### **Savings and Credit Unions**

A recent study concluded :

« *Savings and credit unions in Eastern, Central and Southern Africa are enabling women to acquire property just like men. It is probably the type of cooperative that can turn a working woman into a property owner faster than any other institution* ». (Meghji, Meghji and Kwayu, 1985, 40). Why do women need to become property owners ? There are a number of reasons. First, as countries modernise their laws, it is common to find that women's customary and usufruct rights to property are subsumed within definitions of single male ownership as heads of household. Scant provision is made for women's access to or inheritance of land, despite the fact that their obligations to feed the family may remain and that increasing numbers of women are becoming *de jure* and *de facto* heads of household. Secondly, as the absolute numbers of those in poverty rises, women's income contribution becomes an essential and not merely a supplemental input to family survival. At the same time, the specific ways in which modernisation of agriculture and mechanisation of labour is occurring, has tended to erode women's opportunities to earn income through labouring and domestic processing. Since it is common the world over for women's wages for the same work to be around two-fifths to two-thirds of men's wage levels, women are having to work longer hours to achieve comparable returns. Thirdly, because women do not usually hold title to property which is acceptable to banks and other formal financing institutions as collateral, they find it especially hard to obtain credit and capital to support their economic activities (Jiggins, 1985).

These three, linked set of problems pose formidable barriers. Assisting women to become property owners through savings and loan groups and coops has proven a highly successful way to begin to surmount them. The savings facility ensures that women's small profits from petty trading, beer-selling, domestic food processing, craft manufactures, are not "lost" in consumption or raided by their menfolk. Their savings record in turn forms the collateral for loans and their loan repayment record forms the basis for capital advances and unsecured credit. They learn basic financial manage-

ment skills which assists them in managing their businesses and getting the best returns on their assets. Their newly-acquired property - a sewing machine, a grade dairy cow, a small irrigation pump, a commercial vegetable warehouse - in turn becomes the collateral for higher-margin investments and access to formal banking services. Their rising status as property owners encourages them to seek public office and wins them respect in the wider community.

#### **Consumer Societies**

Women tend more readily to become members of consumer coops precisely because membership is not tied to property and because they have a central concern with managing family food budgets. In terms of management, consumer coops are also enterprises in which women can more easily participate since management and day-to-day operations can be readily adjusted to meet women's time constraints without loss of profit. Although local consumer coops rarely generate sufficient profit in themselves to lift women's productivity significantly, they often in turn create other opportunities. The following success story from Korea illustrates some of these points (FAO, 1984, pp. 11-13).

The Hakdong Unit of Dusan Village in Kangwon Province is part of a large resettlement scheme; it is situated on top of a hill with limited cultivation space and poor soils. The people in 1964 had some familiarity with cattle keeping but very few resources. One woman with some experience of life outside the area began working with other women in Hakdong through a series of cultural events and discussion circles. A small group then decided to amass capital through hiring out their own labour for agricultural work, having no other resources than their own labour and being willing to accept self-exploitation by bidding against fierce competition at below the prevailing rates in order to get the work and prove their efficiency. This early experience brought the group members close together and they developed a rotational system of leadership and management. Though not formally registered, they ran their group on cooperative lines, open to both members and non-members, with members receiving an annual dividend.

Partly as a service to the community and to prove that there were benefits for everyone through women organising themselves, they decided to use the second year's dividend to open a consumer shop. They began with a survey to identify the items most often purchased and for which they also could obtain discounted wholesale prices, so as to ensure that the shop would not operate at a loss. Members exercised group pressure to ensure the accounting was honest, demanding monthly statements from members concerned in the running of the shop, expressed in terms they could understand, and calling in a home improvement worker to check the business and provide training. Although not generating much profit, the shop proved very important in giving the group legitimacy in the village. But running the shop proved time-consuming so the women began to look for other ways of raising capital in addition to wage-labouring. The group began a rice saving campaign, each member bringing handfuls of rice to meetings; each member's contribution was recorded and the profit from bulk sales were allocated and recorded individually by deposited in a group account in order to get the maximum benefit from interest.



They began a small plant nursery and composting for sale. By 1975 they felt they had sufficient experience and a strong enough savings base to enable them to look for higher return investments. With the assistance of a live stock specialist, they began a beef fattening project, insisting on carrying out each phase of the operation themselves, from purchase to sale. Their success attracted widespread publicity.

They began a campaign of environmental improvement, mobilising people in the village to dig wells and renovate old-fashioned kitchens. Through the assistance of the extension officer, they provided men with cement and technical assistance to encourage them to participate in these activities. By these measures, they reduced the labour time and effort of women in their homes and encouraged the idea that the good life could be had in the village itself. As a result of their efforts, the village was selected as a model village and won a prize. With the prize money, they purchased two pigs. After several successful cycles of pig farming, they decided to apply, for the first time, for a loan from the Agricultural Cooperative. With the loan they purchased two cows and more pigs. They began undertaking welfare work in the village; some of the members set up a summer snack bar for visitors to a nearby beach; the group purchased more beef for fattening... and eventually the group became a registered cooperative!

#### Producer Cooperatives

- Producer coops for women - either women-only or mixed membership - have a very patchy record. Experience over the ten years of the UN Decade for Women, confirmed by participants to the NGO Forum at the End of Decade Conference in Nairobi in 1985, suggests that production coops provide the greatest benefits for women where :
- there are not already strong programmes (implicitly or explicitly) for men;
  - there are commodities, geographic areas or business sectors in which women already predominate in production and/or marketing;
  - there are income-generating opportunities which have not already been pre-empted by men;
  - goods and services can be reserved for women without antagonising men or where complementary benefits can be channelled to men.

The case of Egg Circles in Lesotho, formed by women poultry farmers, is an interesting example (Meghji and Kwayu, 1985, 82-91). Egg Circles are found in nearly all districts and some 75 per cent of all members and a majority of office holders are women. Production of eggs and broilers takes place at members' homes. Apart from four high producers (two of whom are women), the majority of members have medium-sized enterprises producing up to 3000 dozen eggs/month. The smaller producers may achieve up to 1000 dozen eggs/month, which would give an income of approx. S 1150. (Costs of living are high; the monthly fee to send one child to primary school, for example, is about S 10.)

A typical small producer tells her story :  
*" I work at the Egg circle on Maseru... Though I raise chickens, I had no interest in chicken production. It is only last year*  
 TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 1/1986 23

*(1982) that I started poultry production. I am the only child in the family. When my father died, my mother had nobody to look*

*after her except myself. However, the salary I get, which is \$ 120 per month, is not enough for myself, my child and my mother. My husband works in the mines in South Africa and rarely comes home. This means that I am the main bread winner.*

*A lot of women who had been keeping chickens informed me that there was a lot of benefit in the business. Since I rent a house in Maseru, and do not have a place to keep chickens, I encouraged my mother in the village to do so. I initially bought*

*50 broilers as a trial. This gave good results. I, therefore, raised it to 100 and then presently to 150. The income we get from the chickens is helping my mother a lot and has thus removed the burden of having to send her money regularly ».*

#### Social and Economic Contribution to National Development

The women at Nairobi said : to survive is to struggle but we are not afraid to struggle in order that our families might survive. The women at Nairobi said : if we were to stop working, the world would stop. The women at Nairobi said : so why do we get so little help ?

The Decade has seen the first serious efforts to document and measure the social and economic contribution of women to national development and to remove their invisibility in national statistics and development planning (*Bulletin* 19, 1985). That women's contribution is both essential to national development prospects and substantial, is now accepted at the highest levels of policy-making but that degree of acceptance has yet to be translated into effective programming, investment and implementation.

The FAO estimates that women are producing over half, by volume, of all food that is consumed. The 20 to 25 per cent of all households which are headed by women, survive as social units mainly through women's own economic activities. Without women's unpaid labour in the domestic domain and their income-earning in the public domain, many millions more of the world's poorer families would not survive. The cooperative movement can take pride in its ability to mobilise economic, financial and human resources to help the poor to help themselves but is it really doing enough to facilitate women's enjoyment of cooperative services and benefits ?

#### REFERENCES

- No Longer invisible. *Bulletin* 19, Reading Rural Development Communications. September 1985.
- FAO : Promotion of Women's Activities in Marketing and Credit : an analysis, case studies and suggested actions. Preliminary Working Document, Credit and Marketing Division, Rome, June 1984.
- Jiggers, J : Rural Women, Money and Financial Services, *Community Development Journal*, Vol 20, N° 3, July 1985, pp. 163-175.
- Lanning, G : Women in Agricultural Cooperatives constraints and limitations to full participation, WCARRD Follow-up Programme, Human Resources, Institutions and Agrarian Reform Division, Rome, FAO, 1983.
- Meghji, Z. with R. Meghji, C. Kwayu : The Women Co-operator and Development, experiences from Eastern, Central and Southern Africa. Kenya, Maarifa Publishers Ltd., 1985.

# Role of Cooperatives in the Third World in the Year 2000 : one Perspective

by Dr. L.J. Fredericks



*Dr. Fredericks is an academician and was, until taking up his present assignment, the Deputy Vice-Chancellor of the University of Malaya. He has a Doctor's Degree in Cooperative and Agricultural Economics from the Royal Agricultural College of Sweden.*

*Dr. Fredericks has written extensively on Cooperative and Economic subjects. He is at present connected with the ASEAN Food Handling Bureau and is based in Kuala Lumpur.*

## **Introduction**

Gazing into the future, whether by traditional soothsayers and fortunetellers or professionals like economists, political scientists and other « futurists », is a hazardous and inaccurate art plagued with many unhedgeable uncertainties. Nevertheless, this paper attempts a perspective of a rather short future, but a future nevertheless, of the role of cooperatives in the Third World about 15 years hence. As practised by other soothsayers, the past and present need to be sifted and analyzed in order to identify traits, trends and tendencies which will extrapolate themselves into the not so distant future...

## **Current situation**

A large part of the Third World shares a common colonial heritage. This has contributed to one major influence, which although diminished in strength over time, has nevertheless laid some basic imprints. The colonial strategy of developing

the cooperative movement stressed small sized memberships related to the poorer sections of society such as farmers, fishermen, labourers and lower rung wage earners. In addition, financial assistance from the public purse was anathema as this would compromise the spirit of cooperative ideology and the basic tenet of «*standing on one's own feet*». In essence, then, this strategy reflected the environmental conditions governing the growth of the Rochdale prototype cooperative and those developed by the Germans. The only government support provided was a fairly lengthy period of gestation before a cooperative could be registered supervised by the Department of Cooperatives under whose near-evangelical zeal the colonial cooperatives were slowly nurtured and evolved.

This development mode underwent a drastic change (whose impact is still strongly felt) after the independence of the colonial territories in the Third World. Financial assistance to the cooperative movement flowed as fast as the movement spread itself, numerically, and into different sec-

tors invariably without the supportive programmes that were used during the colonial period. The basic manifestation of this metamorphosis was that the evolutionary strategy underpinning the growth of the cooperative movement changed to an active and push encouraging developmental strategy. The basic cause of this change in government policy was the recognition that cooperatives were democratic institutions which would well facilitate the rising tide of democracy in the ex-colonial states and the need to transform the basically capitalistic structure of the peasant economy into one based on cooperatives.

Such force feeding created and exacerbated a dependency on Government funds and Government leadership particularly for the rural-based cooperative movement. Government leadership was strong because of the perceived political clout of the members of the rural cooperatives. Parallel to this development, the urban-based movement evolved basically on its own resources, tapping the financially stronger worker and employee and drawing upon the strength of leaders not dependent upon Government, political linkages or patronage.

The reliance upon the cooperative movement, especially the rural-based movement, to overcome the economic problems facing the farmers and fishermen and promote rural development has created a backlash effect insofar as the Government is concerned. Such a consequence has seen the rise of other producer associations often actively encouraged by the Government and sometimes competing with the cooperatives themselves.

#### ***A perspective of the role of cooperatives in the year 2000***

For the Third World countries, the primary problem of identity of the cooperative movement and projection of its uniqueness will remain. Going by the developments over the past 30-40 years after the Second World War, the identity crisis has deepened rather than improved. The impelling forces behind this crisis remain the commitment of Governments towards development and, in particular, rural development and the reliance, however weak, upon established networks of organizations such as the cooperative movement. This urgency is itself fuelled by a fear of political upheaval and revolution that have occurred with dismaying regularity in the Third World countries. One should note here that it is not the fear of communism alone that is overriding but the loss of political power and patronage per se to succeeding Governments. A second force is that the innate strength - or lack of it - of cooperative ideology in overcoming its identity crisis basically involves reducing its dependence upon Government leadership, bureaucracy and funds. It is not necessarily a pre-condition that a complete break with the Government must take place before the cooperative movement can establish its own identity. It would appear that the latter condition could possibly be achieved by the year 2000 but not the former. In brief, the identity crisis would be resolved on the prevailing relative strength of cooperative ideology and the Government commitment to development, especially of the poorer sectors. The prevailing strength of cooperative ideology would itself relate to the commitment of members to that ideology.

The numerical strength of cooperatives and their members (together with other organizations of the poor) make them attractive targets to capture for political (used in the widest sense) benefit. In the rural sector and the urban areas, interest groups that have coalesced into associations or organizations and created viable networks (like the cooperative movement) represent bases and networks of power for those having political (used in the narrow sense) ambitions. Leaders of the cooperative movement having political ambitions are not, in themselves, unacceptable. In the event that leaders use their positions for political advantage and for expanding their political power base, the cooperative movement loses its apolitical nature. One major problem in developing countries of the Third World is the paucity of altruistic and selfless leaders of the cooperative movement thus enabling leaders oriented towards other goals to achieve leadership positions. On the other hand, the strong involvement of the State in the cooperative movement tends to reduce the appearance of « natural » leaders for the movement. There are, of course, exceptions to this phenomenon in the Third World countries but, in the foreseeable future, the lack of leaders committed to the goals and ideology of cooperation will persist.

The economic strength of cooperative as measured in volume of business transacted or accumulated funds, has shown an increasing trend but perhaps nowhere in the Third World is the cooperative movement a dominant force. In spite of this, it is not invariable that the social orientations of the cooperative movement have been given greater emphasis. This ever present conflict in establishing a priority between the economic and social goals of cooperatives will not see a solution towards the end of this century. On the one hand, the economic strength of the cooperative movement is developed in order to exert some impact upon the environment and attract and retain new members. On the other hand, pursuit of economic power tends to de-emphasise the social orientations of cooperatives especially democracy, education and the very ideology of cooperation as a « middle way » of development.

#### ***Concluding remarks***

Are cooperatives losing their meaning and relevance in society, in particular among the poor of the Third World, whether in agricultural or urban pursuits? By the year 2000, this question should be resolved as rapid changes in society pressure the existence only of the most hardy and relevant institutions in the Third World. The meaning and relevance of cooperatives are being questioned by what some quarters would label those possessing a traditional and orthodox perspective because cooperatives in the Third World have not been able to forcefully project their ideological beliefs for acceptance by the public. In part, where cooperatives have succeeded, it is the economic orientation that has been achieved thus generating the dilemma of the Western cooperative movements where economic strength and influence has been predominant. Only cooperators and the world cooperative movement can answer the question posed above in a way that would not compromise the ideals of the Rochdale Pioneers. The quality of the answer itself will be predicated upon a resolution of the divisive forces operating in the different segments of the world cooperative movement.

# Japanese Agricultural Cooperative Movement and its Direction for Future Development

by Shiro Futagami



*Shiro Futagami is the Manager of the International Department of the powerful Central Union of Agricultural Cooperatives in Tokyo which is the umbrella organisation of the agricultural coop movement in Japan. He has been instrumental in shaping several international initiatives. Two worth mentioning are : the setting up of the Institute for the Development of Agricultural Cooperation in Asia (IDACA) and his persistent efforts to get the Japanese Government involved in overseas assistance to cooperatives.*

## Introduction

Many important changes have taken place in Japanese rural society since the second world war. The most significant of these was the land reform which made all tenants into owner-farmers. The agricultural sector contributed substantially to the reconstruction of the country's economy in the post war period.

Agricultural land, however, is only 16 % of the total area of the country, amounting to 5.5 million ha. The average size of land per farm household was only 1.2 ha in 1984. The number of farmers in 1983 came to about 6.5 million, or 8 % of the total working population.

The high pace of industrialization and rapid economic growth during the 1960s brought about a significant flow of labor from agriculture to industry. This led to a shortage of labor in rural areas and further necessitated the mechanization of farming and the increased use of chemical fertilizers.

The notable economic growth of the last two decades has resulted in a significant increase in the number of part-time farmers, and a decline in the number of full-time farmers. The high price of farm land caused by industrial development and urbanization has made it more difficult to utilize farm land and a majority of farmers with 1 ha of land or less have had to work in non-farm jobs to support their families. Part-time farmers who derive a higher income from non-

farm work now constitute more than 70 % of all farm households, while full-time farmers account for only 14 %.

In this short article, I shall try to describe possible changes in the agricultural sector, and a future direction for agricultural cooperative development on the basis of experiences and discussions within the Japanese agricultural cooperative movement.

In this situation, agricultural cooperatives have played an important role in implementing various agricultural development schemes and in protecting the interests of farmers. During the post-war period in particular, agricultural cooperatives were indispensable to the success of land reform, helping newly created owner-farmers to increase agricultural production.

Agricultural cooperatives in Japan are characterized by a variety of business functions, such as credit, marketing, supply, insurance, processing, warehousing, utilization, education, farmguidance and so on. All these functions are handled by a single organization at primary level. These multi-purpose cooperatives cover almost all farm households and are actively involved in regional agricultural development projects. In recent years, even non-farm residents in rural communities have been joining cooperatives as associate members so that they can make use of cooperative facilities, and they now account for about 40% of total membership.

Agriculture in general and agricultural cooperatives in particular, having made consistent progress over the last three decades are now facing increasing difficulties in iden-

tifying a strategy for development. Recent technological development have made the search for such a strategy more complex and uncertain.

## **Changes and trends in the agricultural sector**

### **General economic environment**

The economic growth rate in Japan has been maintained at the level of 3-5 % since the oil crisis, and it is expected to continue at this level for some time. Heavy dependence on experts in industrial sector which made such growth possible, however, caused a certain amount of conflict with Japan's trading partners. This in turn has increased political pressures from abroad. In order to eliminate such trade friction, the government may have to try very hard to modify its economic program so as to expand the domestic market. Another noticeable change is the rapid growth of tertiary industries, such as those involved in bio-technology and high-technology, service industries, and others. These developments will make business more competitive, increase costs, and diversify economic returns.

The rapid aging of the population will also be an important factor bringing about change in rural society. In 1984, 9.9 percent of Japanese were over 65 years old, while the number of people over 65 years old in the rural population was 16.8 percent. The proportion of old people is expected to increase much faster in rural communities than in urban areas because of an increasing tendency for retired people from non-farm jobs to move into rural areas. The impact of this change in the structure of the rural population will inevitably affect many aspects of rural community life.

### **Trend in demand**

#### **and supply of farm products**

It is noted that the calorie intake of the Japanese has been around 2,600 Kcal per capita for more than 10 years. There has been a significant increase in the number of senior citizens and consumers interest has shifted to healthier and safer foods. As a result of this a quantitative expansion in demand for farm products cannot be expected in the future. This will mean diversification of demand, more quality products, and the need of coordination of regional agricultural development programs.

### **Agricultural structural changes**

A further decline in the number of farmers is inevitable due to the continuing exodus of young people from rural areas. There will also be a corresponding increase in the number of retired people moving to the countryside. This will create a need for the promotion of greater utilization of farm land, consolidation of infrastructure to make the use of land more effective and the formulation of comprehensive community development programs. Increasing agricultural efficiency, and raising the quality of rural life are priorities if farmers are to encourage their children to stay on the land. In addition, comprehensive community programs are necessary in order to ensure that the old enjoy a worthwhile standard of living.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 1/1986 27

### **Priority areas for agriculture and rural community development**

There are several areas in which solutions to the problems facing agricultural communities can be found.

Through the establishment of regional farming groups for different commodities, efficient farmers can be identified and trained as core farmers with capability and leadership. Also a new sense of solidarity can be created among all members of the rural communities, full-time and part-time farmers, and retired residents.

New crops and new production techniques which use high technology can be introduced in order to reduce production costs. New markets can be found, and planned production and shipment coordinated to meet market demands.

Job opportunities for old or part-time farmers can be created by developing production and processing of local indigenous commodities.

The living environment in rural communities must be improved so that farmers can enjoy good health and a satisfactory cultural life. This will be possible only through the cooperation and combined effort of all members of the various communities.

### **Directions and priority areas for agricultural cooperatives**

The socio-economic conditions surrounding Japanese agriculture will continue to be problematic. If agricultural cooperatives fail to adjust and re-direct their functions and activities to the solution of problems faced by member farmers, they may lose members' support. The roles and functions of agricultural cooperatives must be reviewed and new tasks and responsibility identified.

### **For agricultural development**

*Regional Agricultural Development Program:* A regional agricultural development program should be carefully prepared by each cooperative. This will enable cooperatives to identify areas in which different business functions can be integrated. It will also enable cooperatives to draw up measures for the more efficient use of land, machinery and other equipment.

*Regional Farming Groups :* Group farming should be encouraged in paddy production, horticulture, and livestock farming. This will rationalize and stabilize farm management of small scale farmers. The agricultural cooperatives are the most suitable bodies to organize such groups and to discuss ways of jointly utilizing land and machinery, reducing production costs, encouraging collaboration between different types of farming groups, and introducing new products

## Cooperatives Survey

and production techniques. These groups may also become an important foundation for the cooperatives themselves.

**Indigenous Agriculture Products and Processing:** Cooperatives should encourage the introduction of new crops which are suited to local conditions, the promotion of commercialization of local products, and the development of new production techniques. Cooperatives must also emphasize processing as an integral part of regional agricultural development programs.

**Function to Adjust Demand and Supply:** Although it is essential to minimize price fluctuation in order to stabilize farm management, some major commodities are still over supplied and this tendency is likely to continue. In order to control production and shipment according to demand, cooperatives should strengthen their ability to adjust production. In recent years, efforts to do this have been made at national level through the national production and marketing plan of agricultural cooperatives, but this was not implemented as expected. A national plan should be improved further on the basis of regional production and marketing plans in coordination with market demands. National level organizations are more responsible in this regard.

**Farm Guidance:** Agricultural cooperatives have their own guidance service on farm management but this function must be further strengthened in the following areas.

Assistance should be given in the planning, implementation and evaluation of regional agricultural development programs. Collaboration with institutions concerned, and closer links with other business sections within the cooperatives, should be encouraged.

The effective utilization of labor, land, and machinery should be promoted in cooperation with members of different categories.

New crops and new production techniques should be developed in collaboration with research and experimental institutions and universities.

A consultation service, particularly in the field of management planning, management analysis and dissemination of information should be improved through the use of new communication media.

### **For rural community development**

Agriculture is not merely a source of income. It has the crucial function of feeding the population and it directly affects the natural environment. Farmers thus occupy a central position in the life of the nation and must be assured a comfortable life both economically and physically. Agricultural cooperatives are focal points of rural community life and should exert efforts to take care of member families.

**Consultation Service :** The development of high-technology and new media has made life more complex. Specialized knowledge is required to make full use of new facilities. Cooperatives should, therefore, provide consultation services covering farmer's pension systems, taxation, law, health care, traffic accidents, children's education and marriage.

**Joint Purchase:** There are two cooperative consumer goods supply systems available to members; agricultural cooperative store (there are no consumer coop stores in rural areas) and joint purchase schemes. In recent years the latter have been popular because they allow purchase planning in advance and personal contact among members. Cooperative should promote consumer awareness, and study ways of improving the distribution system by agricultural cooperatives.

28 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 1/1986

**Health Control :** The increase in the number of senior citizens in rural communities has increased the need for better health care. Regular physical examinations, and dietary advice should be promoted in collaboration with the Welfare Federation of Agricultural Cooperatives which operates cooperative hospitals and clinics. It is the responsibility of the local administrative office to extend such facilities but the office will not be able to check the health conditions of farmers in detail. Cooperatives should also promote physical exercise specially designed for farmers, and sports contests for all residents in rural communities, at the same time providing equipment and facilities for physical training.

**A Life Worth Living for Senior Farmer Citizens :** It is believed that people over 60 years old will constitute 36 % of the rural population by 2000. Cooperatives should provide services to maintain the health of old people and provide them with working opportunities and study circles. They should also organize courses in caring for the aged, and arrange day care in collaboration with local administration and cooperative hospitals.

In particular, cooperatives should promote subsistence farming for the old - breeding small numbers of animals, producing local indigenous products, garden farming and dwarf-tree culture. Establishing a senior citizens college would also be useful.

**Cultural Activities :** It is increasingly popular for people to look for mental as well as physical enrichment and voluntary participation in cultural and leisure activities is rapidly rising. Even the private business sector has been promoting cultural and educational programs, although there is the possibility that private interests will seek to use leisure activities as a way of influencing consumer preference. In response to this increased interest in cultural and educational activities, cooperatives should help organize activities related to household economy, child education, hobbies, social science, and so on.

### **Conclusion**

I have indicated in the preceding sections of this article some of the problems faced by agriculture and agricultural cooperatives in Japan, and the direction which might be taken by cooperatives. It is important that the efficiency and authority of these organizations should be improved in order to attain their goals. Many studies on how to improve the efficiency, business performance, management and financial position of agricultural cooperatives have already been made, and various reports are available.

It is often found in these papers, however, that the proposed ways and means of improving efficiency are quite similar to those of big private business enterprises. How can we survive in the age of competition if we simply follow the example of large companies ?

What differences should there be between agricultural cooperatives and big businesses ?

One important difference is that cooperatives have the participation of their own members in management. This is the most invaluable advantage of cooperatives, and only when they gain the full support of those members can they begin to operate efficiently. In view of this, top priority should be given to the education of members, office-bearers and staff. The suggestions made in preceding sections are also intended to improve the relations between individual members and the cooperatives as a whole. It should be stressed that the cooperative movement cannot function without a comprehensive education program.

**Activités pratiques de l'OIT  
dans le domaine des coopératives**

# **Qui bénéficie des projets de coopération technique de l'OIT ?**

## ***Introduction***

Le présent document est soumis en réponse à une demande présentée par la Commission des programmes d'activités pratiques à la suite de son examen des activités pratiques de l'OIT dans le domaine des coopératives, à la 225<sup>e</sup> session du Conseil d'administration (février-mars 1984).

Vingt et un projets de coopératives au total, dont la plupart sont opérationnels, ont été examinés sur la base du présent document. Dix-huit de ces projets ont été choisis parmi les quarante projets de l'OIT en cours de réalisation, et les trois restants viennent d'être récemment terminés. Leur financement est assuré soit par le PNUD soit par des ressources multi-bilatérales. Parmi ces projets, on compte

un projet interrégional - MATCOM (matériels et techniques pour la formation à la gestion coopérative) - à Vienne, trois projets sous-régionaux - COOPTRADE en Asie, ACCOPAM (1) dans la région soudano-sahélienne d'Afrique, et un projet concernant l'appui coopératif aux activités de développement bénéficiant de l'aide alimentaire en Amérique centrale. Au niveau national, onze des projets sont situés en Afrique, deux en Asie, deux dans les Caraïbes, un au Moyen-Orient et un en Amérique latine. Le projet ACCOPAM et les projets sous-régionaux d'Amérique centrale englobent des projets subsidiaires dans neuf pays, portant à 30 le nombre total de projets nationaux et locaux examinés dans le présent rapport. Le choix des projets, qui reflète la

répartition géographique actuelle des projets de coopératives de l'OIT, vise à présenter une description équilibrée des diverses catégories de projets en cours d'exécution.

Le présent document est fondé sur les informations provenant des documents de projets, rapports d'avancement, conclusions des missions d'évaluation et autres documentations disponibles au siège, ainsi que sur l'expérience de première main des fonctionnaires du siège du BIT. Les descriptions de projets préparés à partir des sources qui précèdent ont été envoyées au personnel des services extérieurs de l'OIT pour vérification, adjonctions éventuelles et mise à jour. Elles analysent chaque projet compte tenu de son objectif, de son origine, des groupes cibles visés, des moyens directs et indirects d'atteindre ses bénéficiaires par l'intermédiaire soit des individus, soit des institutions. Les descriptions révisées reçues en retour des services extérieurs ont alors servi de base à la préparation du présent document.

Ainsi que le montre le document, les bénéficiaires finals sont, dans chaque cas, les membres ou membres potentiels (avec leurs familles) des coopératives primaires et institutions de type coopératif. Toutefois, dans certains projets, les groupes cibles immédiats sont des intermédiaires, tels que le personnel des départements gouvernementaux ou des structures coopératives qui fournissent des services de soutien à ces bénéficiaires.

Aux fins du présent rapport, les projets examinés ont été divisés en trois grandes catégories. Dans la *première catégorie* figurent les projets intéressant en premier lieu l'éducation et la formation, dont les principales activités résident dans la formulation des programmes de formation, plans d'étude et cours, la conception et la production du matériel didactique, la formation de formateurs, l'assistance à la conduite des cours de formation et l'élaboration de techniques de formation et de méthodes d'enseignement appropriées. Ces projets sont souvent exécutés en coopération étroite avec le Centre de Turin et servent généralement d'appui aux centres nationaux ou régionaux de formation. Au niveau national, ils peuvent relever de la responsabilité des pouvoirs publics et fonctionnent sous l'égide du ministère chargé des coopératives, du commerce et du ravitail-

lement, mais peuvent également être gérés par un conseil au sein duquel le mouvement coopératif est représenté. Parmi les projets de cette catégorie, on peut citer les projets MATCOM, ceux du Cameroun, du Soudan et de l'Indonésie et un projet en Birmanie, dans lesquels l'accent est mis sur la formation à la gestion et les services consultatifs connexes.

Dans la *deuxième catégorie*, on peut ranger les projets dont l'objectif consiste à renforcer le mouvement coopératif dans un pays donné au moyen d'activités multidisciplinaires portant, par exemple, sur la formulation de politiques, la planification à long et à moyen terme, l'organisation et la gestion, l'éducation et la formation, et les sous-projets pour des programmes pilotes de développement. De telles activités impliquent des actions à divers niveaux, avec les départements gouvernementaux responsables de la promotion coopérative; les structures coopératives aux niveaux national et régional; et, dans les sous-projets, directement avec les bénéficiaires au niveau de la communauté. A titre d'exemple, on peut citer le projet Botswana mis en œuvre dans le cadre du Département des coopératives, de l'Union coopérative du Botswana et de la Banque coopérative du Botswana et impliquant également de nombreuses coopératives locales au niveau du village. Les projets de cette catégorie existent également à Haïti, au Soudan, au Zimbabwe et en Gambie.

La *troisième catégorie*, qui représente la majorité des projets de l'OIT, vise à procurer des avantages directs aux pauvres et aux groupes défavorisés, dont les femmes. A titre d'exemples, on peut citer les projets ACO-PAM et les projets d'Amérique centrale pour les bénéficiaires de l'aide alimentaire; les projets au Burundi, au Yémen démocratique et au Togo pour les communautés rurales pauvres; les projets en Bolivie et au Sénégal en faveur des femmes; en Egypte en faveur des colons; au Zaïre en faveur des réfugiés; et aux Bermudes en faveur des membres des syndicats. Bien que ces projets travaillent en étroite coopération avec des agences nationales et régionales responsables de la promotion coopérative, notamment en ce qui concerne la formation en cours d'emploi de formateurs, la plupart de leurs activités visent directement les bénéficiaires eux-mêmes dans les coopératives locales ou institutions de type coopératif et souvent les groupes non structurés eux-mêmes.

## I. Projets d'éducation et de formation

La première catégorie englobe le projet interrégional MATCOM

et des projets nationaux. Le projet MATCOM, de par sa nature, vise les intermédiaires qui, à leur tour, devront fournir des services aux bénéficiaires finals. Les projets nationaux font appel aux intermédiaires dans certains cas et s'adressent directement aux bénéficiaires dans d'autres.

### Appui interrégional

Le projet MATCOM met l'accent sur la conception, l'adoption et la production des matériels didactiques pour les

cadres dirigeants des coopératives, et apprend aux formateurs la manière d'utiliser effectivement le matériel. L'approche, essentiellement fondée sur l'emploi, vise à apporter un soutien aux cours de formation à l'intention des cadres moyens et inférieurs des coopératives, y compris les responsables élus et autres membres du comité. Le projet est interrégional et ses activités couvrent 20 pays d'Asie, d'Afrique et, récemment, d'Amérique latine. On peut le considérer comme étant au service du mouvement coopératif mondial, dont les membres proviennent d'une grande diversité de groupes de revenus, y compris les groupes défavorisés, notamment dans les pays les moins avancés.



où opère MATCOM. Le projet atteint ses bénéficiaires essentiellement par l'intermédiaire des gérants de coopératives, de cadres, de formateurs et du personnel de vulgarisation. Ses activités englobent :

- a) la production, l'essai et l'adaptation du matériel didactique, en coopération avec les centres de formation, les formateurs locaux et le personnel des sociétés coopératives;
- b) la formation des formateurs des instituts et centres de formation coopérative à l'utilisation efficace de ces matériels. A leur tour, ces formateurs forment des stagiaires venant des cadres moyens et inférieurs des coopératives agricoles, industrielles et de consommation. L'objectif final de cette approche consiste à renforcer l'efficacité des coopératives et, partant, à améliorer les services rendus à leurs membres, à accroître les revenus de ceux-ci et à améliorer leurs conditions de travail et de vie.

#### Accès local aux bénéficiaires finals

Au niveau national, les projets de formation coopérative de l'OIT atteignent leurs bénéficiaires finals soit directement, soit indirectement.

- Les méthodes indirectes comportent :
- a) la formation du personnel des centres coopératifs et des départements gouvernementaux intéressés en vue d'améliorer la qualité des services d'orientation fournis dans le domaine technique et de gestion; la formation en cours d'emploi; les services consultatifs et de vulgarisation; la vérification des comptes et le contrôle du fonctionnement des coopératives;
  - b) la formation de formateurs dans les centres de formation coopérative;
  - c) l'assistance au développement des programmes d'étude, techniques de formation et matériels didactiques;
  - d) la conception et la planification du programme d'éducation et de formation coopératives en vue de rendre le maximum de services aux membres.

En *Indonésie*, la formation de base de consultants en gestion et de formateurs pour les centres provinciaux s'est accompagnée de programmes intensifs de services consultatifs en matière de gestion dans certains domaines et de programmes éducatifs dans certaines coopératives de neuf provinces. Au *Soudan*, on a appliqué, autant que faire se peut, le principe selon lequel c'est la formation qui va au-devant de la population et non le contraire, ce qui suppose une assistance, non seulement dans la mise sur pied d'un réseau de centres régionaux de formation coopérative, mais également la promotion d'un système selon lequel les unions coopératives aux niveaux régional et de district, appuyées par l'Union coopérative nationale, créent et assurent le fonctionnement de leurs propres unités d'éducation coopérative.

Les méthodes permettant d'atteindre directement les bénéficiaires finals englobent :

- a) la formation des cadres coopératifs, des membres élus des comités, des cadres dirigeants et autre personnel aux disciplines techniques et de gestion nécessaires au fonctionnement efficace et effectif des coopératives; et la fourniture de conseils sur les systèmes efficaces de gestion;

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 1/1986 31

- b) la conception et la conduite des campagnes d'éducation des membres.

Dans certains cas, les activités de formation bénéficient de l'appui de programme pilotes de développement. C'est ainsi qu'au *Cameroun*, l'assistance et les avis consultatifs en matière de gestion sont fournis dans les domaines de la comptabilité, des finances et de la commercialisation dans certains secteurs (tels que les marchés autonomes de cacao). Des équipes mobiles d'éducation se rendent dans de tels secteurs, utilisant des aides audiovisuelles telles que les films dans les campagnes d'éducation. Au *Soudan*, le concept de « zones de formation » a été introduit, les centres nationaux de formation « adoptant » 15 coopératives agricoles types, de consommation et de services comme « laboratoires » aux fins de formation et de démonstration. Des activités pilotes promotionnelles sont entreprises à l'intention des groupes cibles spécifiques, tels que les fabricants de tapis du Tinne, les colons du programme de colonisation du Rahad et les petits fermiers travaillant dans de dures conditions climatiques, de l'Est Kordofan. Ces activités visent à améliorer la technologie, accroître les revenus et renforcer les services sociaux, et également à promouvoir une meilleure compréhension des besoins, problèmes et impératifs de formation de ces groupes cibles.

Le projet « services de gestion coopérative » en *Birmanie* s'opère dans le cadre de l'unité semi-publique de gestion coopérative. Le projet atteint ses bénéficiaires soit par le biais des intermédiaires, soit directement. Dans le premier cas, il dispense une formation en faveur du personnel du Centre de services de gestion et apporte son assistance à l'organisation du centre. Dans le second cas, il fournit des avis aux coopératives industrielles de consommation et de production existantes (sur l'introduction de nouvelles technologies, sur le traitement des produits alimentaires, la production alimentaire, l'extraction des jus, etc.) et aux nouvelles entreprises coopératives, et dispense également une formation en cours d'emploi sur l'application de telles technologies et une formation à la gestion à l'intention des cadres dirigeants des coopératives.

#### Caractéristiques des principaux bénéficiaires

Les principaux bénéficiaires des projets nationaux de formation coopérative sont, comme indiqué ci-dessus, les membres ou membres éventuels (et leurs familles) des coopératives primaires ou locales.

En *Indonésie*, le mouvement coopératif compte une douzaine de millions de membres, dont sept millions sont de petits agriculteurs. Les producteurs de riz à Java, où vivent 60 pour cent de la population, disposent de terres d'une superficie moyenne de 0,3 à 0,4 hectare. A Bali et à Lombok, cette moyenne s'échelonne entre 0,5 et 2 hectares. L'agriculture constitue une activité essentiellement familiale, bien qu'on ait recours aux travailleurs saisonniers. La plupart des habitants mènent une vie de subsistance. On estime que 30 pour cent environ d'entre eux vivent dans le dénuement, et de nombreux travailleurs ne possèdent pas de terres. Ceux-ci participent aux programmes de transmigrations, dans lesquels les coopératives jouent un rôle essentiel pour le développement. Les transmigrants sont établis sur 2 hectares de terre et se trouvent dans un environne-

ment nouveau et étranger. Bien que la moitié des terres ait en partie, été préparée pour eux, les premiers temps de leur installation sont durs; aussi une aide alimentaire et d'autres prestations leur sont-elles accordées.

Les membres des coopératives qui bénéficient de ces projets au *Soudan* englobent : les petits fermiers des aones rurales travaillent avec leur famille et disposent des maigres revenus de leurs récoltes de céréales; les colons de programmes comme ceux de Gezira, de Rahad et de New Haifa; les femmes des sous-projets à la recherche de revenus supplémentaires pour leur famille; et, dans le cas spécifique de Tinne, au Kordofan du Nord, les femmes des anciens groupes nomades ou semi-nomades engagées, dans de nouvelles activités créatrices de revenus. Dans les zones urbaines, les bénéficiaires, généralement membres des coopératives de consommation, constituent un secteur représentatif de la communauté et englobent un pourcentage élevé de membres travailleurs de divers syndicats.

Au *Cameroun*, les bénéficiaires sont de petits planteurs de cacao et de café qui sont des travailleurs indépendants ou des travailleurs familiaux. En plus des cultures de rapport, la plupart des membres des coopératives se livrent à des cultures vivrières, telles que les bananes, l'arachide, l'huile de palme, pour la consommation et le petit commerce. D'autres bénéficiaires sont des artisans, des petits

## II. Projets de soutien aux mouvements coopératifs nationaux

Cette deuxième catégorie englobe le projet COOP-TRADE, dont les activités se déroulent au niveau sous-régional, et plusieurs projets nationaux.

### *Projet sous-régional*

COOPTRADE, un projet sous-régional récemment terminé, a pour objectif le soutien aux mouvements coopératifs nationaux et vise spécifiquement la promotion, sur le plan international, de relations commerciales intercoopératives entre les coopératives des pays industrialisés et des pays en développement. Les douze pays asiens choisis par le projet se composent de trois pays les moins avancés (*Bangladesh, Népal et Sri Lanka*) et de la *Birmanie*, de la *République de Corée*, de l'*Inde*, de l'*Indonésie*, de la *Malaisie*, du *Pakistan*, des *Philippines*, de *Singapour* et de la *Thaïlande*. Les activités de promotion des possibilités d'exportation ont été axées sur l'artisanat, les produits de tissage, les accessoires en cuir, les produits en rotin, les meubles en bois et la production d'engrais d'os broyés, d'épices et de légumes. Les principaux bénéficiaires ont été des artisans et de petits producteurs, et les avantages dont ils ont bénéficié leur parvenaient de façon indirecte, par le biais des études sur les produits de base, des contacts commerciaux, du développement des techniques d'exportation des divers produits, de la préparation des paquets didactiques sur la commercialisation des exportations et de la formation, y

32 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 1/1986

pêcheurs et environ 1,5 million de petits fermiers avec leurs familles. Il résulte d'une étude provisoire des services fournis par un ancien projet de l'OIT dans la zone Lekie que les producteurs de cacao vivent des gains provenant d'une production inférieure à une tonne par an.

Le projet *Birmanie* vise les membres du mouvement coopératif, qui représentent environ 21 pour cent de la population. Les membres qui viennent du secteur tant urbain que rural se composent en grande partie de petits agriculteurs, d'artisans et de travailleurs dans les institutions et usines.

### *Evaluation sommaire*

Les pays dans lesquels fonctionnent les projets d'éducation et de formation coopératives de l'OIT disposent de mouvements coopératifs dont les membres proviennent essentiellement des secteurs les plus vulnérables de la population. Ces membres ont bénéficié des projets soit indirectement, par le biais de la formation de formateurs, de consultants et de cadres dirigeants, soit directement, par l'intermédiaire des services consultatifs et de la formation orientée vers l'emploi dispensée au niveau local dans le domaine technique et administratif, grâce aux conseils, à la formation et à l'éducation fournis aux membres des coopératives eux-mêmes.

compris celle qui est dispensée dans les pays industrialisés. Conformément au plan d'origine, le projet a été transféré, à la fin de 1982, à l'Alliance coopérative internationale (ACI) en tant que service établi.

### *Accès local aux bénéficiaires finals*

Ici encore il existe deux types de moyens, soit directs, soit indirects, d'atteindre les bénéficiaires visés par cette catégorie de projets. Les méthodes indirectes comportent :

- des avis aux ministères du Développement et aux organisations coopératives faitières sur la formulation, la législation, la planification à long et à moyen terme, l'accès aux finances, au crédit et aux procédures de commercialisation ainsi qu'aux facilités de formation en vue de promouvoir un climat favorable au développement coopératif;
  - la formation et le perfectionnement du personnel des ministères et départements chargés de fournir un soutien et de donner des orientations au mouvement coopératif;
  - la fourniture de conseils et d'avis sur les structures et les systèmes d'organisation des coopératives.
- Les méthodes plus directes mettant les projets en contact immédiat avec les bénéficiaires finals visés comprennent :
- des avis et orientations aux organisations coopératives nationales et locales sur leur organisation et leur gestion

et sur la fourniture de services au niveau de la communauté;

- des avis et des conseils directs aux groupes cibles dans les sous-projets et les projets pilotes, la formation du personnel des sociétés coopératives, les cours d'éducation des membres et des études de faisabilité sur les entreprises coopératives.

A Haïti, des projets pilotes sont en cours de réalisation sur les plantations modernes de café organisées en coopératives, et des programmes expérimentaux de développement pour la production alimentaire, le stockage, la commercialisation et le crédit sont également opérationnels. Des études de préinvestissement visant à mobiliser des fonds d'autres sources (bilatérales et ONG) ont été entreprises concernant l'acquisition des terres pour les coopératives de planteurs de café, les fonds de roulement pour la commercialisation coopératives, les garanties financières en vue de faciliter l'accès des coopératives aux institutions de financement et les fonds expérimentaux pour financer le stockage et la vente de la production alimentaire. Quelque 5 millions de dollars ont été fournis directement aux coopératives, sous forme d'aides financières ou de matériel, par les ONG et les sources bilatérales au cours des cinq dernières années.

Au *Soudan méridional*, la formation a été dispensée dans le cadre de projets pilotes spécifiques sur l'organisation et la gestion de la vente du café à Yei, dans l'East Equatoria, pour les pêcheurs à Malakal, pour les membres féminins des coopératives de consommation situées en grande partie dans les zones urbaines et pour les petits artisans à Juba et Wau.

Au *Zimbabwe*, un projet pilote est en cours de lancement en vue d'organiser, sur une base expérimentale, une coopérative polyvalente dans une zone type de petites exportations agricoles, le district de Murewa, dans la province de l'est du Mashonaland.

#### **Caractéristiques des principaux bénéficiaires**

Les groupes cibles de cette catégorie de projets sont les mouvements coopératifs nationaux des divers pays. Ces projets donnent des conseils et des avis à tous les niveaux des mouvements et des administrations publiques qui leur apportent un soutien ou leur procurent des services. L'objectif consiste à fournir des prestations aux bénéficiaires finals de la manière la plus directe et la plus pratique possible.

Au *Botswana*, le mouvement coopératif se compose essentiellement de personnes appartenant aux secteurs les plus vulnérables de la population - petits propriétaires de bétail vivant généralement dans des zones éloignées et possédant au maximum 30 bêtes, vendant au maximum cinq d'entre elles par an. Leurs revenus au titre de cette activité unique sont par conséquent peu élevés. Les possibilités de vente diminuent avec la distance qui les sépare des lignes de chemin de fer, et la société coopérative constituée, dans la plupart des régions, le seul débouché possible. Il existe 69 sociétés de vente, totalisant environ 24.000 membres et traitant 22 pour cent du marché total du bétail. D'autres membres coopératifs englobent les ruraux démunis des zones éloignées où les conditions essentielles pour

l'agriculture ne sont pas remplies sur une base régulière et où l'accès aux facilités de crédit et de vente et aux services des détaillants est difficile. La plupart de ceux-ci ont, en fait, fermé leurs boutiques pour des raisons économiques, laissant la population sans ravitaillement suffisant. Les sociétés coopératives ont, dans de nombreux cas, pris la relève des boutiques existantes ou ouvert de nouvelles boutiques. Les principales zones affectées sont : Ngamiland, le centre nord-ouest du Botswana et West Kwenung, où plus de 7.000 membres participent aux 15 coopératives. D'autres bénéficiaires sont les petits agriculteurs du pays, dont les besoins concernant les produits agricoles, les matériaux de construction, le crédit saisonnier et les magasins de vente de grains sont satisfaits par les coopératives. Les 49 coopératives de consommation, totalisant près de 30.000 membres venant d'un grand nombre de communautés, sont situées dans des zones tant urbaines que rurales. Dans ce dernier cas, elles représentent plus de la moitié des biens de consommation fournis. Les membres des coopératives de consommation dans les zones urbaines représentent un échantillon typique de la population et englobent, dans le cas par exemple du supermarché de Selibe Pikwe, un grand nombre de membres provenant de la communauté minière locale. Dans les zones rurales, les membres proviennent essentiellement des couches les plus pauvres de la population. Le nombre total de membres des coopératives au Botswana s'élève à 57.000, ce qui représente approximativement le tiers des familles du pays. Les femmes représentent la moitié des membres des coopératives.

A *Haïti*, la majorité des membres des coopératives sont de petits producteurs, et la plupart d'entre eux cultivent le café. Les coopératives rurales totalisent environ 39.000 membres. Leur revenu annuel par habitant a été estimé à environ 100 dollars pour une année de bonne production. Les revenus, déjà généralement très bas, subissent également l'effet désastreux des cyclones et des fréquentes famines (il faut cinq ans pour remettre en état une plantation dévastée). Seuls 20 pour cent de la population rurale sont alphabétisés. Il existe également des coopératives d'épargne et de crédit avec 18.000 membres. Le montant global de l'épargne est actuellement de 600.000 dollars, soit 33 dollars par membre, ce qui montre la capacité d'épargne extrêmement limitée des membres.

Au *Soudan méridional*, le projet récemment achevé avait pour objectif la reconstruction d'une zone dévastée par la guerre civile. Il visait le rétablissement d'une population déplacée par des conflits internes, population sans terre et extrêmement vulnérable, ne disposant d'aucun accès aux facilités de crédit, de ravitaillement ou de vente. Le taux d'alphabétisation des petits producteurs qui constituent l'essentiel des membres des coopératives est faible: ces fermiers détiennent de petites parcelles octroyées par le gouvernement dans le cadre du programme de reconstruction. Les bénéficiaires spécifiques englobent les petits producteurs de l'East Equatoria, les constructeurs de bateaux et les pêcheurs d'eau douce du Haut-Nil (qui figurent parmi les membres les plus déshérités de la population), les artisans de Wau et les femmes des zones rurales et urbaines provenant la plupart du temps des familles à bas revenus.

Au *Zimbabwe*, les membres du mouvement coopératif sont généralement des fermiers, des femmes et des jeunes vivant dans les zones rurales, des anciens combattants et anciens combattants de la liberté, ceux qui ne possèdent pas de terre étant installés sur des terres communales.

En Gambie, où 85 pour cent de la population vivent encore dans les zones rurales, les membres du mouvement coopératif sont dans leur grande majorité d'origine rurale. Il existe environ 1.300 villages, et les habitants vivent essentiellement de cultures de rapport (en particulier de l'arachide) et de cultures de subsistance, telles que le riz, le maïs, le millet et le sorgho. Soixante-dix à 80 pour cent environ de la production d'arachide sont entre les mains des 81 coopératives fondées sur la petite propriété. Environ 80.000 petits fermiers sont membres de coopératives et détiennent des lopins de terre d'une superficie moyenne de une à trois acres (un grand planteur type de coton exploite jusqu'à 10 hectares). Le petit fermier gambien type vit avec sa famille dans un village d'environ 500 habitants. La famille peut atteindre jusqu'à 20 personnes, femmes et enfants compris; quelques membres de la famille feront partie de la coopérative. Les maisons sont généralement construites avec des matériaux locaux, et l'alimentation se compose essentiellement de riz et d'autres céréales avec un peu de viande et de légumes produits dans le village. Les gains en numéraires d'une telle famille, qui peuvent atteindre 570 dollars environ par an, proviennent de la vente d'environ 4 tonnes d'arachides dont la production nécessite un hectare et demi de terre, la terre appartenant au village étant répartie chaque année entre les fermiers selon les décisions des notables du village. Outre les gains en numéraires provenant de la production agricole, la famille rurale peut bénéficier du soutien de parents travaillant dans les zones urbaines. Les

gains en numéraires du petit fermier membre d'une coopérative sont encore infiniment moins élevés que ceux des personnes employées par le gouvernement ou le secteur privé (le salaire moyen d'un fonctionnaire du gouvernement s'élève approximativement à 1.140 dollars).

#### **Evaluation sommaire**

Les projets ci-dessus présentent une caractéristique importante en ce sens qu'ils visent à promouvoir un climat favorable au développement coopératif (en ce qui concerne la formulation de la politique, la fixation des priorités des programmes, la planification, la législation et les facilités de crédit et de commercialisation) afin de permettre aux coopératives de fonctionner de façon effective et efficace et, partant, de répondre aux besoins économiques et sociaux des membres. La plus grande partie de l'assistance fournie par les projets est par conséquent directe, mais les bénéficiaires reçoivent une assistance directe sous forme d'activités pilotes de développement implantées au niveau local. Cette catégorie de projets convient particulièrement aux pays les moins avancés (*Botswana, Haïti, Soudan et Gambie*) et aux pays engagés dans le processus de reconstruction de leur économie (*Zimbabwe*). La grande majorité des membres des coopératives de ces pays proviennent des couches les plus vulnérables et les plus déshéritées de la population.

### **III. Projets visant spécialement**

#### **les communautés pauvres et autres groupes vulnérables**

Cette troisième catégorie comprend deux projets sous-régionaux (un en Afrique de l'Ouest et un en Amérique centrale) ainsi que des projets nationaux.

##### **Appui sous-régional**

Le projet ACOPAW en Afrique de l'Ouest et un projet analogue en Amérique centrale sont des projets sous-régionaux d'un genre spécial. Ils ont été mis sur pied au niveau sous-régional afin de fournir une gamme plus étendue de connaissances techniques et de services au niveau national dans un certain nombre de petits pays et de mobiliser des sources de financement plus importantes. Bien qu'ils aient été conçus sur une base sous-régionale, la plupart de leurs activités se déroulent au niveau de la communauté.

##### **Accès local aux bénéficiaires finals**

Ce type de projets implique généralement des approches plus directes que les deux autres. Conçus pour la promotion de types d'actions de groupes au niveau de la communauté, les groupes auxquels ils s'adressent sont généralement non structurés, et il n'existe souvent aucune organisation coopérative de haut niveau dans le cadre de laquelle des activités promotionnelles ou de soutien pourraient être

entreprises. Le renforcement du gouvernement national, du gouvernement local et des institutions parastatales est indispensable pour que l'expérience acquise grâce au développement, à la démonstration et aux essais dans les conditions du terrain puisse être reprise dans d'autres domaines analogues.

Les approches comportant le recours aux intermédiaires

englobent :

- la formation en cours d'emploi à l'intention du personnel promotionnel du terrain et des institutions pourvoyeuses de services;
- la préparation de la formation sur le terrain, les programmes éducatifs et de publicité et le matériel de démonstration, y compris les aides audiovisuelles;
- le développement des études de cas destinées à faciliter la répétition des expériences réussies;
- les politiques et orientations en matière de planification pour les coopératives et les institutions promotionnelles;
- des mesures agissant en tant que catalyseurs en vue de mobiliser d'autres aides et de nouvelles ressources d'investissement de la part des ONG et des organisations internationales.

Les méthodes directes adoptées dans ces projets englobent :

- l'éducation et la formation des cadres et des membres des coopératives locales, et la fourniture d'avis et de conseils;
- la formation technique (par exemple la gestion des ressources hydrauliques; le forage des puits; la mécanique; le fonctionnement, l'entretien et la réparation du matériel tel que les minoteries, les décortiqueuses de riz, les moulins à huile de palme);
- la mise au point de technologies appropriées simples visant à faciliter l'action de groupe des bénéficiaires;
- la multiplication des échanges d'expériences entre les bénéficiaires des divers projets ou sous-projets pilotes;
- la promotion des relations opérationnelles entre les groupes bénéficiaires et les institutions de crédit et organismes de vente;
- les études de faisabilité et les projets d'entreprises coopératives;
- les avis et orientations concernant la gestion et le fonctionnement des fonds de développement aux fins de fonds de roulement ou d'achat de l'équipement productif ou de matériaux et fournitures;
- les avis et orientations quant à l'affectation et à l'utilisation des fonds d'investissement reçus d'autres institutions;
- le lien entre l'assistance technique au niveau local et les investissements provenant soit d'autres institutions, soit des fonds d'équipement des projets de l'OIT eux-mêmes.

### **Caractéristiques des principaux bénéficiaires**

Les groupes cibles du projet sous-régional ACOPAM, dont l'objectif consiste à promouvoir la création d'institutions d'autosuffisance dans le cadre des projets de développement bénéficiant de l'aide alimentaire, sont les bénéficiaires de cette dernière aide. Le caractère commun à tous les sous-projets entrepris au titre du projet ACOPAM réside dans leur orientation vers les couches les plus vulnérables de la communauté, généralement les ruraux démunis qui répondent aux critères fixés par le Programme alimentaire mondial pour les bénéficiaires de l'aide alimentaire, et qui expriment le désir de s'organiser en coopératives ou en groupements de type coopératif :

- a) les activités du sous-projet des zones Sine Saloum du Sénégal se déroulent dans deux départements : Fatick et Kaolack, tous deux sujets à la sécheresse. Dans toute la région, il existe environ 1 29,000 membres de 76 coopératives rurales dans les 1.200 « sections villageoises ». Dans les deux départements, on compte quelque 24.000 membres dans les 287 sections villageoises. Le groupe cible du projet comporte 14.000 membres dans 170 sections. Compte tenu de la fréquente menace de famine, l'objectif principal consiste à assurer la sécurité alimentaire grâce à l'autosuffisance, notamment par la création d'entrepôts de grain. Les



Citronne homme au Cameroun.

## Cooperatives Survey

entrepôts coopératifs représentent déjà 3 pour cent de la production de grain de la région et l'on espère atteindre 7.5 pour cent en 1987. Le revenu par habitant d'un petit producteur type de la région est estimé aux environs de 60 à 90 dollars par an et ce revenu provient essentiellement de l'arachide;

- b) les bénéficiaires des projets du *Burkina* englobent 3.000 familles de petits producteurs récemment établis dans la vallée du fleuve Volta après l'éradication de l'onchocercose. Tous les colons proviennent des communautés de pauvres sans terre, menant une vie de subsistance. Dans le nord-ouest et au centre du pays, 3.600 familles, totalisant environ 25.000 personnes, vivant dans des zones sujettes à la sécheresse, reçoivent actuellement une assistance leur assurant la sécurité alimentaire grâce aux banques céréalières qui répondent déjà à 25 pour cent environ de leurs besoins;
- c) au *Niger*, un sous-projet analogue porte sur quelque 5.000 familles de la région de Maradi où le revenu annuel par habitant se situe aux environs de 80 dollars;
- d) au *Mali*, dans le « cercle » de Tombouctou, 40.000 personnes vivent aux portes du désert, dans une région particulièrement sujette à sécheresse, dont le degré pluviométrique atteint seulement 74 mm en 17 jours, la moyenne étant de 200 mm en 24 jours. En coopération étroite avec les « Iles de la paix », une organisation non gouvernementale, un périmètre irrigué a été établi et la production de riz a commencé. Environ 1.100 producteurs de riz participent à l'opération et leur production a atteint 1.500 tonnes de riz environ par an et par champ au cours des dernières années;
- e) en *Mauritanie*, 500 femmes ont terminé leur formation dans l'artisanat et autres activités génératrices de revenus, telles que la production de légumes. Chômeuses auparavant et provenant de familles à faible revenu, elles gagnent actuellement entre 10 à 30 dollars par mois. Les produits artisanaux sont vendus sur le marché local. Les légumes servent généralement à leur propre consommation.

Dans un projet analogue de soutien institutionnel aux activités bénéficiant de l'aide alimentaire en Amérique centrale, des sous-projets sont en cours de réalisation au niveau de la communauté au *Costa Rica*, au *Honduras*, au *Nicaragua* et au *Panama*. Le groupe cible visé est celui des producteurs ruraux, y compris quelquefois la communauté amérindienne qui mène une existence marginale au niveau de subsistance. Ce groupe vit généralement dans des zones éloignées, sur des terres mises par l'Etat à la disposition des communautés indigènes. Du fait que ses membres constituent la couche la plus déshéritée de la population, ils répondent aux critères du Programme alimentaire mondial et reçoivent une aide alimentaire. Les activités productrices types assistées par le projet sont l'élevage de porcs, de volailles, l'apiculture et les petites industries locales, telles que la fabrication des tuiles et des briques et autres activités artisanales. Toutes sont entreprises par de petits artisans. Les femmes sont majoritaires dans l'apiculture et les industries du miel et, d'une façon générale, les sous-projets profitent aux femmes aussi bien qu'aux hommes.

Le *Burundi* est un PMA dont 90 pour cent de la population se compose de familles de paysans à bas revenu. C'est

l'un des pays les plus démunis et les plus peuplés d'Afrique, d'où la nécessité d'assurer la sécurité alimentaire. Une politique de développement coopératif a été adoptée, avec priorité pour les groupes défavorisés des zones rurales. Il existe environ 200 coopératives dans 15 provinces.

Au *Yemen démocratique*, le projet de soutien à l'agriculture de l'OIT est lié à un prêt du FIDA. Ses bénéficiaires proviennent essentiellement des zones défavorisées des plateaux du pays. Les zones, identifiées et choisies conformément aux critères de priorités du FIDA après enquête, sont situées dans les parties les plus isolées et les plus difficiles du pays, dont la population compte parmi les communautés les plus pauvres. Le projet porte sur quelque 8.700 familles groupées en dix coopératives. Le revenu par habitant sur les plateaux est bien inférieur à la moyenne du pays de 120 à 190 dollars par an. La moyenne de l'exploitation est de une à deux acres par famille. Les habitants comptent sur la main-d'œuvre familiale et, jusqu'au début du projet, sur l'irrigation par inondation. Le projet englobe également trois coopératives composées d'environ 8.000 familles dans la zone du Delta, ici, la superficie des exploitations est plus importante (elle peut atteindre cinq acres) bien que seule une partie de cette superficie ait été mise en valeur en raison du manque d'eau et de la confiance passée dans l'irrigation par inondation. Les bénéficiaires de la région du Delta ont été inclus dans le projet afin d'assurer un ravitaillement régulier et suffisant en fruits et légumes d'Aden et d'autres centres urbains.

Le *Togo* est également un PMA frappé de disette. Le projet a mis l'accent sur les groupements précoopératifs de ruraux démunis, dont les femmes et les jeunes des zones confrontées à de graves problèmes économiques. Le projet profite directement à quelque 170 artisans ruraux et 2.500 petits producteurs agricoles. Si l'on tient compte des familles concernées, le nombre de personnes vivant dans ces zones s'élève à plus de 20.000 et le projet profite, à des titres divers, à une population totale d'un million de personnes. Les activités types en cours de réalisation englobent la production alimentaire, le tissage, la fabrication de savon, de nattes et la culture du coton. Elles sont entreprises dans le cadre de petites exploitations et d'industries familiales. Les femmes représentent la majeure partie des bénéficiaires.

En *Bolivie*, un projet de l'OIT se propose de promouvoir les activités génératrices de revenus parmi les membres des clubs de mères. Il s'agit généralement de mères abandonnées devenues chefs de leur famille, qu'on peut ranger dans la catégorie des démunis semi-urbains et ruraux. Elles ont bénéficié de l'aide alimentaire pour l'amélioration de la santé, de l'hygiène et des services médicaux. Elles ne disposent que de revenus très limités et n'ont que peu de possibilités de les améliorer. Le projet porte sur quelque 8.000 familles.

Au *Sénégal*, en coopération avec le Fonds d'équipement des Nations Unies, un projet de l'OIT sur la promotion des activités féminines vise les femmes des zones rurales qui ont été pratiquement exclues des programmes normaux de développement, dont les chefs de famille constituent généralement le groupe cible. Les femmes concernées sont défavorisées en termes de superficies de terres disponibles et de ressources matérielles, et elles sont soumises à la contrainte de durs travaux domestiques, tels que le dédicage des grains, le transport de l'eau et le ramassage du combustible. On estime à environ 400 le nombre de groupe-

merits coopératifs non structures établis, avec une population féminine atteignant 50.000. En 1984, le projet a profité à quelque 9.000 femmes dans 120 précoopératives dans les régions de Louga, de Fleuve et de la Casamance.

En *Egypte*, un projet participe à la création de coopératives de colons dans les Nouvelles Terres (New Lands). Dans les zones habitées par les fellahs, les groupes cibles sont des colons et leurs familles, choisis selon des critères sévères fixés par décret ministériel. L'un des critères particulièrement pertinents oblige le colon à résider sur son lopin de terre et à le cultiver lui-même, avec l'aide de sa famille, sans pouvoir le louer à d'autres. Lui-même et sa famille ne devraient pas posséder ou louer plus de trois feddans de terre ailleurs. Le choix s'effectue selon les priorités suivantes :

- anciens membres des forces armées et familles des tués et blessés;
- personnes dépossédées de leur terre à la suite de la répartition des terres pour cause d'utilité publique ou en raison des hostilités;
- travailleurs des sociétés de mise en valeur des terres et travailleurs agricoles;
- personnes venant des zones voisines ayant travaillé sur des terres mises en valeur et répondant aux critères de sélection;
- personnes venant des zones très peuplées telles que définies par le ministère de la Mise en valeur des terres, chômeurs urbains et jeunes ayant quitté l'école et se trouvant sans emploi. Il existe plus de 60.000 familles de fellahs dans les colonisations des Nouvelles Terres. Le projet devrait bénéficier à 5.000 d'entre elles.

Les Bédouins de la côte nord-ouest de l'*Egypte*, zone en grande partie désertique, figurent également parmi les bénéficiaires du projet. La population bédouine locale s'élève à plus de 140.000, dont 20.000 font partie de 24 coopératives. Le projet couvre environ 10 coopératives, avec 2.000 membres. Les Bédouins sont un peuple tribal dont le degré d'alphabétisation est faible (bien que la situation soit en train de s'améliorer grâce à une éducation plus active au profit des jeunes générations). Avant leur établissement, ils vivaient comme bergers nomades, et leurs déplacements étaient dictés par la disponibilité de l'eau, bien qu'ils se livrent occasionnellement à des cultures vivrières. Toutefois, ils dépendaient des pluies, qui sont très incertaines (moyenne de 100 à 150 mm par an). Le revenu annuel par habitant est d'environ 180 livres égyptiennes (260 dollars) comparé à la moyenne des autres zones de colonisation qui est de 250 livres égyptiennes (350 dollars) et du reste de l'*Egypte*, 280 livres égyptiennes (400 dollars).

En coopération avec le HCR, le projet récemment achevé au *Zaire* portait sur un groupe cible de 2.000 familles de réfugiés venant de la province angolaise de Cabinda. Pratiquement dénués de tout à leur arrivée et bénéficiant de l'assistance du HCR, un quart de ces réfugiés a reçu certaines prestations du projet par le truchement des 44 associations de type coopératif, y compris trois associations féminines et une association pour les personnes handicapées.

Aux *Bermudes*, le projet de l'OIT a fourni une série de services consultatifs à l'Union industrielle des Bermudes (Bermuda Industrial Union) afin de l'aider dans ses efforts de création d'un supermarché-coopérative de consommation pour ses membres. Ceux-ci proviennent d'un vaste échan-

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 1/1986 37

illon de travailleurs des couches moyennes et inférieures de la main-d'œuvre et englobent des travailleurs non qualifiés et des travailleurs intellectuels. En 1984, la coopérative de consommation avait déjà 932 membres, dont 65 pour cent d'hommes et 35 pour cent de femmes. La plupart des membres proviennent du bas de l'échelle des groupes aux revenus moyens.

#### **Evaluation sommaire**

De par sa nature même, cette catégorie de projets comporte un élément important d'assistance directe aux bénéficiaires finals visés qui sont des personnes démunies vivant dans des conditions difficiles dans les zones éloignées. Ils répondent aux critères et bénéficient d'une aide de la part des organes s'occupant de la lutte contre la pauvreté tels que le Programme alimentaire mondial, le Fonds international de développement agricole, le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et le Fonds d'équipement des Nations Unies. Les projets de coopération technique de l'OIT sont généralement liés à un projet d'assistance matérielle de l'un de ces organismes. Les femmes représentent la majorité des bénéficiaires, soit dans le cadre de projets spécialement conçus pour elles, soit, ce qui est plus important, du fait qu'elles appartiennent aux familles des membres de coopératives et font partie de la main-d'œuvre des coopératives.

#### **Conclusions d'ensemble**

Compte tenu des informations et de l'analyse ci-dessus, on peut conclure que les principaux bénéficiaires des projets de coopération technique de l'OIT dans le domaine des coopératives sont des hommes, des femmes et leurs familles, qui font partie des groupes les plus déshérités et les plus vulnérables des zones urbaines et rurales des pays en développement. La manière dont ils bénéficient de ces projets dépend de la nature de ceux-ci. Aux fins d'analyse, les projets ont été divisés en trois grandes catégories : la première catégorie se compose de projets axés sur les activités d'éducation et de formation et n'accorde pas toujours une attention directe aux bénéficiaires finals qui en tirent profit à une étape ultérieure par le biais des intermédiaires finals qui en tirent profit à une étape ultérieure par le biais des intermédiaires formés par les projets. La deuxième catégorie englobe les projets visant à renforcer le mouvement coopératif d'un pays dans son ensemble. Leur impact sur les bénéficiaires finals est à la fois indirect et direct. L'accent est mis sur l'instauration de conditions optimales au développement coopératif dans des domaines tels que la politique coopérative nationale, la législation coopérative, la planification à long et à moyen terme, et l'organisation et la gestion coopératives. Toutefois, il existe également d'importants éléments d'approches plus directes aux bénéficiaires finals par le truchement des activités de projets au niveau de la communauté. La troisième catégorie d'actions entreprises, les plus nombreuses au titre de ce programme, vise un impact direct sur les groupes considérés comme les plus démunis et les plus défavorisés. Les liens entre le projet et ses bénéficiaires sont par conséquent très directs.

(1) appui coopératif aux activités de développement assistées par le programme

# Le financement gouvernemental des programmes d'ONG

## Proposition de principes directeurs

*Le Conseil international des agences bénévoles (ICVA) a élaboré avec bonheur une « proposition de principes directeurs concernant l'acceptation des fonds gouvernementaux pour les programmes des ONG ». Nous publions volontiers ce document, riche de l'expérience des ONG membres de l'ICVA et témoin de la volonté d'indépendance des réseaux associatifs à l'égard des gouvernements.*

### Introduction

Les principes directeurs proposés ici ont été élaborés par le Conseil international des agences bénévoles (ICVA) sur la base de l'expérience des agences membres de l'ICVA. Ils ont pour but d'aider les ONG à mesurer les implications que peut comporter l'acceptation du financement gouvernemental de leurs programmes et ils sont accompagnés de propositions concernant des moyens d'éviter les dangers potentiels. Ils devraient par ailleurs contribuer à la mise au point de positions collectives des ONG à l'égard du financement gouvernemental, bien qu'il soit admis que les négociations proprement dites seront en général menées sur une base bilatérale.

Le présent document porte spécifiquement sur les crédits gouvernementaux, mais la plupart des principes énoncés sont également valables pour les subventions provenant des organisations intergouvernementales. Il convient par ailleurs de noter que les donateurs gouvernementaux sont nombreux dans le Sud, bien que la plus grande partie des crédits gouvernementaux provienne du Nord.

Le terme *ONG* est employé au sens le plus large, il vise les ONG internationales, les ONG donatrices, les ONG locales (ou autochtones) et les organisations communautaires.

### Contexte

Beaucoup d'ONG bénéficient pour leurs programmes de tel ou tel mode de financement gouvernemental. Ce soutien est apporté sous diverses formes : dons en espèces, remboursement des frais de transport, aide alimentaire, outillage et équipement, assistance technique.

Les gouvernements contribuent aux programmes des ONG pour diverses raisons. Certains veulent soutenir le secteur privé plutôt que le secteur public; d'autres sont frappés par la souplesse, l'efficacité des ONG et par leurs liens au niveau populaire avec les communautés les plus pauvres de la planète, les programmes des ONG reçoivent parfois un soutien gouvernemental dans des situations où, pour des motifs politiques, les gouvernements n'interviennent pas directement. Ces derniers se servent aussi des ONG comme sous-traitants pour leurs propres programmes (1).

D'une façon générale, les gouvernements conçoivent plus ou moins leurs programmes d'aide au développement comme étant au service de leurs intérêts en matière de politique étrangère. Cela peut être déclaré explicitement, comme l'a fait l'USAID : *L'AID. rattaché officiellement au gouvernement américain pour le soutien au développement économique des pays du tiers monde, est un instrument de notre politique étrangère dans son ensemble* (2). D'autres gouvernements, comme ceux des Pays-Bas et de la République

fédérale d'Allemagne, laissent aux ONG une latitude considérable quant au choix des programmes à financer au moyen de crédits gouvernementaux.

Les ONG ont signalé récemment une nette tendance à associer de plus près l'aide au développement aux intérêts de l'Etat en matière de politique étrangère et d'économie. Il en est découlé des modalités et un contrôle gouvernemental plus rigoureux en ce qui concerne les programmes de co-financement.

En même temps, les gouvernements semblent s'être montrés plus désireux, soit de contribuer aux programmes des ONG, soit de lancer des programmes dont ils confient l'exécution à des ONG. Les Etats donateurs laissent leurs ambassades jouer un rôle plus grand dans l'établissement de contacts avec les ONG locales, notamment en les autorisant à accorder des subventions pour des projets locaux. L'importance des crédits augmentant, les gouvernements peuvent vouloir exercer un contrôle sur les activités dont il s'agit.

Les attitudes des ONG à l'égard des crédits gouvernementaux sont extrêmement variables. Certaines ONG refusent la moindre subvention gouvernementale. Elles allèguent que toute acceptation amènerait inéluctablement une perte d'indépendance et des conséquences négatives pour l'organisation et ses programmes. D'autres estiment, au contraire, que les crédits gouvernementaux peuvent être profitables, s'ils sont utilisés à bon escient.

### Avantages du financement gouvernemental

On s'accorde largement à penser que les crédits gouvernementaux ont permis aux ONG de développer sensiblement leurs programmes en faveur des communautés pauvres et marginalisées. L'acceptation de subventions gouvernementales a par ailleurs resserré les liens entre les ONG et le gouvernement du pays. Ce qui a quelquefois donné à celles-ci des chances supplémentaires de participer au processus de planification et d'influer sur la politique gouvernementale. De plus, certaines ONG ont indiqué que les crédits gouvernementaux étaient plus faciles à obtenir et plus sûrs que les fonds qui seraient recueillis au moyen d'une collecte auprès du grand public.

### Le financement gouvernemental : ses implications

Sur la base de plusieurs années d'expérience, les ONG ont pu relever un certain nombre de désavantages pouvant résulter de l'acceptation de crédits gouvernementaux.



Ceux qui sont signalés ci-après concernent tout particulièrement les ONG dont les programmes bénéficient de subventions gouvernementales importantes, o La politique gouvernementale peut ne pas aller dans le sens des objectifs des ONG et/ou intérêts des bénéficiaires, ce que peut amener un conflit d'intérêts. La possibilité d'obtenir de fortes subventions gouvernementales pourra inciter des ONG ou les bénéficiaires de programmes à être impliqués dans des programmes incompatibles avec leurs objectifs et leurs aptitudes propres.

o Le simple volume des subventions gouvernementales et certaines restrictions liées à ces subventions (utilisables pour des pays déterminés, pour certains groupes sociaux, pour des formes particulières d'assistance, etc.) peuvent déséquilibrer les programmes des ONG. Ces restrictions peuvent être dues à des intérêts de politique étrangère, à des raisons économiques (par exemple, le dumping des excédents alimentaires), ou aux priorités de l'aide au développement (seuls étant visés, par exemple, les pays dont le PNB est inférieur à 500 dollars par personne). o Pour obtenir, ou conserver des crédits gouvernementaux, les ONG pourront modifier leurs priorités, leur style ou leurs habitudes de travail en fonction des exigences des gouvernements. Il pourra y avoir renonciation aux exigences réclamées en contrepartie, ou à la contribution personnelle de l'agence, ou bien diminution sensible de ces exigences et de cette contribution, si l'ONG souscrit aux priorités gouvernementales. Certaines ONG sont devenues plus ou moins des entrepreneurs pour le compte des gouvernements, notamment si elles n'ont pas d'autres programmes, ni d'autres sources de financement. o Les ONG pourront ne plus être disposées à critiquer le gouvernement publiquement, ou même implicitement dans le cadre de leurs programmes d'éducation pour le développement. Elles pourront *edulcorer* la défense des causes qu'elles soutiennent et/ou leurs campagnes en faveur des droits de l'homme.

o L'acceptation de subventions gouvernementales importantes crée souvent une tension pour l'ONG et les communautés locales. Cela peut être dû aux procédures de vérification des comptes, complexes et souvent disproportionnées, qu'exigé le gouvernement donateur, ou à la nécessité d'engager du personnel pour des projets temporaires. La suppression d'une subvention gouvernementale peut déterminer une crise grave, en matière de finances et de personnel, pour les bénéficiaires et pour les ONG. o Des retards dans les décisions de financement émanant des gouvernements peuvent entraîner l'effondrement d'un projet. Ceux-ci peuvent annuler les engagements à long terme si la situation politique du pays bénéficiaire change sensiblement.

G Le fait de tenir à des contacts gouvernementaux directs avec les bénéficiaires de programmes peut mettre la sécurité de ces bénéficiaires en danger et, par ailleurs, porter atteinte aux réseaux d'ONG.

o Les crédits gouvernementaux pouvant être relativement faciles à obtenir, il y a risque de voir les ONG négliger ou dévaloriser leurs sources traditionnelles de financement privé et leurs relations habituelles avec leurs adhérents.

### Principes de base

L'énumération des désavantages potentiels du financement gouvernemental n'implique pas une optique négative en ce qui concerne l'acceptation d'un tel financement. Certains des membres de l'ICVA tirent une partie importante de leurs revenus de dons gouvernementaux; certains n'acceptent, par principe, aucune subvention gouvernementale; et d'autres limitent les revenus de provenance

gouvernementale à un faible pourcentage (10 à 15 %) de l'ensemble de leurs revenus, ou refusent d'accepter des crédits pour leurs frais administratifs.

Les trois premiers des cinq principes énoncés ci-après définissent des lignes directrices internes relatives à l'acceptation par les ONG de crédits gouvernementaux, ainsi que des moyens d'éviter les dangers potentiels. Le quatrième et le cinquième constituent essentiellement des points à débattre avec les donateurs gouvernementaux.

- (1) L'intégrité, l'autonomie, la souplesse et l'efficacité de l'ONG et de la communauté locale doivent être préservées.
- (2) Des consultations avec les partenaires ONG et les bénéficiaires des programmes doivent précéder les demandes de crédits gouvernementaux.
- (3) Le dialogue entre les ONG doit être favorisé en vue de la mise au point par celles-ci de positions collectives à l'égard des crédits gouvernementaux.
- (4) Les vérifications des comptes et les évaluations doivent faire l'objet d'un commun accord.
- (5) Les subventions dont l'affectation est définie de façon vague, ou les subventions globales, sont les plus opportunes.

(1) L'intégrité, l'autonomie, la souplesse et l'efficacité de l'ONG et de la communauté locale doivent être préservées.

Le point capital, et plusieurs des écueils énumérés ci-dessus s'y rapportent, c'est l'aptitude de l'ONG à conserver son indépendance en dépit du volume des crédits gouvernementaux, et de certaines pressions et pratiques gouvernementales.

Les procédures internes ci-après pourraient précéder toute demande de crédits gouvernementaux.

1.1 *L'organe constitutionnel compétent de l'ONG doit approuver la demande avant qu'elle ne soit présentée au gouvernement. Cette décision, soumise à surveillance, et qui doit être réévaluée périodiquement, doit être fondée sur des situations spécifiques, compte tenu des différents facteurs examinés ci-dessous.*

1.2 *L'ONG pourra établir un règlement interne en vertu duquel les crédits de source non gouvernementale ne devront pas dépasser une certaine fraction de chaque budget de projet ou du budget de projet ou du budget annuel d'ensemble de l'ONG.*

1.3 *Des plans à long terme doivent être élaborés en vue d'assurer des crédits suffisants pour couvrir : (a) les parties du projet non prises en charge par le gouvernement; et (b) l'achèvement du projet, en cas de suppression du soutien gouvernemental.*

1.4 *L'ONG doit réaliser une évaluation concernant les incidences du financement gouvernemental sur l'organisation interne et le personnel de l'ONG ainsi que de la communauté bénéficiant des fonds, et des mesures doivent être élaborées pour permettre à l'ONG et à la communauté de faire face aux conséquences de l'acceptation des crédits gouvernementaux ainsi qu'à l'éventualité d'un retard ou d'une perte de crédits avant l'achèvement du projet.*

1.5 *L'ONG doit mettre au point des mesures propres à assurer*

*le maintien en équilibre de ses priorités pour le cas où la subvention gouvernementale ferait l'objet de restrictions liées à l'implantation géographique ou à des priorités sectorielles.*

(2) Des consultations avec les partenaires ONG et les bénéficiaires des programmes doivent précéder les demandes de crédits gouvernementaux.

Des bénéficiaires de programmes pourront, pour des raisons d'ordre politique ou pratique, voir un inconvénient à recevoir des fonds d'un gouvernement déterminé, et les ONG pourront subir une perte de crédibilité si elles achemi-

nent des fonds dans de telles conditions. Les exigences gouvernementales relatives à la vérification des comptes pourront peser trop lourdement sur les bénéficiaires et les liens avec les sources de financement gouvernementales pourront mettre en danger la sécurité générale des bénéficiaires locaux, notamment les organisations s'occupant des droits de l'homme. Toutefois, dans certaines situations, les bénéficiaires pourront ne pas souhaiter être consultés quant à l'origine des crédits.

2.1 Des discussions préalables concernant l'affectation proposée des crédits gouvernementaux doivent s'engager avec les partenaires ONG et les bénéficiaires de programmes potentiels.

2.2 Il convient d'effectuer une évaluation de la politique étrangère d'ensemble du gouvernement et des relations de celui-ci avec le pays concerné afin que l'ONG, le projet et les bénéficiaires ne puissent se trouver, dans ce contexte, en danger.

(3) Le dialogue entre les ONG doit être favorisé en vue de la mise au point par celles-ci de positions collectives à l'égard des crédits gouvernementaux.

Il est indispensable d'améliorer le dialogue entre les ONG au sujet des crédits gouvernementaux. Ce dialogue doit s'accompagner des éléments suivants : (a) échange d'informations; (b) surveillance permanente et réévaluation périodique des programmes gouvernementaux de co-financement existants; (c) mise au point de positions collectives à l'égard des crédits gouvernementaux; (d) encouragement du débat sur les questions en jeu, qui engloberont non seulement le financement, mais la défense des causes soutenues par les ONG et leur action au moyen de groupes de pression sur la politique gouvernementale et sur les problèmes de planification.

D'autres activités pourraient porter notamment sur des programmes de formation destinés à montrer au personnel des ONG l'usage à faire des subventions gouvernementales, ainsi que sur l'échange, entre ONG, de spécialistes de l'évaluation.

3.1 Le dialogue entre les ONG doit être favorisé en vue de la mise au point de positions collectives à l'égard des crédits gouvernementaux.

3.2 Il conviendra d'encourager les programmes de consortiums d'ONG qui ont recours à des crédits gouvernementaux.

(4) Les vérifications des comptes et les évaluations doivent faire l'objet d'un commun accord.

Les ONG comprennent parfaitement la nécessité de présenter des comptes clairs, correctement établis, à propos de tous les fonds utilisés. Dans le cadre du financement gouvernemental, elles ont un grand sujet de préoccupation : les exigences comptables, d'une complexité excessive et qui créent une perte de temps, exigences dont les ONG comme les bénéficiaires ont à pâtir.

Les gouvernements ne devraient pas tenir à voir appliquer dans toute leur rigueur les procédures comptables qui sont les leurs, étant donné que :

- o les ONG ne disposent pas des ressources administratives qui leur permettraient de les mettre en œuvre ;
- o les gouvernements se servent des ONG parce qu'elles sont efficaces, rapides, non bureaucratiques et proches des communautés de base; la plupart de ces qualités ne seraient d'aucune utilité si les ONG devaient élaborer des procédures bureaucratiques conformes au système vaste et détaillé de la comptabilité gouvernementale;
- o les sommes dont il s'agit sont en général très faibles par rapport aux autres programmes gouvernementaux d'assistance, de sorte que les procédures doivent être en rapport.

40 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 1/1986

Les gouvernements et les ONG ont souvent recours à des critères d'évaluation très différents. C'est ainsi que les ONG soulignent la nécessité de mesurer l'incidence sur la vie des bénéficiaires et/ou de la communauté locale, ce qu'indique l'expression *vérification de l'incidence sociale* employée quelquefois.

En outre, certains gouvernements exigent qu'il leur soit permis de procéder à une évaluation directe des projets sur le terrain, ce qui pourrait créer des difficultés politiques et administratives pour les réseaux internationaux et nationaux d'ONG ainsi que pour les bénéficiaires des projets.

4.1 Les gouvernements et les ONG doivent s'entendre préalablement quant aux obligations exactes en matière de comptabilité et d'évaluation, obligations qui doivent être conçues de manière à alléger le plus possible la charge administrative des responsables locaux des projets.

4.2 Quand cela est possible, les comptes vérifiés et les évaluations procédant des ONG elles-mêmes doivent être acceptés, et les ONG internationales doivent être encouragées à fixer, à l'intention de leurs membres nationaux, des normes de comptabilité et d'évaluation qui seraient recevables au niveau international.

4.3 Si cela n'est pas possible, et si des vérifications des comptes ou évaluations supplémentaires sont jugées nécessaires, elles doivent être réalisées par un vérificateur aux comptes/spécialiste de l'évaluation indépendant, accepté d'un commun accord, dont les frais seraient couverts par le gouvernement.

4.4 Si un gouvernement tient à réaliser lui-même la vérification des comptes/évaluation, et si l'ONG y a consenti, le gouvernement et l'ONG doivent établir d'un commun accord les mécanismes et les critères voulus.

4.5 Les gouvernements et les ONG doivent mettre au point conjointement, sur une base nationale, des procédures normalisées et rationalisées concernant les demandes, les rapports, la surveillance et l'évaluation.

(5) Les subventions dont l'affectation est définie de façon vague, ou les subventions globales, sont (es plus opportunes.

Les subventions globales sont ordinairement plus faciles à administrer tant par les donateurs que par les ONG qui les reçoivent et elles permettent une plus grande souplesse d'adaptation à l'évolution des besoins et des problèmes. Elles doivent être tout particulièrement encouragées en ce qui concerne les ONG qui ont manifestement obtenu de bons résultats en matière d'administration des programmes et de présentation des rapports (3).

5.1 Quand une ONG a donné la preuve de son efficacité, les gouvernements devraient envisager d'accorder à ses programmes des subventions dont l'affectation est définie de façon vague, ou des subventions globales, portant sur une durée de trois ans au moins.

### Conclusion

Les cinq principes énoncés visent essentiellement à assurer des lignes directrices permettant d'éviter les écueils que pourrait comporter l'acceptation de crédits gouvernementaux et, également, à améliorer le dialogue entre les gouvernements et les ONG en éliminant certains points préoccupants.

(1) La question de l'utilisation des ONG comme sous-traitants n'entre pas dans le cadre des ONG.

(2) Document de l'AIID (Private and Voluntary Organizations - Organisations privées et bénévoles), de septembre 1982, qui définit des principes d'action.

(3) Certaines ONG internationales reçoivent des subventions globales de plusieurs donateurs pour un programme déterminé. Dans ces cas-là, les ONG ne seraient pas

# ECHOS DE LA VIE ASSOCIATIVE

## NEWS ON ASSOCIATIVE AFFAIRS

### Telecommunications

Following the decision of the ITU Administrative Council to establish a Centre for Telecommunications Development within the framework of the Union in Geneva, the Advisory Board of the Centre held its first (constitutional) meeting at ITU Headquarters from 21 to 23 November 1985.

The Board elected as Chairman Mr. Jean-Claude DELORME, President and Chief Executive Officer of Teleglobe Canada, and as Vice-Chairman Mr. A. D. NTAGAZWA, Deputy Minister of Communications and Works, Tanzania. Also present, in the capacity of guest speaker, was Mr. John MALECELA, Chairman of the World Telecommunications Development Conference.

The Board, which will assure the overall direction of the Centre, comprises twenty-one members, including the ITU Secretary-General as Senior Vice-Chairman (ex officio), the remaining twenty members being personalities drawn from different regions and interests - resource providers and beneficiaries.

The idea of the establishment of a Centre for Telecommunications Development

was conceived by the Independent Commission for World wide Telecommunications Development and was endorsed by the World Telecommunications Development Conference held in Arusha, Tanzania, during May 1985.

### Aide de la BID aux coopératives

*\* L'appui donné par la Banque interaméricaine aux coopératives d'épargne et de*

*dit de l'Amérique latine n'a pas seulement aidé à accroître la productivité et à créer des emplois, mais a également renforcé les institutions démocratiques de la région ».*

Ainsi s'est exprimé le président du Conseil d'Administration de la Fédération latino-américaine des coopératives d'épargne et de crédit (COLAC), a un déjeuner qui a eu lieu à Washington, D.C., en octobre, pour célébrer le 25<sup>e</sup> anniversaire de la BID.

Grâce à la coopération de la BID, déclara Ediberto Esquivel Jr., des centaines de milliers d'hommes et de femmes latino-américains ont trouvé dans le mouvement coopératif d'épargne et de crédit, une formule démocratique pour progresser non seulement économiquement.

mais également sur le plan social et culturel.

Le premier prêt de la BID à COLAC date de 1976. Depuis lors, les ressources de la Banque ont financé 95 programmes de crédit exécutés par les fédérations nationales. Ces programmes ont abouti à plus de 24000 sous-prêts.

Selon M. Esquivel, les coopératives d'épargne et de crédit ont été particulièrement utiles pour canaliser des prêts aux personnes n'ayant pas accès au financement conventionnel.

Dans son discours, Antonio Ortiz Mena, Président de la BID, se préoccupa également des besoins des petits entrepreneurs.

.. Non seulement les coopératives d'épargne et de crédit expriment éloquentement les conceptions de participation et d'intérêt, mais elles assurent également des services

financiers à ceux qui, autrement, en seraient exclus », déclara-t-il.

Ont pris également la parole à la cérémonie : Joseph Cugini, président du World Council of Credit Unions. Pau E. Hébert, directeur du bureau de Washington, D.C. du World Council, et Angel V. Castro, directeur général de COLAC.

## Etudiants d'Europe

Un an après sa création, six mois après les premiers Etats Généraux des Etudiants de l'Europe, EGEE EUROPE a organisé les colloques Europe Etudiant. Ces colloques, qui bénéficient du soutien de la Commission des Communautés européennes, ont d'autre part été largement favorisés par la bienveillance de M.P. Sutherland, Commissaire européen chargé de l'Education, des Affaires sociales et de la Concurrence.

Pour la première fois, depuis que l'Europe existe, une manifestation de dimension géographique européenne a réuni mille étudiants de l'ensemble des 12 pays qui forment depuis deux mois la Communauté. Ces colloques se sont déroulés en effet simultanément à Bruxelles, Leiden, Londres, Milan, Munich, Nice, Paris et Strasbourg. Ils ont montré à tous qu'il était possible de vivre au même rythme, par un événement coordonné, malgré les distances et les langues.

EGEE voulait prouver de même que les différences de mentalités, si souvent invoquées comme excuses aux échecs communautaires, sont des idées vaines, et auxquelles les jeunes ne veulent plus s'arrêter. De telles « difficultés », bien au contraire, sont l'exemple de ce que EGEE veut être : une association qui sort l'euro-péanité du discours pour la porter enfin dans le domaine de l'action.

Le dynamisme et la vitalité d'EGEE, dont les colloques sont l'un des fruits, se sont aussi révélés par l'entrée dans les rangs d'EGEE de l'YUCE (Organisation pour la création des Etats-Unis d'Europe).

Ces colloques ont donc été l'occasion de balayer un champ de réflexion très large. L'unité des colloques a été concrètement marquée, outre par la simultanéité des colloques, par une même affiche diffusée dans toutes les villes organisatrices.

Enfin, dans la lignée de ces colloques, aura lieu dans chacune des huit villes, le 7 mars prochain, un grande soirée, reliée par transmission vidéo satellite en multiplex à l'occasion de laquelle EGEE prouvera, en utilisant les technologies les plus modernes, que l'Europe est une idée d'avenir. Dès maintenant, les différents nations d'Europe vivent et agissent en phase. Voilà l'idée qu'EGEE veut développer au-delà des thèmes d'études de ces colloques.

Contact : Franck Biancheri Egée Europe 36, avenue des Stataires - 1180 Bruxelles

## Spécificité ONG

Dans un numéro récent de « Enfants de partout », Cyril Ritchie citant J. Moerman, ancien secrétaire général du Bureau international catholique de l'enfance, rappelait la motivation du travail ONG :

« C'est pour les autres et non pour nous-mêmes que nous travaillons. Le monde ne

peut survivre avec des humains qui ne travaillent gué pour leur propre profit et leur propre intérêt... Dans beaucoup de cas nous

laissons ce que font aussi des organismes officiels, mais nous le faisons autrement, dans un esprit de désintéressement ainsi que dans la ligne d'une perspicacité créatrice qui devrait toujours être une de nos caractéristiques... Il faut avoir de la lucidité pour détecter les problèmes, le bon sens requis pour voir ce qui est faisable et ce qui ne l'est pas, la qualification pour faire de façon valable ce qu'il y a à faire. En d'autres mots, à côté du désintéressement, il faut de l'intelligence... Les problèmes qui nous interpellent sont exigeants, dérangeants et parfois déroutants. Il faut en être conscient quand on décide de s'y engager... »

## Universités

Réunie tous les cinq ans, la conférence générale de l'Association internationale des universités est toujours un événement non seulement pour le monde de l'enseignement supérieure mais pour tous les observateurs de l'évolution de la société. Cette 8<sup>e</sup> conférence tenue en août 1985 à Los Angeles avait pour thème général : les responsabilités internationales des universités, perspectives et problèmes pour la prochaine décennie. En outre, et pour la première fois à la conférence, des groupes de discussion furent instaurés autour de cinq sujets : les universités et la famille des Nations Unies; la langue à l'université, véhicule de la communication et clé de l'identité culturelle; les sciences humaines et leur avenir dans les universités; les universités, la formation continue et le recyclage; la participation aux organismes universitaires internationaux et régionaux.

L'introduction au compte rendu rappelle l'évolution spectaculaire du monde universitaire tel qu'il se reflète dans l'extension géographique des membres de l'Association et dans les thèmes débattus au sein de la conférence générale.

« En 1950, lorsque l'Association vit le jour, la communauté universitaire était encore relativement petite, et pour l'essentiel, concentrée dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord. On estimait alors que l'expansion ne devait être envisagée qu'avec la plus grande prudence et que la sagesse commandait de créer les nouvelles universités à l'image de celles qui avaient résisté à l'épreuve des siècles. Peu d'hommes étaient suffisamment clairvoyants pour prévoir la caducité du « splendide isolement » universitaire et les vastes transformations qui se préparaient pour la décennie suivante. Vingt-cinq ans plus tard, lorsque la

Conférence générale se réunit à l'Université de Moscou en 1975, le principe du libre accès à l'enseignement supérieur pour tous ceux qui sont capables d'en profiter était universellement accepté et l'Association elle-même s'était développée au point de compter près de sept cents membres dans cent onze pays - bien au-delà de l'objectif de

deux cents membres initialement envisagé par ses fondateurs - mais près des deux-tiers d'entre eux étaient encore situés dans les pays de l'Europe géographique ou de l'Amérique du Nord anglophone et francophone, et en Australie. Une décennie plus tard, à Los Angeles, la scène s'était de nouveau transformée. Le nombre des membres

s'acheminait vers les neuf cents dans cent vingt pays et la moitié environ d'entre eux se trouvaient dans des pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie dont, pour la première fois, la Chine représentée par un certain nombre d'universités nouvellement admises ».

## Personalia.

- Mr F. David Ward has been appointed Chief Executive of the Zinc Development Association and the Lead Development Association, to succeed Dr Derek Temple who is retiring. He will be taking up his appointment on 3 February 1986.
- A la suite de l'assemblée générale du 8 octobre 1985, M. Jean Maurice Damseaux (Belgique) a été élu président-trésorier de l'European Fertilizer Import Association.
- Mrs. Eileen Wade died on July 24, 1985 at the age of 93. She ranked among the great figures of early Scouting. Baden-Powell appointed her as his personal secretary at the start of World War I in 1914 and she remained so until his death in 1941. She ran the Scouts' International Bureau (now the World Scout Bureau) throughout World War II and then acted as secretary to the World Chief Guide, Lady Olave Baden-Powell, until 1975. She wrote extensively for and about Scouting, most notably « 27 Years with Baden-Powell » and « The World Chief Guide ».
- L'écrivain britannique Francis King a été élu président de la Fédération internationale des Pen Clubs au cours du 48<sup>e</sup> congrès de la Fédération tenu à New York du 14 au 17 janvier 1986.
- Depuis 25 ans M. Pieter Groenendijk assume la charge de secrétaire général de l'Union internationale des transports routiers, dont le siège est à Genève et qui groupe quelque 120 associations membres actifs et associés dans plus de 50 pays. C'est en 1955 que M. Groenendijk entre à l'IRU; il en devient secrétaire général en 1960-

## Cooperatives : dependence and independence

No other social idea has such broad practical and philosophical appeal as the cooperative. There are only a few countries in the world in which there is not a cooperative movement at some stage of development. It is difficult to discover another human activity which fulfills the needs of the people.

The international popularity of the cooperative movement has also brought a broad range of scientific or academic questioning or challenges in the attempt to preserve and protect the autonomy of each cooperative while also recognizing the great need of cooperatives to receive governmental support and favorable legislation, it is this paradox or seeming ambiguity which has created the great cooperative debate.

### Alliance or conflict

According to the International Cooperative Alliance (ICA), the principles of cooperation begin with « *membership of a cooperative society shall be voluntary...* » and states further that the cooperative must be available without « *artificial restriction* » without discrimination « *to all persons who can make use of its services and are willing to accept the responsibilities of membership* ». It is not difficult to see how the state and cooperatives might either form an alliance since they share similar goals, or they might discover conflicting pursuits in the maintenance of a cooperative's autonomy. The cooperative may judge as correct one means of serving the needs of its members, but the government may believe that such a course of action threatens the success of long-range for the larger society.

Governments, especially in Third World nations, recognize that to promote national development, the cooperative can be a most effective tool for mobilizing local indigenous resources.

It is this rush toward economic progress that is largely the cause of conflicts between the cooperative and the state.

Bootstrap economics - the people themselves must pull together to raise their own standards of living - is the only true escape from marginal subsistence.

### Origins

Cooperation was the thread of survival which descended from generation to generation of prehistoric and tribal communities. Cooperatives are one of the most basic means of community development.

England's Rochdale Pioneers set the standards for formal cooperatives when

1844. « *The objects and plans of this society*

*are to form arrangements for the pecuniary benefit and the improvement of the social and domestic condition of its members, by raising a sufficient amount of capital in shares...* » With these words, the essential cooperative, as we know it today, was born. The Pioneers of Rochdale presented the first opportunity for cooperatives to show a common front. Cooperative associations were to be considered advantageous, protective alliances.

### Support

Today, Third World nations increasingly recognize the capacity of cooperative ventures to accomplish many social and economic tasks. As a result, the State assists Societies in establishing « *colonies* » of cooperatives.

There seems to be little disagreement that this initial support of the national government is crucial to cooperative evolution in developing countries.

Financial aid is essential when a cooperative infrastructure - management, transportation, etc. - is first being built. National legislation is vital if cooperatives are going to exist within the legal framework of the State. Support of functions such as education, training and auditing is unquestionably fundamental to promotion and efficient maintenance of cooperatives.

The difficulty comes when the two institutions do not recognize the time when there must be separation and independence. Often the necessary hiatus comes prematurely, but more often than not, it does not come at all.

Jawaharlal Nehru was highly critical of the actions of his government's rural credit survey committee : « *There was a tendency on the part of the committee to distrust our people, to think that they were not competent enough to manage their own affairs: therefore, government officials had to come and help. Government money was necessary to get them going. And when government money comes, government officials follow close behind... If it is to be a State-sponsored movement, with government officials running it, it may do some good - if the officials are competent - but it does infinite harm to the people because they will then have few opportunities to learn about running projects for themselves, to develop a spirit of self-confidence and independence and even to*

*make mistakes if they want to make mistakes. I oppose any intervention of government in cooperatives except as an agency whose role is limited to providing funds.* »

### Responsibility

The Canadian «operator, Alex Laidlaw, believed that the essential responsibilities of public authorities towards cooperatives are:

1. The government has the clear duty to provide appropriate legislation so that cooperative organizations can operate properly and effectively.
2. Government has the responsibility for seeing that legislative measures in various fields of business and commerce do not operate to the disadvantage of cooperatives.
3. Government should provide certain services in such fields as information, statistics, supervision and research for the benefit of cooperatives.
4. Government has a duty to recognize the imbalance in society and the economic disparities as between various groups of people and help to correct them through encouragement and assistance to cooperatives.

In several countries, state aid has proved effective and fruitful, in other instances the state officials, instead of being guides and educators of the movement, have become actors, operators and masters of it and have supplanted the people instead of supplementing their effort. In such a situation, cooperatives have become passive and uninterested. They take state help for granted and consider the cooperative as a matter of the state. They come to regard the management of cooperatives by the state as a permanent system and become used to passivity.

The necessity of establishing national, regional or area associations of cooperatives should be emphasized. Many of the functions of government may be taken over by cooperative apex organizations, such as education and training, capital centralization, and planning. Legislative, fiscal supervision, and research may remain government's responsibility to assure efficient continuity and cooperative development.

*Extract from an article by Howard Allen (World Council of Credit Unions - WCCU).*

## Association Médicale pour la Prévention de la Guerre Nucléaire (A.M.P.G.N.)

« Nous devons adopter une manière de penser essentiellement nouvelle pour que l'humanité survive ». ALBERT EINSTEIN

### PREMIER SYMPOSIUM REGIONAL EUROPEEN DE L'I.P.P.N.W.

Bruxelles, les 9 et 10 novembre 1985

L'International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW), lauréat 1985 du Prix Nobel de la Paix, a tenu son premier symposium régional européen, en novembre de cette année, à Bruxelles. Il a réuni environ 380 participants dont 150 étrangers, pour la plupart des médecins. Une guerre nucléaire pourrait entraîner la destruction d'une bonne partie de l'humanité et de toutes les civilisations, qu'elles appartiennent à l'Est, à l'Ouest, au Nord ou au Sud : ce serait la « dernière épidémie ».

L'objectif unique de l'IPPNW est d'empêcher cette épidémie : la médecine a toujours préféré prévenir que guérir, surtout si, comme dans le cas présent, la guérison est impossible.

Quels sont les arguments qui permettent d'avoir une vue tellement noire de la situation ?

L'IPPNW a fait appel à une série de spécialistes, parfois non médecins, pour comprendre les causes de cette éventuelle apocalypse. A Bruxelles, des physiciens (Professeur F. Calogero-Rome, Professeur A. Meessen-UCL, Professeur M. de Wautelot-Un. Mons) et des polyméologues (Professeur Tromp - Groningen, Professeur M. Thee - Oslo) ont analysé comment les armes nouvelles accroissent le risque de guerre. D'une part, la rapidité des nouveaux missiles réduit à quelques minutes (10 à 20' ou même moins) le temps de réflexion des responsables. Dans le contexte de l'initiative de défense stratégique (guerre des étoiles), il serait même question de déléguer le traitement de ces informations à des ordinateurs ultra-performants (dont la mise au point prendra encore de nombreuses années) qui finiraient, dans ce cas, par prendre pratiquement la responsabilité du déclenchement des armes nucléaires. L'interception et la destruction en vol de milliers de missiles armés et de leurs parais être, de l'avis de la plupart des scientifi-

ques, un projet impossible à réaliser. Ce « parapluie » ou système de défense absolu aurait d'ailleurs un effet déstabilisateur en favorisant une première frappe de la part de ceux qui le posséderait car ils se croiraient à l'abri de toute riposte efficace.

D'autre part, la multiplicité des armes nucléaires, éloignées du commandement suprême, comme les sous-marins lance-fusées et les unités combattantes du théâtre des opérations dotées d'armes nucléaires tactiques, risquent, en cas de crise, d'échapper au contrôle de commandement suprême par suite de défauts dans le système de transmission des ordres ou par crainte de tomber aux mains de l'ennemi.

Des psychologues, comme le professeur J. Thompson (Londres), nous confirment qu'en temps de crise grave les informations arrivant au commandement peuvent être déformées ou contradictoires. L'affluence de celles-ci peut devenir telle que leur interprétation perde l'objectivité requise en de telles circonstances.

En temps de crise, l'état psychologique des responsables (souvent d'âge respectable) est tendu, inquiet, voire exalté, ce qui peut influencer tragiquement une décision qui concerne l'humanité entière. Un autre aspect psychologique des causes de guerres est ce que le journaliste américain Walter Lippman appelait le « stéréotype de l'ennemi ». Ce stéréotype résulte de toute une série d'influences sur la psychologie de la société qui a tendance, les médias aidant, à se représenter l'ennemi éventuel comme le mal personifié. Bien entendu, cet aspect de l'adversaire n'est pas créé de toutes pièces, mais, en cas de crise ou de tension, une image haïssable de l'ennemi peut se cristalliser rapidement et conduire à des attitudes agressives.

Les problèmes médicaux classiques

posés par la guerre nucléaire ont été exposés par le Professeur J. Rotblat (MD), physicien nucléaire aux USA pendant la guerre de 40, spécialisé depuis lors dans les problèmes de protection de l'homme contre les radiations et la guerre nucléaire. L'importance des incendies, donc du nombre de brûlures mortelles, est plus grand que prévu initialement, car l'onde thermique capable d'enflammer les matériaux dans la zone qui subit l'onde de choc (qui détruit les bâtiments et provoque des traumatismes classiques) serait généralement suivie par une tempête de feu qui s'étendrait bien au-delà. De toutes manières, les soins que l'on pourrait donner aux grands brûlés seraient dérisoires. Pour la seule Belgique, ils se compteraient en centaines de milliers alors qu'il n'existe, dans notre pays, que des installations spécialisées pour le traitement de 60 grands brûlés. Les effets des radiations sur l'homme sont encore imparfaitement connus dans les conditions précaires dans lesquelles se trouveraient les survivants des effets de souffle et de feu et compte tenu du fait qu'on connaît encore bien peu de choses sur la sensibilité aux radiations : cette sensibilité pourrait être accrue chez les enfants, les vieillards et certaines fractions de la population génétiquement moins résistantes que la moyenne. De plus, on connaît mal l'effet combiné des radiations et/ou des brûlures et/ou des traumatismes. Enfin, les conséquences à long terme (arriération mentale de certains enfants irradiés dans le sein de leur mère pendant les premiers mois de la grossesse, cancers classiques divers...) bien qu'ayant été étudiés chez les survivants d'Hiroshima et Nagasaki peuvent difficilement être extrapolées à une guerre nucléaire généralisée où le bombardement éventuel des centrales nucléaires (il y en a près de 250 en Europe) modifierait notamment la nature et/ou l'intensité des retombées radioactives.

L'hiver nucléaire dont nous parle le Pro-

fesseur A. Berger, astrophysicien à l'UCL n'a été prévu que depuis quelques années seulement (!) par des équipes d'astrophysiciens et de météorologistes américains et soviétiques : les fumées et poussières résultant des expositions nucléaires se disperseraient à haute altitude et empêcheraient l'ensoleillement de la terre, abaissant ainsi la température. Ces nuages opaques se répartiraient autour de la terre, au gré des courants atmosphériques. Le problème ici est de prévoir la masse de ces nuages qui ne dépend pas uniquement de l'intensité des explosions mais qui résulte, pour une bonne part, de la propagation imprévisible des incendies. Ceci aggrave évidemment les perspectives de survie de l'humanité puisque les non-belligérants seraient eux aussi affectés par l'absence ou la précarité des récoltes et par la désorganisation économique des régions du monde qui leur procuraient des ressources.

Bien que le traitement de toutes ces données soit extrêmement complexe et ait fait l'objet de certaines critiques, il semble bien que les modélisations simplifiées des premières estimations n'aient pas surestimé les effets sur le refroidissement possible de la terre causé par les poussières et fumées résultant des explosions nucléaires.

Dernier aspect important : que peuvent faire les médecins ?

S'informer et informer, telles sont les réponses du Professeur Susan Hollan (Budapest) et du Professeur U. Gotsstein (Frankfort). Ce dernier souligne le fait que les forces de l'OTAN, dont le Général Rodgers est le commandant suprême en Europe, devraient recourir, après quelques heures de combat, aux armes nucléaires... Des objectifs militaires, donc également des populations allemandes (et belges), pourraient rapidement devenir la cible de nos alliés car on connaît la densité exceptionnelle des populations de l'Europe.

Les U.S.A. et l'U.R.S.S. possèdent 50.000 ogives nucléaires totalisant plus de 16.000 millions de tonnes d'explosifs : soit 4 tonnes par habitant de la terre. N'est-ce pas là le signe d'un comportement psychopathologique des politiciens et des militaires qui prennent les décisions d'acquiescer une telle puissance de feu et de tous ceux qui laissent faire docilement.

Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est la réaction psychologique qui fait passer dans le subconscient de beaucoup d'entre nous cette menace permanente : une telle réaction de défense rappelle celle des malades qui craignent une affection cancéreuse et n'osent pas

consulter leur médecin par peur de la vérité.

Les conséquences actuelles de cette course insensée aux armements n'ont peut-être pas été suffisamment discutées au cours de ce symposium.

En 1985, on aura dépensé 800 milliards de dollars pour la course aux armements : \$ 25.000 par seconde ! Or toutes les deux secondes, un enfant meurt par manque d'eau potable ou de nourriture ou d'une maladie que l'on pourrait éviter. Il faut songer aussi à tout ce qui n'est pas dépensé pour le développement agricole et industriel et, chez nous, l'amélioration des conditions de l'enseignement, de la sécurité sociale, la lutte contre le chômage et la drogue et l'élimination du terrorisme.

La course aux armements est un non-sens : elle tient en otage toute la population du globe, la menaçant d'un cataclysme nucléaire dont personne ne veut. N'est-il pas grand temps, comme le soulignait S. Hollan, de rechercher les problèmes pour lesquels une coopération internationale est possible et nous venons de voir que ces problèmes médicaux et autres ne manquent pas.

L'IPPNW a renoncé une fois pour toutes à disperser ses efforts sur des problèmes qui pourraient diviser ses membres et empêcher toute efficacité. L'effort est concentré sur la course aux armements nucléaires et la manière de l'enrayer. A l'issue du symposium, une proposition d'arrêt des essais d'armes nucléaires, ce qui entraînerait automatiquement l'arrêt du développement d'armes nouvelles, et d'une vérification de part et d'autre, a été envoyée à MM. Reagan et Mitterand et à Madame Thatcher. M. Gorbatchev ayant, au mois d'août dernier, décidé l'arrêt unilatéral des essais nucléaires, il lui a été envoyé un message lui demandant de prolonger ce moratoire après le 31 décembre prochain. Si les Etats-Unis acceptaient également l'arrêt des essais, le moratoire sur l'arrêt des tests nucléaires pourrait se poursuivre indéfiniment ce qui amènerait la fin de la course aux armements nucléaires. Le problème du contrôle des explosion nucléaires clandestines est, d'après tous les seismologues, un problème résolu.

Depuis ce symposium a eu lieu, à Oslo, la cérémonie de remise du Prix Nobel de la Paix aux docteurs Bernard Lown et Eugueni Chazov, co-présidents de l'IPPNW. Le président du Comité Nobel norvégien, M. Egil Aarvik, a souligné, comme Alfred Nobel l'avait écrit dans son testament, l'importance de la fraternité entre les hommes face aux menaces des armes : l'arme nucléaire met toute la

population du monde dans le même bateau !

M. Aarvik a également souligné le caractère transnational de l'IPPNW qui envoie le même message dans toutes les parties du monde : coopération plutôt que confrontation. Mieux vaut essayer de se comprendre l'un l'autre plutôt que d'être divisés sur les problèmes qui attisent la défiance des peuples et des gens les uns vis-à-vis des autres, ce qui accroît le facteur d'insécurité. Sans compréhension ni concorde internationale, aucun désarmement n'est possible.

Ecarter définitivement un cataclysme nucléaire et sauver ceux que nous laissons mourir chaque jour par notre inconscience constitue la défense du droit le plus fondamental de chaque être humain : le droit à la vie.

Il n'est pas possible de passer sous silence le problème des droits de l'homme posé par le fait que l'un des deux fondateurs de l'IPPNW qui vient de recevoir le Prix Nobel de la Paix avec le Professeur Lown, de Boston, est le Professeur E. Chazov, de Moscou. Celui-ci est attaqué du fait qu'il a signé, en 1973, avec ses collègues de l'Académie des Sciences, un document défavorable à Andreï Sakharov, également Prix Nobel de la Paix. Il est évident que le droit à la liberté d'expression et de mouvement est également un droit de l'homme important et chacun des membres de l'IPPNW est encouragé, dans ce contexte, à militer, selon sa conscience, par exemple, dans Amnesty International. Mais il y a aussi le droit au travail de millions de chômeurs, le droit de mener une vie décente pour les noirs des ghettos d'Afrique du Sud ou les Indiens des favelas d'Amérique du Sud...

L'IPPNW se concentre sur le problème unique de la prévention de la guerre nucléaire et la présence du Dr Chazov fait directement résonner la voix de ses membres dans les oreilles des responsables politiques du Kremlin. Il serait particulièrement heureux que les membres américains, anglais et français de l'IPPNW aient la confiance de leurs dirigeants plutôt que d'être considérés avec méfiance. La lutte pour l'arrêt de la course aux armements n'en serait que plus aisée et, peut-être aurions-nous pu, tous ensemble, empêcher que meurent de faim, de soif ou de maladies, les quelque dix mille enfants disparus pendant le temps que j'ai mis pour écrire ce texte, décembre 1985  
Maurice Errera.  
Président de l'AMPGN  
Prof. Hon. ULB

**Santé**

Le Centre international pour le développement social et la santé communautaire (CIDESCO), association basée à Bordeaux, doit devenir organisme public français au début de 1986.

**International investments**

When the Governors of the World Bank met in Seoul, Korea, in October 1985 they agreed to launch a new initiative to promote international investments : the Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA). The Governors - finance ministers or central bank presidents from the World Bank's 149 member countries - approved a convention setting up MIGA. Immediately, Ecuador, the Republic of Korea and Turkey signed the convention and Senegal signed shortly thereafter.

MIGA will issue long-term guarantees against four categories of non-commercial risk: (a) the transfer risk resulting from host government restrictions on currency conversion and transfer; (b) the risk of loss resulting from legislative actions or administrative actions and omissions of the host government which have the effect of depriving the foreign investor of his ownership or control of, or substantial benefits from, his investment; (c) the repudiation of government contracts in cases where the investor has no access to a competent forum, faces unreasonable delays in a court of law or is unable to enforce a legal decision issued in his favour; and (d) the armed conflict and civil unrest risk. To be eligible, investments will have to be new and medium- or long-term, and must be judged by MIGA to be sound investments which contribute to the development of the host country.

In recognition of host governments' sovereign rights MIGA will not conclude any contract of guarantee before the host government has approved it.

Membership will be open to all members of the World Bank and to Switzerland. Every country wishing to join can do so without any effect on its position in the World Bank or any other organization. The Convention establishing MIGA will enter into force upon ratification by five capital exporting countries and fifteen capital-importing countries, as soon as total subscriptions of these countries amount to S 360 million, i.e. at least to one-third of MIGA's authorized capital of S 1,089.2 billion. Both groups of countries will receive equal voting power when all members of the World Bank become members of MIGA. During a transitional period - the three first years of MIGA's operation - the capital-importing countries and capital-exporting countries as groups will both be guaranteed a minimum of forty per cent of

the total voting power. During this period all decisions must be taken by a two-thirds majority, representing fifty-five per cent of the shares in the Agency's capital. This means theoretically that either group of countries can veto a decision. In practice, however, it can be expected that - as in the Board of Governors of the World Bank - important decisions will be taken by consensus. MIGA is going to be an entity that is legally and financially separate from the World Bank, like the IFC (International Finance Corporation) and the IDA (International Development Agency). Nonetheless it will co-operate with the World Bank, and the Bank's President will chair the Agency's Board of Directors. MIGA will also have a Council of Governors representing each of its member states.

**Islamic Common Market**

The Iranian President Syed AN Khamenei, in a press conference held January 1986 at Lahore, disclosed that Pakistan and Iran had reached a number of agreements to give a practical shape to the idea of an Islamic Common Market. He said that Turkey had also welcomed this idea and the three countries could together form the nucleus of the proposed market.

The World Muslim Congress had proposed the idea of the Islamic Common Market, inter-alia, not only on the pattern of the European Common Market but also advised them to also learn from the mistakes and the lessons of the EEC's example.

The World Muslim Congress had forwarded to the Islamic Conference of Foreign Ministers (ICFM) held in Karachi in December 1970, a printed booklet dealing on the need and on the various aspects of the Islamic Common Market. Then it was repeated at the Dakar session of the ICFM in 1977. It was again presented with a fresh study at the 14th session of the ICFM in Dhaka in 1983.

In February last year, the Secretary-General of the Organization of the Islamic Conference, Mr. Syed Sharifuddin Pirzada, had also urged the Governors of the Central Banks of the Islamic States in Dhaka to seriously study the creation of an Islamic Common Market to help improve the poorer countries.

**Paix**

**A l'occasion de l'année internationale de la paix, proclamée par les Nations Unies pour 1986, la Christian Peace Conference (CPC) lance le projet de création d'un conseil œcuménique de la paix (Ecumenical Council on Peace) regroupant**

toute la chrétienté. A vrai dire ce projet lancé par Dietrich Bonhoeffer se trouvait déjà, il y a 31 ans, à l'origine de la CPC. Celle-ci souhaite que dans cette perspective particulière de l'année 1986 soient prises des mesures concrètes tant au niveau confessionnel qu'au niveau des communautés nationales.

**Human Survival**

Last October, the Global Spiritual and Parliamentary Leaders Forum on Human Survival at Core Group meeting was held in New York, on the occasion of the 40th Anniversary of the UN. The Core Group meeting was attended by selected leaders in field of religion and parliamentary affairs.

The Core Group meeting resolved to form « The Global, Spiritual and Parliamentary Leaders Forum on Human Survival ». The first meeting of its Steering Committee was held in New York, under the joint chairmanships of Rev. James Parks Morton, President of The Temple of Understanding, and Hon'ble Sat Paul Mittal, M.P. of India, and Secretary-General of the Council of Global Committee of Parliamentarians. Mr. Akio Matsumura of Japan was appointed the Executive Co-ordinator of the Forum.

It was decided to have a very unique Conference on the above subject in late 1987, so as to work for peace, establish harmony and support the aims and purposes of the United Nations utilising the resources and efforts of the spiritual and parliamentary leaders of the world. Furthermore, this Global Forum will be registered as a Foundation in New York. The meeting of the Steering Committee will be held in April 1986 in New York.

**Islamic Science Foundation**

The Islamic countries have decided to set up a foundation for promoting science and technology in the Muslim world.

The foundation would be sponsored by the Organisation of Islamic Conference with an initial investment of 1000 million dollars, according to Pakistan's Nobel laureate scientists Dr. Abdus Salam.

Planned to be a non-political organisation, the foundation will be run by eminent men of science and technology from the Muslim World.

**Regionalization**

One of the most significant results of the African Hotel and Restaurant Conven-



tion held in Abidjan (Ivory Coast) from 9 to 14 December 1985 is the creation of the IHA Regional Organization of Africa (ORAIHA), similar to the IHA Regional Organization of South Asia (IHASA) created in Kathmandu in December 1984.

Following the meeting of the representatives of those African National Hotel Associations present at Abidjan, an opportunity to create a flexible regional structure of the IHA for Africa emerged as a means for preparing a joint action plan for the defense of hotel profession and tourism interests in Africa, and for promoting the creation of National Hotel Associations. The ORAIHA headquarters is based for a one year period in Abidjan, subject to approval from the Ivory Coast government. Ali Sakho, President of the Federation des Hoteliers, Restaurateurs, Débitants de Boissons et Cabaretiers de Côte d'Ivoire, has been elected President.

#### African Books

For many years the need for more effective promotion and dissemination of African published material in Africa, Europe and North America has been acutely felt. After consultation with a number of African publishers on the desirability of forming an organization for this purpose, the Africa Centre and The African Book Publishing Record convened a Working Group of African publishers which met in London from 14-16 October 1985, immediately preceding the 2nd « Bookweek Africa ».

The objective of the meeting was to explore how African publishers might collectively promote and sell their books outside Africa - especially in Europe and North America - by pooling their resources and know-how, by producing joint catalogues, and by centralizing billing and shipping. After examining the problems and discussing possible solutions, the Working Group reached the following decisions : An organization, to be called African Books.

Collective should be set up in the UK not later than January 1987, with the aim of promoting and disseminating African-published material in Europe and North America. The organization shall not be profit-making on its own behalf. It will, however, strive to increase sales overseas for the participating publishing houses, thereby increasing substantially their export earnings on more favourable terms. At the same time this will ensure that publications from African presses become more readily available.

The organization will be governed by a Management Board, which shall be constituted on a broad regional basis. The Management Board will be responsible for all policy matters including finance and staffing. It will appoint a Manager, responsible to the Board.

(For more information : Mr Hans Zeli, Editor of the African Book Publishing Record, Po Box 56, 14 5r Giles, Oxford OX1 3EL, UK.)

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 1/1986 47

#### Information science

The University of Ibadan in Nigeria has announced the establishment of an African Regional Centre for Information Science (ARCIS). The centre will have links with other relevant disciplines within the university (e.g. computer science, economics, library studies and statistics) and its programmes will be composed of three components : seminars and workshops; higher degrees; and research.

The centre is supported by the International Development Research Centre <IDRC> of Canada, UNESCO and the Association of Commonwealth Universities Secretariat in London.

(More information from : Dr. W. Olabode Aiyepoku, ARCIS Project Coordinator, Department of Library Studies, University of Ibadan, Nigeria.)

#### Conseil d'entreprise

Prenant en compte le caractère supranational des activités de la branche Thomson Grand Public avec des unités de production en France, Rép. Fed. d'Allemagne, Italie et Espagne, la Société Thomson Grand Public (T.G.P.) et la Fédération européenne des métallurgistes (F.E.M.) ont signé, le 7 octobre 1985 à JOUY-EN-JOSAS (près de Paris), deux protocoles d'accord instituant, d'une part, un Comité de Liaison T.G.P. - F.E.M. et, d'autre part, une Commission de Branche Européenne T.G.P., créant ainsi le premier Conseil d'entreprise européen.

Ces instances instituées, à titre expérimental, pour une durée de deux ans, doivent permettre une information des syndicats et des représentants du personnel de la branche Thomson Grand Public à un niveau européen sur la situation économique, industrielle et commerciale. Le Comité de liaison T.G.P. - F.E.M. se réunira deux fois par année et sera composé de 15 représentants d'organisations affiliées ou associées à la F.E.M. des quatre pays.

La Commission de branche européenne T.G.P. se réunira une fois par année et sera composée de 26 représentants du personnel, élus dans les comités ou conseils d'entreprise de la branche T.G.P. en France, Rép. Fed. d'Allemagne, Italie et Espagne.

Ces deux instances seront informées, préalablement à leur mise en œuvre, des grandes modifications structurelles, industrielles et commerciales, comme elles seront informées des mesures prises ou envisagées pour adapter l'organisation et les effectifs aux évolutions technologiques. La Société T.G.P. prendra en charge les frais de voyage et de séjour des membres de la Commission de branche européenne.

Lors de la signature des deux protocoles d'accord, Hubert Thierron, secrétaire général de la F.E.M., a apprécié la volonté du groupe T.G.P. de tenter une expérience de dialogue social au niveau européen avec les syndicats et les représentants du

personnel. La délégation de la F.E.M. a souligné l'importance du précédent qui vient d'être créé, tout en souhaitant que l'expérience réussisse et que l'exemple fasse école.

#### Agriculture

En septembre 1985 à Lomé, Togo, était inauguré le centre de formation de la Fondation panafricaine pour le développement économique, social et culturel. A cette occasion une assemblée générale de l'antenne professionnelle africaine de la Confédération mondiale des travailleurs s'est tenue et a décidé de préparer la création d'une fédération panafricaine de l'agriculture et de l'alimentation.

#### Secrat Foundation

The two-day International Secrat Conference concluded at Islamabad on Nov. 27, 1985 with a call for establishment of international Secrat Secretariat and Foundation for research and propagation of the teachings of Holy Prophet.

The International Foundation, with an initial fund of one million US dollars, may be set up immediately. The conference also recommended through another resolution that steps be taken to set up, as expeditiously as possible, an international Secrat Secretariat in a Muslim country in order to project the life and teachings of the Holy Prophet in the whole world and co-ordinate research in a propagation of Secrat.

The resolution said that the Secretariat would not only help co-ordinate efforts at individual, national and international levels for projection of the Secrat besides providing a permanent forum for this purpose through encouraging research, publications and holding of symposia and conferences.

#### Islamic Thought

An International Institute of Islamic Thought has been set up in Washington, to conduct comprehensive research on various subjects of Islamic economics, Islamic sociology and other issues relating to Islamic systems.

Dr Mohammed Saced Gilani, Director of this Institute announced that all sorts of facilities would be extended to the Muslim scholars from the world over for research work by the Institute.

Similarly an international organisation of Muslim Scientists has been formed to promote research on different subjects and topics in the light of Islamic principles. This organisation will work under the Islamic International Federation of Students which has its headquarters in Kuwait.

## Miscellaneous

The Southern Africa Development Co-ordination Conference (SADCC) Book Publishers Association has been established. The organization aims to promote the book trade between SADCC countries, and to undertake joint overseas promotion. Membership is open to publishing houses in the nine SADCC member countries which are 100% locally-owned. The Chairman of the Association, and General Manager of the Tanzania Publishing House, Walter Egoya, said at the launching: "We want to get together and support each other as individual companies. We are trying to break away from the Western book culture and bring out books that are authentically African". Eight member countries, so far, have members in the organization.

(For further information contact: David Martin, Zimbabwe Publishing House, PO Box BW-350, Borrowdale, Harare, Zimbabwe).

## Islamic Trade Centre in UAE

A permanent Islamic Trade Centre may be set up in the United Arab Emirates by the 44-member of the Organisation of Islamic Conference.

A UAE proposal to site the centre in Dubai was adopted unanimously at a Conference Sub-Committee meeting in Istanbul, Turkey, recently, according to Hamad bu Shibab, Deputy Chairman of the UAE Federation of Chambers of Commerce and Industry.

## Vers la création d'un Institut International de la construction en terre

Le 23 novembre dernier, le nouveau quartier d'habitat social édifié en terre crue a été inauguré dans la ville nouvelle de l'île d'Abeau, près de Lyon (France). Les origines de ce projet remontent en 1970, à la création du groupe CRATERre (centre de recherche et d'application de la construction en terre), constitué d'archi-

tectes et d'urbanistes de différents pays

qui s'étaient fixé pour objectif de promouvoir et de moderniser les techniques de construction en terre crue, adaptés aux spécificités de l'Europe et du tiers monde. Depuis 1980, sous l'impulsion d'institutions publiques, ont pris corps en France des recherches scientifiques et techniques. En 1981, le Centre de création industrielle (CCI) présentait au Centre Georges Pompidou, une grande exposition, conçue pour une itinérance mondiale de cinq années: « Des architectures de terre ou l'avenir des traditions millénaires ». Jean Dethier est l'architecte et l'auteur de cette exposition qui a été présentée dans une cinquantaine de pays.

C'est cette même année qu'est montée l'opération pilote de l'île d'Abeau (65 logements de 2 à 5 niveaux) considérée comme la première étape d'une vaste stratégie de ravalorisation de l'architecture de terre, et conçue comme une incitation à l'égard d'autres régions françaises et d'autres pays du monde, à reconquérir et à moderniser leur tradition de l'architecture de terre.

Enfin, en 1985, s'est constituée une Association pour la promotion de l'Institut international de la construction en terre qui devrait s'implanter lui aussi à l'île d'Abeau. L'ambition de cet Institut, dont la création était d'ailleurs recommandée par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, lors d'un colloque sur les technologies de la construction en terre (Bruxelles 10-12 décembre 1981) est d'être un laboratoire vivant d'un dialogue Nord-Sud. Ses objectifs prioritaires sont: le renseignement, les expérimentations et les applications pratiques, l'information et la médiatisation.

Ce projet est actuellement à l'étude. Jean Dethier en assurera le pilotage jusqu'à sa création prévue en 1987, Année internationale des sans-abris.

Nils Carlsson, secrétaire général de l'UIA, a rencontré dernièrement Jean Dethier. Ensemble, ils ont envisagé les possibilités d'échanges et de collaboration entre l'Association pour la promotion de l'Institut et l'UIA.

Informations:  
Association pour la promotion de l'Institut

internationale de l'architecture en terre  
27, rue Quincampoix, 75004 PARIS  
(FRANCE) - Tél. 212 726.

## Coopération inter-ONG

Récemment, un accord a été conclu entre le Secrétariat de liaison de la Commission internationale catholique pour les migrations (CICM) pour l'Amérique latine et la Conférence épiscopale latino-américaine (CELAM - Consejo Episcopal Latinoamericano) en vue d'une coordination des activités en faveur des réfugiés et des migrants.

Cet accord, qui couronne une période de coopération croissante entre ces deux organismes dans toute la région, prévoit la création d'un programme commun d'activités qui seront menées à bien par la CICM, en étroite consultation avec le Secrétariat général de la CELAM.

Cette nouvelle association marque un progrès considérable étant donné, d'une part, l'étendue des problèmes de migration qui touchent l'Amérique latine dans son ensemble, et, d'autre part, le rôle prépondérant que l'Eglise joue dans ces régions à travers l'aide qu'elle apporte aux travailleurs immigrés, aux réfugiés et aux personnes déplacées. Ainsi, lors d'une récente conférence organisée par la CICM sur le thème de l'aide catholique en Amérique centrale, des délégués ont invité la CICM et la CELAM à travailler ensemble pour obtenir la reconnaissance officielle des droits des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

## Jota 85

Scouting's greatest electronic gathering, the 18th Jamboree-on-the-Air, took place over the weekend of 19-20 Octobre 1985. Scouts and Guides were at thousands of short wave amateur radio stations to broadcast and listen for the famous « CQ Jamboree » call sign that would link them with another Scout group somewhere in the world.

## In the footsteps of Columbus

AFTER alternating between agling and pulling faces at each other in recent years, Western Europe and the countries of Latin America are finally starting to talk to each other. That, anyway, is the hope of those involved in the establishment this year of IRELA, the Institute for European-Latin American Relations.

The idea of setting up an independent forum in which European and Latin Americans could meet on equal terms to work out ways of tackling common problems was mooted at the end of 1982 by a group of scholars, officials and journalists.

They argued that Latin America had well-established links with the US through the Washington-based Organisation of American States and the European Community had relations with its former colonies through the Lome Convention, but that Latin America and Western Europe had no such permanent forum.

An organising committee was formed and mobilised support among Latin American and European governments, in the European Commission and in the European and Latin American parliaments. Last year the European Parliament in Strasbourg approved the first grant to IRELA, allowing it to start a programme of meetings, research and the gathering and dissemination of information. Its budget next year with money beginning to come in from Latin America as well, could exceed Ecu 1m (\$870,000).

IRELA has found temporary accommodation in Madrid on the eve of Spain's accession to the Community and has received a warm welcome from many Spanish politicians, keen on making their country the new axis of European-Latin American relations.

In Latin America itself, the Governments of Argentina, Peru, Brazil, Venezuela and Costa Rica have expressed interest in setting up its Latin American headquarters in their countries.

The work of getting off the ground has fallen principally to Dr Wolf Grabendorff, a former correspondent for German television in Buenos Aires who went on to work for a federal German Government think tank near Munich.

He has had to overcome suspicions that IRELA would be too right wing or too left wing, doubts about the Community's willingness to support the new venture and concern among Latin Americans that the Institute was merely a public relations exercise for the Community.

As IRELA'S full-time director, he works with the original organising committee among whose members are Mr Allan

Wagner, the Peruvian Foreign Minister and Mr Alain Rouquié, the French ambassador in San Salvador. Advising the Institute is an influential international committee whose membership ranges from novelists Graham Greene and the Mexican Carlos Fuentes to Adolfo Suárez, the former Spanish premier.

In the course of last year IRELA helped to organise *inter alia* three conferences on Central America in Brussels, Mexico and Costa Rica, the first inaugurated by Mr Claude Cheysson, the European Commissioner, and former French Foreign Minister.

This year's programme includes a conference on Latin American debt in Lima, staged with the help of the Peruvian Government and the Council of Europe, a gathering on economic co-operation in Montevideo sponsored with the Uruguayan Government and the UN Economic Commission for Latin American and the Caribbean, and a seminar on the Falklands issue to be held in Milan.

The new Institute's work will not be wholly political. Industrialists and bankers in both regions have shown interest, and IRELA hopes to sponsor some gatherings on themes such as the transfer of technology between the two regions. Cultural matters will also be pursued.

There is certainly no lack of work for IRELA to tackle. With the signature last month of a pact between the Community and Central America and the continuing overhang of Latin America's international debt, relations between the two regions will deserve a great deal more study and interpretation.

Some governments are already laying plans for the 500th anniversary of Columbus's voyage of 1492, the first recorded episode in Europe's relations with the New World. IRELA expects to be involved in that commemoration.

Hugh O Shaughnessy, founder member of IRELA (*Financial Times*).

**En 1885 on y goûta l'eau...**

Harrogate connut son apogée comme station thermale élégante de l'époque victorienne après trois siècles d'expansion à l'air de la découverte des eaux merveilleuses de la ville. Elle reçut des visiteurs du monde entier, attirés par ses eaux et les possibilités de détente offertes. Parcs, jardins, salons de thé et larges avenues bordées d'arbres témoignaient du style et de la grandeur d'une époque.

**...Et maintenant vous pouvez y goûter du vin**

De nos jours, Harrogate n'a rien perdu de sa popularité. Mais les visiteurs d'aujourd'hui sont attirés par la haute technologie du centre de conférences international construit tout spécialement, par les intéressantes boutiques, par les hôtels de première classe - et, bien sûr, par une sélection de restaurants qui vous fait venir l'eau à la bouche.

Les délégués peuvent se déplacer en voiture, en train ou par avion - Harrogate est parfaitement accessible.

A leur arrivée, ils trouveront tout ce qu'il leur faut pour une conférence ou une exposition réussie. Un auditorium climatisé de 2000 places. Des salles d'exposition s'étendant sur 11.000 m<sup>2</sup>. Le splendide Royal Hall (1300 places). Et l'utilité des salles d'assemblée (pour les séminaires de 40-700 personnes).

**Harrogate aujourd'hui tellement plus à dire.**



Pour avoir une idée de ce qui permet la réussite d'une conférence, demandez brochure et renseignements à Tony Miles, Director of Resort Services Dept A1C, Harrogate International Centre, North Yorkshire HG1 3LA. Téléphone (4423) 68051. Télex: 57885.

## Geographical distribution of international meetings by continent, country and city - 1984

### Répartition géographique des réunions internationales par continent, pays et ville - 1984

#### Introduction

For the past 36 years, the Union of International Associations has undertaken, for the benefit of its members, statistical studies on the international meetings that took place worldwide in the preceding year.

The statistics are based on information collected by the UAI Congress Department and selected according to very strict criteria maintained for the last years, this enabling meaningful comparison.

Meetings taken into consideration include those organized and/or sponsored by the international organizations which appear in the "Yearbook of International Organizations" and in the "Annual International Congress Calendar", i.e.: the sittings of their principal organs, congresses, conventions, symposia, regional sessions grouping several countries, as well as some national meetings with international participation organized by national branches of international associations.

Are excluded from the UAI figures: purely national meetings as well as those of an essential religious, didactic, political, commercial, sportive nature such as religious gatherings, courses, party conferences, fairs, sales meeting, contests etc... are also excluded: meetings strictly limited in participation such as committees, group of experts etc... most of those being held at an intergovernmental level and taking place mainly at the headquarters of the large IGO's in New York, Geneva, Rome, Brussels, Vienna...

This is a typical situation made following the researches compiled by the UAI Congress Department and using the current available information from international organizations.

#### Introduction

Depuis 36 ans, l'UAI a établi à l'intention de ses membres, un relevé statistique des réunions internationales tenues durant l'année écoulée.

Les présentes statistiques reflètent la courbe ascendante du nombre total des réunions internationales et sont basées sur des données recueillies par le Département Congrès de l'UAI et retenues selon les critères spécifiques décrits ci-dessous.

Sont prises en considération, les réunions organisées et/ou patronnées par les associations internationales reprises dans l'« Annuaire des Organisations Internationales » et dans le « Annual International Congress Calendar », c'est-à-dire : les assises de leurs principaux organes, congrès, sessions régionales (groupant plusieurs pays), symposia, colloques, etc... ainsi que certaines réunions nationales à très large participation internationale organisées par les branches nationales des OING.

Sont exclues des statistiques : les réunions nationales, cérémonies/manifestations à caractère essentiellement religieux, didactiques (cours), politiques, commercial (foires, salons), sportif (compétitions, tournois...) ainsi que les réunions très limitées dans la participation ou spécifiques : sessions régulières de comités, groupes d'experts etc... particulièrement nombreuses au niveau intergouvernemental; ces réunions se tiennent généralement au siège même des grandes OIG à New York, Genève, Bruxelles, Rome, Vienne...

Il s'agit d'une situation typique établie sur base des recherches compilées par le Département Congrès de l'UAI.

AFRICA					
Algeria	6	(1)	Senegal	11	
Cameroon	7		Sierra Leone	3	
Egypt	17	(1)	South Africa	14	(5)
Ethiopia	17		Sudan	5	(1)
Gabon	9	(1)	Tanzania	13	
Gambia	4		Togo	8	
Ivory Coast	11		Tunisia	19	
Kenya	21	(2)	Zambia	7	
Malawi	4		Zimbabwe	16	
Morocco	8	(1)	Others	24	
Nigeria	11				
Niger	2	(2)	237 (14)		

AMERICA			
ARGENTINA			36 (13)
Buenos Aires	32	(13)	
Others	4		
BAHAMAS			2 (1)
BARBADOS			5
BRAZIL			43 (9)
Rio de Janeiro	23	(6)	
Others	20	(3)	
CANADA			152 (31)
Montreal	37	(5)	
Ottawa	19	(4)	
Toronto	28	(10)	
Vancouver	29	(8)	
Others	39	(4)	
CHILE			6
COLOMBIA			12
COSTA RICA			5
CUBA			7
DOMINICAN REP			10
ECUADOR			7
JAMAICA			6
MEXICO			47 (5)
Mexico City	23	(1)	
Others	24	(4)	
NICARAGUA			32
PANAMA			9 (3)
PARAGUAY			2
PERU			16 (2)
PUERTO RICO			7
URUGUAY			7
USA	639	(191)	
Atlanta	16	(9)	
Boston	16	(7)	
Chicago	17	(6)	
Honolulu	13	(3)	
Houston	10	(4)	
Los Angeles	32	(5)	
Miami	12	(4)	
New Orleans	15	(9)	
New York	84	(5)	
Philadelphia	17	(1)	
San Diego	19	(8)	
San Francisco	29	(5)	
Washington	53	(14)	
Others	306	(111)	
VENEZUELA			19 (6)
Caracas	16	(6)	
Others	3		
OTHERS			7
1047			(261)

ASIA			
BANGLADESH		7	
CHINA		11	(4)
HONG KONG		45	(18)
INDIA		53	(6)
New Dehli	27	(1)	
Others	26	(4)	
INDONESIA		12	(2)
IRAQ		7	
ISRAEL		80	(40)
Jerusalem	33	(15)	
Tel Aviv	34	(18)	
Others	13	(17)	
JAPAN		85	(19)
Kyoto	11	(6)	
Tokyo	54	(10)	
Others	20	(3)	
KOREA SOUTH		53	(25)
Seoul	47	(19)	
Others	6	(6)	
KUWAIT		2	
MALAYSIA		17	(4)
Kuala Lumpur	11	(4)	
Others	6		
PAKISTAN		6	(1)
PHILIPPINES		65	(21)
Manila	50	(18)	
Others	6	(3)	
SINGAPORE		68	(33)
SRI LANKA		8	
THAILAND		47	(1)
Bangkok	36		
Others	11	(1)	
OTHERS		32	
		59	(74)
		8	

AUSTRALASIA			
AUSTRALIA		91	(36)
Melbourne	16	(4)	
Perth	12	(7)	
Sydney	19	(6)	
Others	44	(19)	
FUJ		2	
NEW CALEDONIA		7	
NEW ZEALAND		10	(2)
OTHERS		6	
		16	(38)

EUROPE			
AUSTRIA		241	(99)
Salzburg	25	(14)	
Vienna	146	(64)	
Others	70	(21)	
LUXEMBOURG		35	(7)
MALTA		2	
BELGIUM		308	(67)
Antwerp	10		
Brussels	201	(40)	
Liege	29	(15)	
Others	68	(12)	
NETHERLANDS		206	(71)
Amsterdam	64	(21)	
Rotterdam	14	(6)	
The Hague	39	(19)	
Others	89	(25)	
BULGARIA		17	(2)
CYPRUS		14	
CZECHOSLOVAKIA		96	(57)
NORWAY		32	(1)
Oslo		47	(1)
Others		15	
POLAND		17	(4)
PRAHA	34	(10)	
Others	62	(47)	
DENMARK		118	(38)
Aarhus	18	(8)	
Copenhagen	62	(16)	
Others	38	(14)	
PORTUGAL		50	(13)
Lisboa	30	(9)	
Others	20	(4)	
FINLAND		96	(29)
Helsinki	65	(20)	
Others	31	(9)	
RUMANIA		5	(1)
FRANCE		590	(195)
SPAIN		93	(18)
Lyon	16	(9)	
Marseille	22	(13)	
Nice	26	(11)	
Barcelona	30	(6)	
Madrid	31	(6)	
Others	32	(6)	
SWEDEN		10	(5)
Goteborg	43	(4)	
Stockholm	26	(7)	
Others		79	(16)
GERMAN DEM REP		24	(5)
BERLIN EAST		4	
BERLIN WEST		76	(33)
Geneva	17	(25)	
GERMANY FED REP		284	(114)
Lausanne	27	(1)	
Zurich	28	(7)	
Hamburg	27	(5)	
Others		93	(24)
Koln	20	(10)	
Munich	47	(18)	
Others	190	(81)	
TURKEY		11	(1)
GREECE		55	(10)
UK		511	(216)
Athina	24	(5)	
Brighton	26	(11)	
Others		15	(4)
HUNGARY		69	(26)
Cambridge	15	(9)	
Edinburgh	19	(9)	
London	24	(94)	
Others	8		
Budapest	46	(13)	
Oxford	19	(6)	
Others	23	(13)	
Others		18	(92)
		4	
ICELAND		9	
IRELAND		32	(8)
USSR			42
Dublin	24	(4)	
Moscow	22	(2)	
Others	8	(4)	
Others		20	
ITALY		287	(56)
YUGOSLAVIA		44	(12)
Florence	35	(12)	
Dubrovnik	10	(2)	
Milan	21	(6)	
Ljubljana	10	(3)	
Rome	85	(8)	
Venezia	19	(1)	
Others	24	(7)	
Others	127	(29)	
		3797	(1164)

TOTAL	
AFRICA	237 (14)
AMERICA	1047 (261)
ASIA	598 (174)
AUSTRALASIA	116 (38)
EUROPE	3797 (1164)
	5795 (1651)
+ Not determined	45
	5840 (1651)

**Liste des Associations Internationales auxquelles la personnalité civile a été accordée par application de la loi belge du 25 octobre 1919, modifiée par la loi du 6 décembre 1954.**

**(2e partie: 1977-1985)**

Avec l'aimable autorisation du Ministère belge de la Justice, on trouvera ci-dessous, par ordre chronologique, la liste officielle des associations internationales auxquelles la loi belge, depuis sa promulgation, a accordé la personnalité civile. Cette loi est la seule au monde qui octroie aux associations internationales un véritable statut juridique. Sous la colonne 1 se trouve la référence à la notice descriptive de l'association dans le \* < Yearbook of International Organizations » 22ème édition.

Yearbook	Dénomination - siège	Arrêté royal Personnalité civile Modification status	Date mention au Moniteur belge	Annexes Moniteur Publication status
-	Dansk Kontakt	12.1.1977	22.1.1977, n° 16	31.3.1977, n° 2384
D 0076	European Mariculture Society	12.1.1977	22.1.1977, n° 16	24.3.1977
E 0500	Groupe des Fédérations des Industries graphiques dans les Communautés Européennes	7.2.1977	23.2.1977, n° 38	7.4.1977, Mod. siège : 6.3.
D 0634	Comité Européen de Normalisation Electrotechnique	8.3.1977	17.3.1977, n° 54	2.6.1977, n° 4651
F 7747	Institut des Affaires Culturelles	16.3.1977	26.3.1977, n° 61	22.12.1977, n° 10968
G 8232	Club Euro-Arabe	18.3.1977	26.3.1977, n° 61	21.7.1977, n° 6369-6371
E 5162	Coopération au Développement - I.B.O.	18.3.1977	26.3.1977, n° 61	23.6.1977, n° 5481
-	Ontwikkelingssamenwerking - I.B.O.	Wijz. Ned. tekst 16.1.1980	31.1.1980, n° 22	10.4.1980, n° 3832
-	Comité de la Religion Islamique en Belgique	18.3.1977	26.3.1977, n° 61	
G 6234	Société belge de droit international (S. B.D.I.)	1.4.1977	21.4.1977, n° 78	21.7.1977, n°s 6353-6354
-	Belgisch genootschap voor internationaal recht (B.G.I.R.)			
-	Iers Minderbroederscollege	12.4.1977	4.5.1977, n° 87	14.7.1977, n° 6072
G 6833	Association pour le Développement d'Actions Collectives d'Education Permanente en Europe	15.4.1977	30.4.1977, n° 85	1.9.1977
D7161	Scientific Association of European Talc Industry	3.5.1977	17.5.1977, n° 96	11.8.1977, n°s 56885-6886
E 3287	Conférence Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie des Pays de la Communauté Economique Européenne	14.7.1977	30.7.1977, n° 147	20.10.1977
-	The American Theatre Company	23.7.1977	17.8.1977, n° 158	26.1.1978, n°s 447-448
U 6385	Le Prieuré	29.8.1977	29.9.1977, n° 189	22.12.1977, n° 10864
G 7681	Journalistes en Europe-Centre	31.8.1977	4.10.1977, n° 191	1.12.1977, n° 103
-	International de Formation	Mod. art. 3. 25.2.1980	12.3.1980	
E 1001	Comité du Commerce des Céréales et des Aliments du Bétail de la C.E.E.	29.9.1977	12.10.1977, n° 198	
E 3282	Comité Permanent des Industries du Verre de la Communauté Economique Européenne	26.9.1977	11.10.1977, n° 197	22.6.1978
G7719	Centre Européen d'Information du Fuel	7.10.1977	28.10.1977, n° 210	22.12.1977
C 1233	Association internationale de la distribution des produits alimentaires et des produits de grande consommation	6.12.1977	24.12.1977, n° 247	9.3.1978, n° 1806
D 7696	Association Européenne des Producteurs d'Acides Gras	7.10.1977	29.10.1977, n° 211	22.12.1977, n° 10862

Yearbook n°	Dénomination - siege	Arrêt royal Personnalité civile Modification statuts	Date mention au Moniteur belge	Annexes Moniteur Publication statuts Publication modifications statuts
C 5577	Association des Producteurs de Tungstène - Primary Tungsten Association	27.10.1977	25.11.1977, n° 226	3.4.1978, n° 2804
D 1028	Fédération Européenne du Verre d'Emballage	5.12.1977	24.12.1977, n° 247	23.3.1978
G 6543	C.I.E.R. (Centre International Etudes Recherches)	3.1.1978	24.1.1978	18.5.1978, n° 3745
U 0304	Comité des Organisations Commerciales de la C.E.E.	6.1.1978	24.1.1978	
H 1740	Organisation Internationale du Commerce	21.3.1978	18.4.1978	
			Dissoute Annexes Moniteur : 25.1.1979, n° 1282	
D 6659	« Fédération Internationale de l'Esthétique - Cosmétique » - « International Federation of Aestheticians » - *Internationale Federation der Kosmetikerinnen (N.F.A.) *	25.5.1978	6.6.1978	26.10.1978, n° 9515
H 0152	Réseau International de Réhabilitation et d'Enseignement spécial	21.3.1978	18.4.1978	26.10.1978, n° 9524
G 6635	Conférence Pédagogique Internationale de l'Approvisionnement	27.2.1978	18.3.1978	9.11.1978, n° 10169
D 4397	Organisation Européenne des Unions de Foyers et Services pour Jeunes Travailleurs	21.3.1978	18.4.1978	28.12.1978, n° 12580
	*Komitia Lumiaki Romani and'e Belgia » (Comité international Rom, section belge - Internationaal Zigeunercomité, Belgische afdeling)	3.5.1978	20.5.1978	12.10.1978, n° 9137
-	Academia Ophthalmologica Internationalis	14.3.1978	1.4.1978	13.7.1978, n° 5441
D 7480	Comité de Liaison des Associations Européennes de l'Industrie de la Parfumerie, des produits cosmétiques et de toilette	25.5.1978	9.6.1978	
			Nouv. stat. Den. 15.12.1978	3.1.1979
G 6717	Ordo Panis quotidiani - Orde van het Dagelijks Brood Europese Kliniek voor Hart- en vaatziekten	5.6.1978	24.6.1978	5.10.1978, n° 8843
		29.5.1978	14.6.1978	28.9.1978, n° 8729
D 6958	Association Européenne des Véhicules Electriques Routiers (A.V.E.R.E.)	12.6.1978	25.6.1978	21.9.1978, n° 8367
	Centre de Recherches et d'Etudes Zairoises (Creza)	20.6.1978	11.7.1978	1.11.1978, n° 9882
G 6622	Europeengineers	27.6.1978	12.7.1978	1.11.1978, n° 9814
E 6634	Centre d'Ecologie et de Toxicologie de l'Industrie chimique européenne - European chemical Industry Ecology and Toxicology Centre (ECETOC)	11.7.1978	29.7.1978	15.11.1978, n° 10.314
	Tribal Life Fund	12.6.1978	25.6.1978	26.10.1978, n°s 9466-9467
C 2049	Fondation Amitié internationale des Scouts et Guides Adultes (AIDSEGA-IFOSAG)	27.6.1978	12.7.1978	9.11.1978, n° 10047
D 7157	Fédération pour le Développement de l'Artisanat Utilitaire (FEDEAU)	21.6.1978	11.7.1978	21.12.1978, n° 11757
D 7158	Benelux Interuniversitaire Groepering van Vervoerseconomen	30.8.1978	15.9.1978	11.1.1979, n° 587
			KB nieuwe stat. 28.9.1979	19.12.1979
D 3341	Union Européenne du Commerce de Gros en Fruits et Légumes	30.8.1978	15.9.1978	20.3.1980, n° 2673
-	International Radio Officers Club (INROC)	17.10.1978	28.10.1978	29.3.1979, n° 3436
E 3774	Fédération des Associations de Chasseurs de la C.E.E.	20.9.1978	7.10.1978	7.12.1978, n° 11284
-	Audiovisual Education Committee I.O.F.S.	20.10.1978	7.11.1978	18.1.1979, n° 792
E7101	Institut Syndical Européen	10.11.1978	21.11.1978	28.12.1978, n° 11882

Yearbook	Dénomination - siege	Arrêté royal Personnalité civile Modification statuto	Data mention au Moniteur belge	Publication statuts Publication modifications statut
B 7321	Association internationale de développement et d'action communautaires	21.11.1978	8.12.1978	8.2.1979, n° 1649
D 2806	Groupement International des Fabricants de Papiers Peints	29.11.1978	13.12.1978	1.11.1979, n° 11.152
F 5409	Association Internationale : Fondation pour la Lutte contre la Violence associée au Sport	29.11.1978	13.12.1978	8.3.1979, n° 2749
D 7877	Association Internationale des Fabricants de Stimulateurs Cardiaques	29.11.1978 A.R. nouv. stat. 24.11.1981	13.12.1978 18-12.1981	29.3.1979, n° 3421 18.3.1982
-	Conférence Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie Françaises et Belges	8.1.1979	20.1.1979	3.5.1979, n° 4808
D 0276	Comité des Eglises auprès des Travailleurs Migrants en Europe	8.1.1979	20.1.1979	8.3.1979
D 1901	Fédération Internationale des Grandes et Moyennes Entreprises de Distribution (F.I.G.E.D.)	8.1.1979 A.R. dén + but 4. 2.1982	20.1.1979 18.2.1982	10.5.1979, n° 5066
D 7943	European Glaucoma Society	14.2.1979	1.3.1979	19.4.1979, n° 4402
G 9561	Europa Club	20.2.1979	6.3.1979	14.6.1979, n° 6530
E 8637	Forum Jeunesse des Communautés Européennes (F.J.C.E.)	27.2.1979	13.3.1979	26.4.1979, n° 4531
G 9075	Centro de Estudios en Tecnologias Apropriadas para America Latina (C.E.T.A.L.)	7.3.1979	21.3.1979	20.9.1979, n° 10169
	Euskal Etxea (Maison Basque)	5.3.1979	21.3.1979	12.7.1979, n° 7804
D 0103	Europäische CAMAC Vereinigung - European CAMAC Association (EGA) - Association Européenne CAMAC	27.3.1979	11.4.1979	5.7.1979, n° 7460
	Piscina in Venezia	2.4.1979	14.4.1979	31.5.1979, n° 6076
D 6546	Fédération Européenne des Associations de l'Industrie Pharmaceutique	Appi. art. 8 de la loi du 25.10.19	19	3.5.1979, n° 5015
E 8617	Comité de liaison entre la Communauté économique européenne et les urbanistes exerçant à titre privé établis dans les pays membres de la Communauté	26.4.1979	16.5.1979	12.7.1979, n° 7983
U 6402	The Company of Orpheus	26.4.1979	16.5.1979	17.8.1979, n° 8967
D 0651	Comité Européen des Associations de Fabricants de Peintures, d'Encres d'Imprimerie et de Couleurs d'Art	22.5.1979	2.6.1979	2.8.1979, n° 8519
F 8433	Association Femmes d'Europe	1.6.1979	15.6.1979	17.8.1979, n° 8911
E 0970	Confédération des Industries Agro-Alimentaires de la Communauté Européenne (C.I.A.A.)	1.6.1979 A.R. mod. dén. 6.5.1982	16.6.1979 28-5.1982	9-9.1982
	Association des Parents d'Elèves de l'Ecole Européenne de Bruxelles I - Uccie	9.7.1979	21.7.1979	15.11.1979
	Association des Parents d'Elèves de l'Ecole Européenne de Bruxelles II - Woluwe	9.7.1979	21.7.1979	8.11.1979
B 1212	Wereldvereniging voor Pedagogiek - Association Mondiale des Sciences de l'Education - World Association for Educational Research	9.7.1979	25.7.1979	13-9-1979
E 2931	Comité de Liaison de la Construction Automobile	27.7.1979	14.8.1979	4.10.1979, n° 10444
C 8492	Association internationale de Numérotation des Articles EAN (E.A.N.)	30.7.1979 10.8.1981	31.8.1979 15.9.1981	1.11.1979, n° 11206
	International Committee Smoking Issues COSI	Appi. art. 8 de la loi du 25.10.19	19	17.8.1979, n° 8933



Yearbook	Dénomination - siege	Arrêté royal Personnalité civile Modification status	Data mention au Moniteur belge	Annexes Moniteur Publication statut Publication modification* statut*
D 7488	Confédération Européenne de Scoutisme	5.12.1979	25.12.1979	3.4. 1980, n° 3316
D 8919	Comité Européen de Liaison des Commerces Agro-Alimentaires	3.1.1980	22.1.1980	27.3.1980, n° 3032
-	Entraide et Solidarité Rwandaise	3.1.1980	22.1.1980	0.7.1980
D 4404	Fédération Européenne pour la Vente et le Service à Domicile (European Direct Selling Federation)	21.12.1979	23.1.1980	
D 1747	« Internationale Raad van Verenigingen voor de Watersport industrie » - - Conseil International des Associations des Industries Nautiques » - « International Council of Marine Industry Associations » (I.C.O.M.I.A.)	21.12.1979	26.1.1980	27.3.1980, n° 3031
D 8330	Association Internationale de Gérontologie Psychanalytique	16.1.1980	31.1.1980	
G 8759 E 8785	« ASIDPA » (Association pour la Sauvegarde des identités et du Droit des Peuples Autochtones) Groupe Européen de Recherche et d'Information sur l'Italie contemporaine	16.1.1980 23.1.1980	31.1.1980 5.2.1980	10.4.1980, n° 3732
D 9136	Secrétariat Européen d'Associations du Commerce Agricole Réunis	23.1.1980	5.2.1980	3.4.1980, n° 3279
D 9048	Society of Regional Anaesthesia	31.1.1980	8.2.1980	15.5.1980, n° 5510
D 0388	Association d'Education comparée en Europe Comparative Education Society in Europe Gesellschaft für Vergleichende Erziehungswissenschaft in Europa	26.2.1980	12.3.1980	19.6.1980, n° 6523
	Foundation for Scientific Research and Educational Exchange, International Association - Fondation pour la Recherche Scientifique et les Echanges Educatifs, Association internationale - Stichting voor Wetenschappelijk onderzoek en Educatieve uitwisselingen	25.2.1980	12.3.1980	26.6.1980, n° 6559
E 3669	Union des Associations des Distributeurs d'Eau de Pays Membres des Communautés européennes (Eureau) - Unie der Verenigingen van Waterverdelers uit Landen van de Europese Gemeenschappen (Eureau)			13.3.1980, n° 2595
D8233	Institutum Europaeum	5.3.1980	21.3.1980	9.10.1980, n° 10554
D 8266	International Médical Association for Radio and Television (I.M.A.R.T.)	5.3.1980	19.3.1980	22.5.1980, n° 5471
D 0604	Union Européenne du Commerce du Bétail et de la Viande (Strasbourg)	Appi. art. 8 de la loi du 25.10.1919 Stat. publ. aux Annexes du Moniteur		
D 8896	Glaucoma Society of the International Congress	17.4.1980	29.4.1980	21.8.1980, n° 8925
D 6231	Quaker Council for European Affairs	23.4.1980	14.5.1980	6.11.1980, n°11732
G 5525	Centre européen pour la formation dans le secteur agricole (C.E.E.F.A.)	20.6.1980	5.7.1980	
D 3283	European Federation of Vending Associations - Fédération Européenne des Associations de la Distribution Automatique - Vereinigung der Europäischen Automatenverbände	17.6.1980	8.7.1980	26.11.1981
D 9648	European independent informatics Industry Association européenne de péri-informatique	19.6.1980	8.7.1980	

Yearbook	I Denomination - siege	Arrêté royal Personnalité civile Modification status	Date mention BU Moniteur belge	Annexes Moniteur. Publication status Publication modifications status
-	Faculteit voor vergelijkende Godsdienstwetenschappen	20.6.1980	8.7.1980	
B 2736	Union Internationale des Villes et Pouvoirs Locaux	4.7.1980 A.R. nouv. stat. 11.03.1982	17.7.1980 26.03.1982	31.03.1983
E 5108	Comité de Liaison des Organisations Non-Gouvernementales de Développement auprès des Communautés Européennes	10.7.1980	24.7.1980	
G 1274	Communauté Chrétienne d'Auxiliaires pour l'Université africaine	6.8.1980	19.8.1980	17.12.1981
G 9704	Fondation Internationale Michel de Ghelderode	7.8.1980	26.8.1980	
-	Association des Fabricants européens de Munitions de Sport (AFEMS)	3.9.1980	16.9.1980	4.12.1980, n° 12801
D 4306	Association Européenne de Fournisseurs d'Information - European Information Providers Association (EURIPA)	3.9.1980	16.9.1980	
D 9826	Federation of European Wholesale and International Trade Associations (FEWITA)	3.9.1980	16.9.1980	20.11. 1980, n° 12244
D 1298	Association Européenne de Catalyse - European Association on Catalysis (EUROCAT)	3.9.1980	16.9.1980	5.3.1981, n° 119
-	Association des Evêques de la Communauté Européenne	3.9.1980	20.9.1980	27.11.1980, n° 12505
E 6259	Association des Compagnies Aériennes de la Communauté Européenne (A.C.E.)	3.9.1980	23.9.1980	
G 5585	Ruralité, Environnement et Développement Rurality, Environment and Development	15.9.1980	30.9.1980	18.12.1980, n° 13113
-	Centre d'Etudes et de Formation	1.10.1980	16.10.1980	11.12.1980, n° 12935
-	Coordination Europe Animaux (CEA)	Dissolution - Annexes du Monit 13.11.1980	eur du 25.03.1 982 4.12.1980	12.3.1981, n° 1492
E 0673	Confédération des Organisations familiales de la Communauté Européenne C.O.F.A.C.E.)	13.1.1.1980	5.12.1980	
-	Sémiologie du spectacle	26.11.1980	16.12.1980	12.3.1981, n° 1615
D 3234	International Association for Microstates Studies	28.1.1981	11.2.1981	30.7.1981
B 1450	Association catholique internationale pour a radio, la télévision et l'audiovisuel (UNDA)	Appi. art- 8 de la loi du 25.10.19	9	16.4.1981, n° 2819
G 4553	Association internationale des fonctionnaires européens, anciens résistants, déportés et internés	2.2.1981	17.2.1981	
-	Groupe Européen de Réalisations Audiovisuelles pour le Développement G.R.A.D)	19.2.1981	10.3.1981	6.8.1981
D 0602	Bureau Européen des Unions de Consommateurs (B. E.U.C.)	6.1.1981	19.3.1981	5.11.1981
C 1755	International Council of Societies of Industrial Design - Conseil International des Sociétés de Design Industriel	6.3.1981	25.3.1981	13.8.1981
E 6697	Centre International de Recherches Glyptographiques (C.I.R.G.)	6.4.1981	22.4.1981	17.9.1981
G 0185	Association Internationale des Journées universitaires de la Paix	17.4.1981	14.5.1981	1.10.1981
G 0887	The European Petrochemical Luncheon - international Association (E.P.L.)	17.4.1981	14.5.1981	8.10.1981

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. 1/1986

Yearbook	Dénomination - siege	Arrete royal Personnalité civile Modification statuts	Date mention au Moniteur siège	Annexes Moniteur Publication statuts Publication modifications statuts
G 6711	Cercle International Kimbanguiste - Section Belgique (C.I.K. Section Belgique)	27.4.1981	16.5.1981	7.9.1981
-	Institut International de Recherches et de formation pour promouvoir le Socialisme scientifique et démocratique	11.6.1981	3.7.1981	3.12.1981
-	Société Belge de Bioélectromagnétisme	7.7.1981	29.7.1981	3.12.1981
D 2002	IFS. thé International Federation of Settlements and Neighbourhood Centres	13.7.1981	30.7.1981	
G 0790	Centre d'Information Textile-Habillement	27.7.1981	15.8.1981	26.11.1981
D 1207	Comité d'Etude de la Corrosion et de la Protection des Canalisations (CEOCOR)	10.8.1981	15.9.1981	24.12.1981
E 0508	Comité de Liaison des Industries de Métaux non ferreux de la Communauté Européenne (C.D.L)	19.8.1981	22.9.1981	24.12.1981
C 2815	International Wool Secretariat	2.9.1981	25.9.1981	17.12.1981
D 0432	European Fertilizer Import Association (E.F.I.A.)	2.9.1981	30.9.1981	
G 4547	Organisation européenne et africaine pour a purification spirituelle par la Lumière de Dieu	27.11.1981	18.12.1981	1.4.1982
G 0076	Union des Villes du Littoral Ouest européen - United Towns of the West European Coast	24.11.1981	18.12.1981	4.11.1982
-	Groupeement pour l'Etude des Lymphatiques	2.12.1981	9.1.1982	25.3.1982
E 4611	Commission Oecuménique pour Eglise et Société dans la Communauté Européenne	26.11.1981	13.1.1982	8.4.1982
B 1970	International Federation of the Otorhinolaryngological Societies (I.F.D.S.)	27.11.1981	13.1.1982	17.6.1982
D 0207	Association Européenne de Vente par Correspondance (A.E.V.P.C.)	18.2.1982	9.3.1982	27.5.1982
-	Harmonie en Showgroep St-Remi Baarle-Hertog/Nassau	8.3.1982	25.3.1982	9.9.1982
B 3404	Fédération Universelle des Associations d'Agences de Voyages	Application de l'article 8		15.4.1982
D 3741	E.E.C.A. (European Electronic Component Manufacturers' Association)	31.3.1982	27.4.1982	23.7.1982
E 0055	Association des Produits à Marché Communauté Economique Européenne (Afrique - Caraïbes - Pacifique) (APROMA)	6.5.1982	28.5.1982	23.9.1982
G 9608	Les Amis de l'Islam	12.5.1982	4.6.1982	9.9.1982
D 0226	Confédération Européenne du Commerce en Détail (C.E.C.D.)	26.5.1982	29.6.1982	10.2.1983
D 0934	Fédération Européenne des Associations Aérosols (F.E.A.)	26.5.1982	1.7.1982	
D 1477	Union Européenne des Anciens et Anciennes Elèves de l'Enseignement Catholique (UNAEC-EUROPE)	27.7.1982	10.9.1982	
D7418	Union Internationale des Radioécologistes (U.I.R.)	3.9.1982	25.9.1982	13.1.1983
-	Fondation Religieuse Islamique Turque en Belgique	3.9.1982	28.9.1982	17.2.1983
D4576	Association Internationale des Professeurs d'Italien	14.10.1982	30.10.1982	24.2.1983
D 0882	Union Européenne du Commerce des Produits Laitiers et Dérivés	18.10.1982	4.11.1982	3.2.1983
D 8069	Association des producteurs européens de potasse	21.10.1982	13.11.1982	

Yearbook	Dénomination - siege	Arrête royal personnalité Civile Modification statuts	Date mention belge	Annexes Moniteur Publication statuts Publication modifications statuts
D5794	International Association for Structural Mechanics in Reactor Technology, e.v.	Application de l'article 8		18.11.1982
-	Jeugd en Europa	29.11.1982	16.12.1982	
-	Europe-Jeunesse	A.R. mod. den. 28.7.1983	13.8.1983	
E 5156	Fédération des associations d'éditeurs de périodiques de la C.E.E.	29.11.1982	22.12.1982	
D 0542	Union Européenne des Alcools, Eaux-de-Vie et Spiritueux	13.12.1982	14.1.1983	21.4.1983
-	Association Internationale de Droit Economique (A.I.D.E.)	13.12.1982	14.1.1983	5.5.1983
-	Institut supérieur de Risk Management	6.1.1983	2.2.1983	30.6.1983
D 1507	European Organization for Cooperation in Cancer Prevention Studies	27.1.1983	10.2.1983	18.8.1983
D 8150	Confederation of European Computer User Association (Confédération européenne des Associations des Utilisateurs des Technologies de l'Information)	16.2.1983	4.3.1983	27.10.1983
-	Famille et Humanisme	17.2.1983	15.3.1983	6.10.1983
D 7210	European Association for Research in Industrial Economies (EARIE)	4.3.1983	24.3.1983	
G 6361	International Institute of Cellular and Molecular Pathology	4.3.1983	29.3.1983	20.10.1983
-	Fonds international pour étudiants polonais - Miedzynarodowy fundusz dla studentow polskich - International fund for Polish students - Fondo internazionale per gli studenti polacchi - Internazionaler Fonds für Polnische Studenten	22.3.1983	9.4.1983	8.12.1983
-	Confédération Européenne des Associations des Fournisseurs Médicaux - European Confederation of Medical Suppliers Associations	22.3.1983	9.4.1983	24.11.1983
G 2724	Institut de Recherches Traditionnelles (I.R.T.)	23.3.1983	9.4.1983	
-	Association des Producteurs de Sulfate d'Aluminium	22.3.1983	15.4.1983	24.11.1983
D 1471	Association des centres européens serveurs de banques de données - Association of the European Host Operators Group	14.3.1983	15.4.1983	
G 6056	Première Eglise du Christ, Scientiste	22.3.1983	15.4.1983	
J 2760	European Association of Reference Laboratories (EARL)	14.3.1983	15.4.1983	
F 1353	Food and Disarmament International	29.3.1983	9.4.1983	4.11.1983
D 9974	Bible et Informatique	8.4.1983	27.4.1983	
J 5017	Conférence Technologique Permanente des Collectivités Locales Européennes	13.4.1983	28.4.1983	28.7.1983
D 5099	Organisation internationale des Sciences chimiques pour le développement	29.3.1983	28.4.1983	
G 0169	Ecoliers du Monde - Scholieren van de Wereld	25.4.1983	10.5.1983	
G 9125	Cobalt Development Institute	4.5.1983	20.5.1983	
G0121	European Information Centre for Explosion Protection (Europex)	4.5.1983	20.5.1983	
-	J.E.T. Executive Transport Europe ( J.E.T. Europe)	26.5.1983	9.6.1983	

Yearbook	Dénomination - siege	Arrêté royal Personnalité civile Modification statuts	Data mention au Moniteur belge	Annexes Moniteur Publication statuts Publication modifications statuts
D 4084	International Air Carrier Association (I.A.C.A.)	26.5.1983	11.6.1983	
E 1170	Centre européen des Silicones (CES)	15.6.1983	28.6.1983	
G 6506	Centre for European Policy Studies	15.6.1983	28.6.1983	
E 2661	Confédération des associations de résidents à l'étranger de la Communauté européenne (Les Européens dans le Monde)	15.6.1983	28.6.1983	
-	Club des Femmes Canadiennes en Belgique - The Canadian Women's Club of Belgium	23.6.1983	6.7.1983	
D 6196	Federation Européenne de la Corrosion - European Federation of Corrosion - Europäische Federation Korrosion	4.7.1983	15.7.1983	
D 1793	International Sweeteners Association - Association Internationale pour les Edulcorants - Internationaler Süsstoff-verband	26.7.1983	13.8.1983	
D 8079	D.S.A. - Bureau Européen d'Information pour le Développement de la Santé Animale	26.7.1983	13.8.1983	8.12.1983
D 9564	Association internationale Autisme-Europe	2.9.1983	30.9.1983	
D 7367	Association Européenne des Marchés aux Bestiaux (A.E.M.B.)	19.10.1983	11.11.1983	
E 7705	International Working Group on thé Toxicology of Rubbers Additives - Groupe de travail sur la Toxicologie des Additifs du Caoutchouc	22.11.1983	3.12.1983	
G 9557	Agence européenne de promotion et de réalisations - Tiers Monde (AGEP - Tiers Monde)	13.12.1983	13.1.1984	24.1.1984
G 0057	Perspectives pour l'Europe	9.12.1983	19.1.1984	
G5914	European Transport Maintenance Council (E.T.M.C.)	14.2.1984	25.2.1984	18.4.1984
B 1265	A.I.I.C. (Association internationale des Interprètes de Conférence)	14.2.1984	25.2.1984	17.5.1984
-	ers Instituut voor Europese Zaken	15.3.1984	27.3.1984	16.5.1985
-	Anti Cancer Service	8.5.1984	24.5.1984	
-	Association Internationale des Anciens d'Eurocontrol	30-5-1984	13.6.1984	
G 8162	Transeurophalles	30.5.1984	13.6.1984	
J 7046	International Confederation for Printing and Allied Industries (Intergraph)	30.5.1984	13.6.1984	18.7.1985
-	La Maison de l'Union Syndicale	27.6.1984	10.7.1984	
-	Club de l'Européen - Der Europäer - The European	21.6.1984	11.7.1984	18.7.1985
-	Centre International pour l'Etude et la conservation de la faune et la flore à la converserie de l'Abbaye de Saint-Hubert	2.7.1984	17.7.1984	
-	Services Auxiliaires de Barreaux Européens	25.7.1984	17.8.1984	25.7.1985
-	International Council of Medical Acupuncture and Related Techniques	26.7.1984	17.8.1984	25.7.1985
D 9599	European Venture Capital Association	30.7.1984	24.8.1984	25.7.1985
-	Association Européenne d'Instituts de Transports Europese Vereniging van Transportinstituten	30.7.1984	25.8.1984	25.7.1985

Yearbook	Dénomination - siège	Arrêté royal Personnalité civile Modification statuts	Date mention au Moniteur belge	Annexes Moniteur Publication statuts Publication modifications statuts
S 247	European Workshop on Industrial Computer Systems European Group for Local Employment Initiatives - Groupement européen pour la Promotion des Initiatives locales d'emploi (E.C.L.E.I./G.E.P.I.L.E.)	9.8.1984 10.10.1984	24.8.1984 27.10.1984	25.7.1985 25.7.1985
G 3236	Aide et Action	Appi, de l'art. 8 du 25.10.1919		
-	Benelux Association of Energy Economists (B.A.E.E.)	21.12.1984	18.1.1985	
E 0150	Association des Industries Margarinières des Pays de la C.E.E. (IMAGE)	15.1.1985	26.1.1985	
D 1957	Fédération Interationale des Associations Margarinières (I.F.M.A.)	16.1.1985	2.2.1985	
-	Société Internationale de Recherche Médicale en Sports Mécaniques	22.1.1985	1.2.1985	
D 5955	Association Européenne des Cheminots A.E.C.)	4.2.1985	20.2.1985	
	Aéro-club des Communautés Européennes	8.2.1985	26.2.1985	
	Association Européenne pour l'Analyse Transculturelle de Groupe	11.3.1985	27.3.1985	
	Centre internationale d'Etudes et de Formation pour le développement et la culture (C.I.E.F.O.D.E.C.)	13.3.1985	27.3.1985	
G 9710	Coopérative Internationale de Recherche et d'Action en matière de Communication CIRCON)	9.4.1985	26.4.1985	
	Belladona	9.4.1985	1.5.1985	
	Fédération Européenne des Producteurs e Fibres-Ciment (F.E.P.F.)	30.4.1985	16.5.1985	
	Société Européenne de Kinésithérapie Respiratoire et Cardio-Vasculaire	29.5.1985	28.6.1985	